

PLANETE GLOBALE

Le monde continue de s'assombrir pour les journalistes (RSF)

18 avril 2019

"La haine des journalistes a dégénéré en violence", prévient Reporters sans frontières dans son rapport 2019 sur la liberté de la presse dans le monde.

Sur la carte du monde, seulement 24% des 180 pays et territoires étudiés affichent une situation "bonne" ou "plutôt bonne" pour la liberté de la presse, contre 26% en 2018.

Après s'être renforcée ces dernières années, "l'hostilité à l'encontre des journalistes, voire la haine relayée dans nombre de pays par des dirigeants politiques, a fini par susciter des passages à l'acte plus graves et plus fréquents", souligne RSF.

L'ONG constate "un accroissement des dangers et, de ce fait, un niveau de peur inédit dans certains endroits" parmi les journalistes. Le harcèlement, les menaces de mort, les arrestations arbitraires, font de plus en plus partie des "risques du métier".

Au Vietnam comme en Chine, la presse officielle contrôle les débats publics et des dizaines de journalistes sont emprisonnés. Le "contre-modèle" chinois, "basé sur une surveillance et une manipulation orwelliennes de l'information grâce aux nouvelles technologies, est d'autant plus alarmant que Pékin promeut désormais son modèle répressif hors de ses frontières", décrit RSF.

"Les pays-laboratoires du contrôle de l'information deviennent de plus en plus nombreux", prévient Christophe Deloire, secrétaire général de RSF. "Il y a urgence. On a besoin d'un sursaut des modèles démocratiques. Sinon ces contre-modèles vont prospérer et se multiplier".

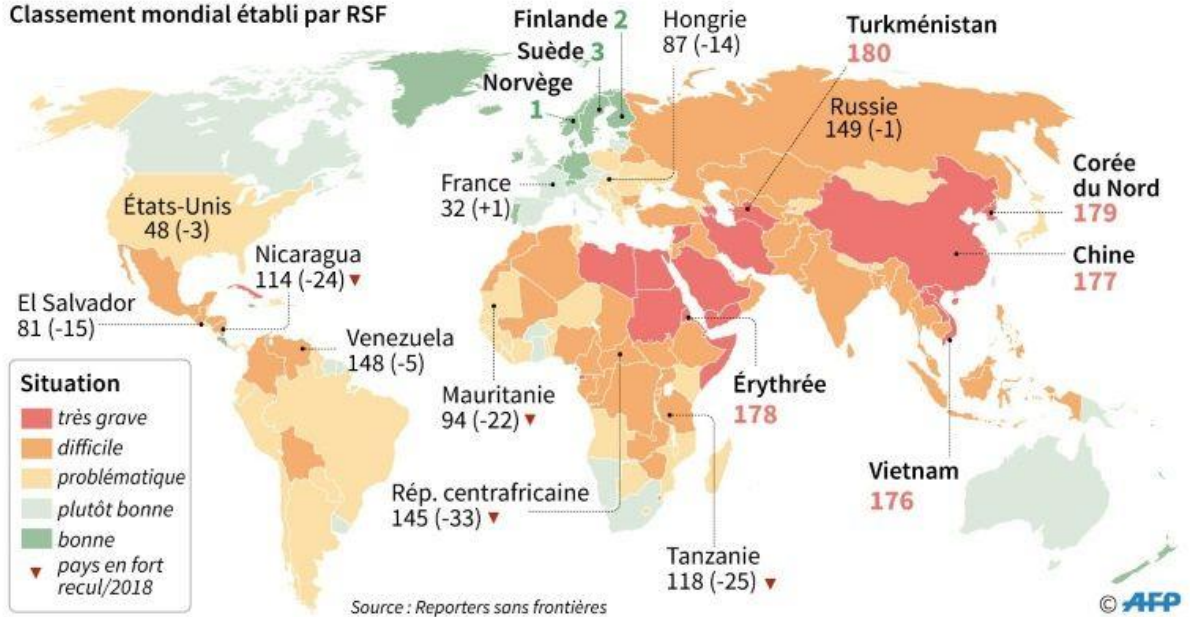
Ailleurs, le pluralisme de la presse "résiste de moins en moins aux logiques de concentration commerciale et aux intérêts économiques", comme au Japon ou en Australie, déplore RSF. En Europe aussi, la situation s'est fortement dégradée.

Le rapport 2019 est alarmant mais certains pays continuent de montrer la voie, comme la Norvège, la Finlande ou le Costa Rica, un cas à part sur le continent américain.

D'autres pays ont aussi bénéficié de changements de régime. En Malaisie, aux Maldives, en Ethiopie ou en Gambie, l'arrivée de nouveaux gouvernants a fait souffler un vent de fraîcheur.

La liberté de la presse en 2019

Classement mondial établi par RSF



Source : AFP

Les milliardaires au chevet de la presse

8 avril 2019

Les milliardaires et leurs dons peuvent-ils sauver la presse ? En quête d'un nouveau modèle économique, dans un contexte de défiance du public, de nombreux médias acceptent le soutien de fondations, un partenariat qui peut néanmoins soulever des questions éthiques.

Plus de 13 milliards de dollars ont été distribués dans le monde ces dix dernières années autour d'enjeux liés à l'information, selon l'ONG américaine Foundation Center. Alors que les revenus publicitaires s'écroulent, que les journaux rapetissent, ferment, ou sont rachetés, le financement des médias par le don est devenu habituel aux États-Unis, comme dans la santé et l'éducation.

Le thème était débattu ce week-end au 13^e Festival international du journalisme de Pérouse (Italie), où de nombreux médias et institutions viennent réfléchir à leur avenir mais aussi chercher des fonds.

"Le journalisme indépendant et basé sur les faits est menacé dans le monde entier. Cela a poussé beaucoup de gens à nous soutenir", a souligné lors d'une conférence Vivian Schiller, l'ex-dirigeante de la radio publique américaine NPR, qui avait reçu un don record de 200 millions de dollars de la veuve du fondateur de McDonalds.

Ajoutés aux contributions de lecteurs et d'autres donateurs, ces sommes faramineuses font revivre, aux États-Unis, une presse locale de plus en plus éclatée et permettent de mener des enquêtes au long cours sur des sujets négligés.

Le développement de moyens de lutte contre les infos et la recherche de nouveaux modèles économiques stables pour la presse sont aussi des priorités. En France, où l'État soutient déjà

la pluralité de l'information, le journal Le Monde a également reçu plus d'un million de dollars de la fondation Bill et Melinda Gates, entre autres donateurs, pour son site Le Monde Afrique.

Les époux Gates ont aussi contribué indirectement à la publication des Panama Papers, en soutenant le consortium international des journalistes d'investigation.

En Ukraine, au Tadjikistan, en Afrique de l'Est, la fondation Open Society de George Soros appuie aussi des médias ou des ONG actives dans l'information.

Les milliardaires sont soupçonnés de vouloir améliorer leur image, mais surtout de pousser un agenda politique qui reste flou.

Les fondations attribuent de nombreuses bourses sur concours, auxquels les médias et les journalistes ont appris à candidater.

Mais les plus grands partenariats entre fondations et médias s'établissent de façon informelle, avec parfois l'intervention d'intermédiaires de confiance. Adam Thomas, directeur du Centre européen pour le journalisme, une ONG qui conseille et forme les journalistes, en est un.

Selon lui, le financement des fondations fait évoluer le rôle des journalistes.

"Certains pensent qu'ils n'ont pas pour mission de changer quoi que ce soit, que leur rôle est de rester neutre. Mais de plus en plus de journalistes réfléchissent à leur impact sur la société et considèrent qu'ils jouent un rôle actif dans son évolution", dit-il.

Source : AFP

Il est urgent d'agir pour gérer les 50 millions de tonnes de déchets électroniques produites chaque année (OIT)

17 avril 2019

L'Organisation internationale du travail (OIT) a appelé à agir de toute urgence pour améliorer la gestion des plus de 50 millions de tonnes de déchets électriques et électroniques produites chaque année.

« Nous sommes face à un 'tsunami' de déchets électriques et électroniques », a déclaré l'expert en déchets électriques et électroniques à l'OIT, Casper Edmond.

Seuls 20% des déchets électriques et électroniques sont traités via des filières de recyclage officielles et, pourtant, leur valeur est estimée à 55 milliards d'euros, selon l'OIT.

L'OIT préconise des mesures urgentes pour encourager une meilleure gestion des flux toxiques de déchets électriques et électroniques produits dans le monde entier. Elle pourrait se révéler utile pour créer des emplois décents.

Autre point d'entente lors de la réunion, la nécessité de protéger de toute urgence les personnes qui travaillent dans le secteur du traitement des déchets électriques et électroniques qui, de par leur toxicité et leur dangerosité, portent atteinte aux travailleurs et à l'environnement.

« Les travailleurs qui manipulent des déchets électriques et électroniques ne sont pas à même de faire entendre leur voix et n'ont aucun pouvoir de négociation, alors que leur tâche consiste à détruire des matériaux dangereux avec leurs mains », a expliqué le Vice-président du groupe des travailleurs à l'OIT, James Towers.

« Dans mon pays, le Nigéria, et dans plusieurs autres pays d'Afrique, les déchets électriques et électroniques polluent les paysages », a déclaré le Vice-président du groupe gouvernemental à l'OIT, Aniefiok Etim Essah.

Pourtant, « notre jeunesse dispose de la créativité et du potentiel nécessaires pour acquérir les compétences utiles à la gestion des déchets électriques et électroniques, ce qui renforce les possibilités d'accroître l'emploi des jeunes », a estimé M. Essah.

Source : ONU

Phoques, caviar et pétrole : la mer Caspienne menacée par la pollution

16 avril 2019

De petits phoques sur les rives de la baie de Bakou : ce spectacle n'est plus qu'un souvenir d'enfance pour les natifs de la capitale de l'Azerbaïdjan, conséquence de la pollution et du changement climatique qui affectent la mer Caspienne.

Cette mer fermée comptait au début du 20^e siècle un million de phoques de la Caspienne. Il en reste aujourd'hui moins de 10% et cette espèce est considérée comme "en danger" par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Chassé intensément jusqu'à une époque récente, ce mammifère pâtit désormais surtout de la pollution industrielle.

Bordant l'Iran, l'Azerbaïdjan, la Russie, le Kazakhstan et le Turkménistan, la Caspienne abrite d'immenses réserves d'hydrocarbures, exploitées intensément depuis le 19^e siècle. Mais aussi une faune et une flore uniques au monde qui souffrent des activités liées aux hydrocarbures ainsi que de la baisse du niveau de la mer provoquée par le réchauffement climatique.

Selon le programme des Nations unies pour l'environnement, la Caspienne "souffre d'une énorme charge de pollution provenant de l'extraction et du raffinage du pétrole, des champs de pétrole offshore, des déchets radioactifs provenant de centrales nucléaires, et d'énormes volumes d'eaux usées non traitées et de déchets industriels".

Au-delà des pêcheurs individuels, c'est toute l'industrie très lucrative du caviar qui est en péril. La mer Caspienne est un des plus grands réservoirs d'esturgeons, mais la population de ce poisson décline inexorablement.

Sur les plages de son enfance, le militant Azer Garaïev craint de voir la Caspienne subir le même sort que la mer d'Aral, à cheval entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, dont la quasi-disparition est considérée comme l'une des plus grandes catastrophes environnementales causées par l'homme: "Je ne veux pas y penser. Je considère cela comme un crime."

Source : AFP

Bond de 300% des cas de rougeole dans le monde au premier trimestre 2019

15 avril 2019

Les cas de rougeole dans le monde ont bondi d'environ 300% durant les trois premiers mois de l'année, par rapport à la même période l'an dernier, a annoncé lundi l'OMS, relevant qu'en Afrique la hausse atteignait la barre des 700%.

Jusqu'en 2016, la maladie était pourtant en diminution.

La rougeole est l'une des maladies les plus contagieuses au monde pour laquelle il n'existe pas de traitement curatif, mais elle peut être prévenue par deux doses d'un vaccin "sûr et efficace", selon l'OMS.

La rougeole resurgit un peu partout dans le monde, à cause d'une défiance envers les vaccins dans les pays riches ou d'un mauvais accès aux soins dans les pays pauvres.

Les "anti-vax" s'appuient sur une publication de 1998 liant ce vaccin et l'autisme.

Pourtant, il a été établi que son auteur, le Britannique Andrew Wakefield, avait falsifié ses résultats, et plusieurs études ont montré depuis que le vaccin n'augmentait pas le risque d'autisme.

En 2017, 110.000 décès imputables à la rougeole ont été enregistrés, selon l'OMS.

Les autorités sanitaires mondiales insistent sur l'importance du vaccin, au niveau individuel mais aussi collectif : une couverture vaccinale élevée (95% de la population) protège les personnes qui ne peuvent elles-mêmes être vaccinées.

Source : AFP

Le groupe Publicis rachète l'américain Epsilon pour 4,4 milliards de dollars

14 avril 2019

Publicis, grand groupe français de la publicité, rachète Epsilon, spécialiste américain du marketing ciblé. L'opération est importante, elle va coûter 4,4 milliards de dollars. Cet achat doit permettre à Publicis de renforcer sa position sur un marché de la publicité en pleine transformation et très concurrentiel.

En rachetant l'entreprise américaine Epsilon, Publicis acte l'évolution de son métier : la pub. Trouver des slogans séduisants et faciles à retenir, imaginer des affiches ou des films convaincants, tout cela ne suffit plus. L'ère actuelle est celle des données qui permettent de cibler la démarche.

C'est le président du directoire de Publicis, Arthur Sadoun, qui donne le mieux à comprendre l'intérêt de cette opération : racheter Epsilon, c'est s'offrir son « volume de données inégalé » dans trois secteurs : « l'identité des consommateurs - ce que fait Facebook -, leur comportement - ce que fait Google -, mais aussi le transactionnel - ce que fait Amazon. »

Source : RFI

Le Fonds d'intervention d'urgence de l'ONU débloque 125 millions de dollars pour des crises sous-financées

11 avril 2019

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Mark Lowcock, a approuvé jeudi l'octroi de 125 millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour appuyer des opérations d'assistance dans 13 situations d'urgence sous-financées.

Il s'agit de la plus grande allocation en la matière dans l'histoire du CERF et cela a été rendu possible par la générosité et la diversité des bailleurs de fonds du Fonds, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« Cette allocation du CERF est une bouée de sauvetage pour des millions de personnes confrontées à des crises dans le monde entier, mais le financement reste extrêmement bas », a déclaré M. Lowcock. « Sans cet argent, eau potable, abris, protection, soutien nutritionnel, aide alimentaire et autres formes d'assistance ne pourraient jamais atteindre à temps les personnes ».

Le financement octroyé par le CERF permettra à l'ONU et à ses partenaires de mener des opérations humanitaires auprès de plus de 9 millions de personnes dans les zones suivantes : Cameroun, Colombie, République démocratique du Congo, Djibouti, Tchad, Haïti, Honduras, Madagascar, Niger, Tanzanie, Ouganda, Ukraine, et dans les Territoires palestiniens occupés.

Cet argent sera utilisé notamment pour assister plus de 500.000 femmes confrontées à la violence sexuelle et pour aider près de 400.000 autres à accéder à des soins de santé en matière de procréation.

Un montant total de 24 millions de dollars ira à des projets visant à aider plus de deux millions de personnes ayant besoin d'une protection immédiate dans 10 pays. Plus de 7 millions de dollars soutiendront les efforts d'éducation de plus de 150.000 enfants.

« Ces 125 millions de dollars sont un catalyseur fantastique pour les efforts humanitaires dans les 13 pays, mais ils ne couvrent que les besoins les plus prioritaires des 9 millions de personnes sur les 28 millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire dans ces 13 pays », a ajouté M. Lowcock.

Source : ONU

La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour garantir les droits reproductifs de tous (UNFPA)

10 avril 2019

Malgré les progrès accomplis ces 50 dernières années depuis la création de l'UNFPA, l'agence des Nations Unies chargée de la santé sexuelle et reproductive, il reste encore un long chemin à parcourir pour que chacun, partout dans le monde, puisse revendiquer ses droits et ses choix, selon le rapport État de la population mondiale 2019, publié mercredi par l'UNFPA.

Le rapport rappelle que le mouvement mondial de lutte pour les droits reproductifs qui a débuté dans les années 1960 a transformé la vie de centaines de millions de femmes, en leur permettant de contrôler leur propre corps et de façonner elles-mêmes leur avenir.

Tout au long de la poursuite de l'acquisition de ces droits et de ces choix, les femmes et les filles se sont heurtées à des obstacles sociaux et économiques.

Les efforts des mouvements de lutte en faveur des droits reproductifs ont fait chuter le nombre de grossesses non désirées et de décès maternels, et ont ouvert la voie à des vies plus saines.

Cela fait exactement 50 ans que l'UNFPA a démarré ses activités, en 1969, en tant que premier organisme des Nations Unies chargé de la croissance démographique et des besoins de santé reproductive.

Le rapport indique que beaucoup de progrès ont été accomplis depuis 1969.

Toutefois, trop de femmes sont encore privées de leurs droits reproductifs, notamment les plus de 200 millions de femmes qui voudraient éviter une grossesse mais n'ont pas accès aux informations et services relatifs à la contraception moderne.

Huit cents millions de femmes en vie aujourd'hui auraient été mariées durant l'enfance.

Le rapport comprend des données sur la capacité des femmes à prendre des décisions dans trois domaines fondamentaux : les relations sexuelles, l'utilisation de la contraception et la santé. Dans les 51 pays où de telles informations sont disponibles, seuls 57% des femmes mariées ou en couple sont capables de faire leurs propres choix.

Source : ONU

Le chef du HCR dénonce la « stigmatisation sans précédent » des réfugiés

9 avril 2019

Devant le Conseil de sécurité, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a dénoncé mardi la « stigmatisation sans précédent » des réfugiés.

Si la situation des réfugiés constitue bien une crise, elle l'est avant tout pour les plus de 70 millions de personnes déplacées de force dans le monde, a rappelé M. Grandi.

M. Grandi a cité l'exemple de la Libye où le HCR, avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), vient en aide aux Libyens déplacés, ainsi qu'aux réfugiés et migrants qui ont fui les conflits dans d'autres pays.

Les conditions de sécurité, a déclaré M. Grandi, sont « au point de rupture ».

Le HCR est d'avis que les réfugiés et les migrants secourus ou interceptés en Libye ne sont pas en sécurité et que ces personnes ne devraient pas y être renvoyées.

Plusieurs membres du personnel du HCR ont dû quitter la Libye pour des raisons de sécurité, le travail de l'agence devenant « très, très difficile et dangereux ».

Le Haut-Commissaire a écarté le recours aux garde-côtes libyens jugés comme étant inefficaces et a condamné les conditions « horribles et inacceptables » dans lesquelles les réfugiés et les migrants sont détenus en Libye.

Source : RFI

Océans : sur les traces du mystère du "plastique perdu"

9 avril 2019

Des millions de tonnes de plastique sont rejetées en mer chaque année mais seule une petite partie est visible. Où disparaît le reste ? Des chercheurs s'approchent désormais de la résolution du mystère du "plastique perdu".

Ces dernières années, les images de bouteilles et de sacs agglutinés par les courants au milieu des océans ou de plages couvertes de débris ont suscité des campagnes contre la culture du tout-jetable. Mais cette pollution visible n'est que la partie émergée de l'iceberg.

Alors une équipe internationale de scientifiques s'est mise en chasse, déployant des efforts sans précédent pour traquer les débris.

99% de tout ce qui a été déversé en mer pendant des décennies est introuvable.

Alethea Mountford, de l'Université de Newcastle, a utilisé un modèle informatique des courants océaniques sur les plastiques.

Les scientifiques pensent qu'une grande partie du plastique finit sur les fonds marins.

Une récente étude avait d'ailleurs permis de trouver des microplastiques dans les entrailles de mini-crustacés vivant à près de 11 km de profondeur dans la fosse des Mariannes, la plus profonde connue.

L'intuition de la chercheuse est que la grande majorité des déchets plastiques déversés dans les mers retournent finalement sur les rivages. Cela pourrait expliquer l'écart entre le volume entrant dans les océans et ce qui peut être effectivement observé aujourd'hui.

Alors se concentrer sur le nettoyage des zones côtières pourrait éviter à cette pollution de s'étendre vers le large.

Une série d'études sur les déchets plastiques a été présentée mardi à la réunion de l'Union européenne des géosciences à Vienne.

L'une d'entre elles met en lumière une contamination du glacier Forni, dans les Alpes italiennes. "Nous avons désormais trouvé des microplastiques depuis les fosses océaniques jusqu'aux glaciers", se désole Roberto Sergio Azzoni, de l'université de Milan.

Source : AFP

Roms : un combat inlassable contre les violences et les préjugés

8 avril 2019

La journée internationale des Roms, ce 8 avril 2019, intervient cette année dans un contexte de violences à l'égard de cette communauté souvent mal connue.

Le 27 mars 2019, en région parisienne, un camp de Roms a été visé par une expédition punitive, après des rumeurs d'enlèvements d'enfants, sur les réseaux sociaux.

Et ces faits de violences ne sont pas circonscrits à la France. La semaine dernière, en Italie, des Roms qui venaient d'être relogés ont été chassés par les habitants d'un quartier de la capitale.

Le Centre européen des droits des Roms se bat pour que les membres de la communauté rom aient les mêmes droits que tous les citoyens de l'Union européenne.

Un combat difficile à mener, notamment en période préélectorale, quand les politiques jettent souvent de l'huile sur le feu.

« Le discours anti-Rom s'est toujours traduit par des succès électoraux, constate Jonathan Lee, le porte-parole du Centre européen des droits des Roms.

En France, les politiques publiques ne sont pas très tendres à l'égard de cette communauté. « On avait obtenu en 2012 une circulaire du gouvernement pour que la résorption des bidonvilles soit engagée. Elle a été confirmée par le gouvernement actuel en 2018, par une nouvelle circulaire.

Or, dans les faits, on ne respecte pas la circulaire qui disait pas d'expulsion sans solution, déplore Malik Salemkour. Et c'est cette mise en précarité constante qui amplifie ces discours et ces réalités de population qui ne veut pas s'intégrer. »

En France, les Roms seraient ainsi entre 15 000 et 20 000 à vivre dans des bidonvilles. Des solutions ? En finir avec ces semblants d'habitats, lutter contre les préjugés et aider cette population à s'insérer, avance le président de la Ligue des droits de l'homme.

Source : RFI

Croissance mondiale : le FMI abaisse encore ses prévisions pour 2019 ; récession mondiale prévue

9 avril 2019

Dans ses Perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international rapporte que la croissance a ralenti plus que prévu en 2018. Et elle devrait encore se dégrader en 2019. Selon le FMI, 70 % de l'économie mondiale ralentira en 2019.

La croissance des économies de la planète est passée de 4 % en 2017 à 3,6 % en 2018 – un fléchissement déjà plus important qu'envisagé – et elle ne devrait pas dépasser 3,3 % en 2019. Le Canada, la zone euro, plombée par l'Allemagne et l'Italie, puis le Royaume-Uni sont les plus frappés, suivis par les États-Unis et même l'Inde.

Les pays émergents et en développement gardent une croissance forte, mais avec de grandes disparités et une tendance malgré tout à la baisse. Seule la Chine connaît une prévision révisée à la hausse, avec 6,3 % attendus en 2019.

Les causes invoquées pour expliquer ce ralentissement généralisé sont connues : la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis ; les tensions macroéconomiques en Argentine et en Turquie ; les difficultés du secteur automobile, notamment en Allemagne ; le durcissement du crédit en Chine ou encore les incertitudes liées au Brexit.

Pour y remédier, le FMI appelle au dialogue social contre les inégalités et le mécontentement vis-à-vis du monde politique, qui profiterait à l'activité économique. De manière plus classique, le Fonds prône le renforcement de la coopération multilatérale pour résoudre les différends commerciaux.

Une manière de défendre l'Organisation mondiale du commerce, méprisée par les États-Unis de Donald Trump, lesquels préfèrent négocier directement avec la Chine.

Le FMI s'adresse également aux pays exportateurs de produits de base à faible revenu pour les presser de diversifier leur économie, car les prix de ces produits devraient baisser.

Des politiques monétaires mondiales jugées « accommodantes » devraient permettre un rebond dans la seconde moitié de l'année 2019. Pas de quoi rassurer les économistes du FMI qui conseillent aux États de se préparer à une récession mondiale, même si elle n'arrivera pas à court terme.

Source : RFI

Saisie record de cornes de rhinocéros à Hong Kong

6 avril 2019

Les autorités de Hong Kong ont annoncé samedi avoir saisi 82,5 kg de cornes de rhinocéros, un record ces cinq dernières années, alors que le territoire autonome chinois tente d'endiguer le trafic d'espèces menacées dont il est une plaque tournante en Asie.

Les autorités de l'ancienne colonie britannique avaient déjà annoncé cette année la saisie de 40 kg de cornes de rhinocéros ainsi que 8,3 tonnes d'écaillés de pangolin et plus d'un millier de défenses d'éléphants.

Hong Kong est considérée comme la principale porte d'entrée de produits illégaux issus de la faune sauvage à destination de la Chine continentale, où ils alimentent notamment le secteur de la médecine traditionnelle.

Dans un communiqué diffusé samedi, les autorités précisent que les cornes de rhinocéros ont été saisies dans un chargement de "pièces automobiles" en provenance d'Afrique du Sud et dont la destination finale était officiellement la Malaisie.

Source : Reuters

Environnement : le CO2 au plus haut depuis 3 millions d'années

6 avril 2019

La concentration dans l'atmosphère du CO₂, principal responsable du réchauffement climatique, est au plus haut depuis 3 millions d'années, rendant inéluctable la hausse dramatique de la température de la planète et du niveau des océans en quelques siècles, mettent en garde des chercheurs.

Les scientifiques estimaient jusqu'alors que le niveau actuel de dioxyde de carbone, un peu supérieur à 400 parties par million (ppm), n'était pas plus important que celui d'il y a 800.000 ans, lors d'une période marquée par des cycles de réchauffement et de refroidissement de la Terre qui se poursuivraient aujourd'hui sans le réchauffement lié aux activités humaines.

Mais des carottes de glace et de sédiments marins prélevés à l'endroit le plus froid de la planète révèlent désormais que la barre des 400 ppm a en fait été dépassée pour la dernière fois il y a 3 millions d'années, pendant le Pliocène. Les températures étaient alors 3 à 4°C plus élevées, des arbres poussaient en Antarctique et le niveau des océans était 15 mètres plus haut.

"La fin du Pliocène est relativement proche de nous en terme de niveaux de CO₂", explique à l'AFP Matteo Willeit, chercheur au PIK et principal auteur d'une étude publiée cette semaine. "Nos modèles suggèrent qu'au Pliocène il n'y avait ni cycle glaciaire ni grosses calottes glaciaires dans l'hémisphère nord. Le CO₂ était trop élevé et le climat trop chaud".

L'accord de Paris sur le climat de 2015 vise à limiter le réchauffement de la planète à "2°C, voire "1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle. Mais en 2017, les émissions de gaz à effet de serre ont dépassé tous les records dans l'histoire humaine, et les engagements des États signataires de l'Accord de Paris conduiraient le monde vers +3°C.

Pour des chercheurs réunis à Londres, il y a des leçons à tirer du Pliocène.

La calotte glaciaire du Groenland, qui contient assez d'eau pour faire augmenter le niveau des mers de 7 mètres, avait alors disparu. Et celle de l'ouest de l'Antarctique, avait probablement disparu.

Source : AFP

AFRIQUE

Soudan du Sud : pour Riek Machar les conditions d'un retour ne sont pas réunies

19 avril 2019

Le principal opposant du Soudan du Sud demande un délai de six mois avant la formation du gouvernement d'union nationale dont il est supposé devenir le vice-président, en vertu de l'accord de paix signé en septembre 2018 à Khartoum. La date-butoir pour la formation du gouvernement était fixée au 12 mai.

On l'attendait à Juba, il est retourné à Khartoum. Riek Machar s'est finalement arrêté dans la capitale soudanaise mercredi, en quittant le Vatican, après sa retraite spirituelle avec son rival Salva Kiir. Une fois de plus, il a demandé un délai avant de prendre son poste de vice-président du gouvernement d'union nationale.

Une demande de six mois supplémentaires que Riek Machar avait déjà formulée à plusieurs reprises ces derniers jours. Il souhaite plus de sécurité pour sa personne. Pour Riek Machar, les conditions ne sont pas réunies pour son retour.

Et de nombreux sujets délicats n'ont pas encore fait l'objet d'un accord définitif : l'unification des factions rivales en une seule armée, le tracé des frontières tribales qui n'est pas encore achevé, et le contrôle sécuritaire de la capitale qui permettrait le retour des déplacés dans leurs maisons. Les parrains internationaux de l'accord de paix s'attendaient à ce retard.

Lors de la retraite spirituelle au Vatican des deux rivaux, le pape avait donné des clés pour une feuille de route : « Je vous exhorte à chercher ce qui vous unit, à partir de l'appartenance au même peuple et à dépasser ce qui vous divise. Les gens sont fatigués et épuisés des guerres passées ».

« Vous avez commencé un processus, qu'il se termine bien », avait lancé le pape à Salva Kiir et Riek Machar avant d'achever la rencontre par ce geste inédit en signe de respect : baiser les pieds de ses hôtes.

Source : RFI

Soudan du Sud : 6.000 enfants réunis avec leur famille, des milliers restent séparés (UNICEF)

18 avril 2019

Environ 6.000 enfants sont désormais réunifiés avec leurs parents au Soudan du Sud après des années de séparation dues au conflit, ont annoncé jeudi l'UNICEF, Save the Children, et leurs partenaires.

Les près de cinq années de conflit au Soudan du Sud et le déracinement de quatre millions de personnes à travers le pays ont provoqué la séparation de milliers d'enfants. Près de 8.000 enfants sud-soudanais sont toujours portés disparus ou séparés. Ils ont un besoin urgent de retrouver leur famille.

Les enfants séparés et non accompagnés sont plus exposés à la violence, aux mauvais traitements et à l'exploitation, ce qui fait de leur retour chez leurs parents une priorité urgente pour l'UNICEF, Save the Children et leurs partenaires.

Selon l'UNICEF, l'accord de paix signé en septembre 2018 a incité les réfugiés des pays voisins à rentrer au pays et leur a permis d'accéder à des zones auparavant inaccessibles. « Si la paix se maintient, cela peut être l'occasion d'accélérer la recherche et la réunification des familles, si un financement adéquat est assuré pour le programme », ont expliqué les humanitaires.

La recherche des familles demeure toutefois une activité à forte intensité de main-d'œuvre en raison de l'accès limité aux routes, à la téléphonie mobile et à la connectivité d'internet au Soudan du Sud.

Source : ONU

Au Soudan, les contestataires annoncent qu'ils vont nommer un gouvernement civil

19 avril 2019

Nouveau vendredi de mobilisation à Khartoum, au Soudan. Des milliers de manifestants convergent depuis ce jeudi vers le QG de l'armée pour venir grossir les rangs du sit-in qui se tient là depuis maintenant deux semaines.

Et ce vendredi matin, l'opposition civile a fait une annonce importante. Son but est de maintenir la pression sur le Conseil militaire de transition qui assume le pouvoir depuis le renversement d'Omar el-Béchr.

L'organisation fer-de-lance du soulèvement populaire formule ce qui ressemble à une feuille de route pour assumer très vite le pouvoir à la place de l'armée. C'est d'ailleurs une exigence de l'Union africaine, qui a donné 15 jours aux militaires pour transférer le pouvoir aux civils.

Cette proposition fait suite à la rencontre, le week-end dernier, entre une délégation de l'opposition et les militaires, rencontre suivie de la remise officielle, mercredi, d'une lettre détaillant la position des contestataires.

Une conférence de presse est désormais annoncée pour la fin d'après-midi, ce dimanche, sur les lieux même du sit-in à Khartoum. Devant la foule, les figures de l'opposition fourniront alors des détails sur cette proposition.

Source : RFI

Darfour : la mission de l'ONU et de l'UA vigilante face aux violences découlant de la chute d'el-Béchr

17 avril 2019

Les changements politiques au niveau fédéral au Soudan ont un « impact évident » sur la situation au Darfour, a reconnu mercredi le Représentant spécial conjoint de l'ONU et de l'UA dans cette région de l'ouest du pays.

« Depuis la destitution du (Président Omar) el-Béchet, des personnes déplacées et d'autres manifestants au Darfour ont commis des actes de violence », a déclaré Jeremiah Mamabolo devant le Conseil de sécurité.

Celui qui dirige l'Opération de l'Union Africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) a indiqué que des incendies criminels ont été commis dans les locaux des Services nationaux de renseignement et de sécurité (NISS) et du parti au pouvoir, ainsi que dans les maisons des dirigeants communautaires qui auraient collaboré avec le régime précédemment au pouvoir.

Des incidents qui ont eu lieu dans de nombreuses localités du Darfour.

Dans le camp de Kalma, qui accueille des milliers de personnes déplacées par le conflit dans cette région, des affrontements entre des groupes de jeunes le 13 avril ont entraîné la mort de 15 d'entre eux.

Des affrontements entre les Forces armées soudanaises (SAF) et le NISS ont aussi été signalés, en particulier lorsque les SAF ont tenté de protéger les manifestants.

« Dans l'ensemble, il semble que les forces de sécurité gouvernementales continuent de contrôler la situation », a dit M. Mamabolo.

Dans ce contexte, le Représentant spécial a assuré le Conseil que la MINUAD reste « vigilante » en maintenant une position solide, en particulier dans la zone de responsabilité du Djebel Marra, où l'ONU a déployé des soldats de la paix.

« Les activités opérationnelles quotidiennes de la Mission se poursuivent ; nous avons intensifié nos patrouilles, en particulier à l'intérieur et autour des camps de personnes déplacées et nous continuons d'interagir avec les partenaires sur le terrain », a dit le chef de la MINUAD.

Bien avant les récents développements politiques au Soudan, les besoins humanitaires au Darfour et dans d'autres parties du pays avaient déjà augmenté, a souligné le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) qui sollicite plus d'aide de la communauté internationale.

4,4 millions de personnes au Soudan sont en situation de vulnérabilité dont 2,4 millions au Darfour. « L'ensemble de la population a également été touché par la détérioration de l'économie et il y a un risque qu'un plus grand nombre de personnes tombent dans une plus grande vulnérabilité et pauvreté ».

L'impact direct des récents événements politiques sur les opérations humanitaires a jusqu'à présent été limité et les opérations régulières se sont poursuivies, a dit Mme Mueller. Mais la communauté humanitaire suit de près la situation au Soudan.

Au Soudan, après la chute d'Omar el-Béchet, les manifestants continuent de mettre la pression sur l'armée pour qu'elle transfère le pouvoir aux civils. Au Darfour plus qu'ailleurs, la population ne veut pas de ce régime militaire.

Personne n'oublie la guerre du Darfour. Des centaines de milliers de morts, de déplacements de civils et de viols, et les Janjawid, cette milice accusée de purification ethnique et dont un des leaders est toujours recherché par la CPI.

Pour Jibril Ibrahim, leader du JEM, un des groupes armés du Darfour, les militaires qui ont fait tomber Omar el-Béchar sont ceux responsables de la guerre dans l'ouest du pays : « Les hommes qui sont actuellement à la tête du Conseil militaire sont responsables d'atrocités au Darfour. Ce sont des criminels de guerre. »

Même réaction du côté de la société civile.

Civils et groupes armés souhaitent un transfert le plus rapide possible du pouvoir à une autorité civile. Et demandent également la libération de tous les prisonniers de guerre du Darfour.

Sources : ONU, RFI

La révolte au Soudan pourrait avoir des conséquences en Égypte

13 avril 2019

L'Égypte suit avec préoccupation les derniers développements de la situation au Soudan. Un pays considéré comme une extension naturelle de l'Égypte depuis le temps des Pharaons. Le pire cauchemar pour l'Égypte serait que le Soudan sombre dans le chaos.

Ce serait une menace sécuritaire au Sud qui viendrait s'ajouter à celle de la Libye à l'Ouest et du Sinaï à l'Est, trois pays ou régions pouvant exporter des terroristes islamistes vers l'Égypte. L'autre menace découlant d'un Soudan qui plonge dans le désordre concerne le Nil, ce fleuve vital pour l'Égypte, qui passe par le Soudan.

Il y a enfin la menace migratoire. Un Soudan qui s'enfonce dans une crise économique aiguë et c'est la possibilité de voir des millions de Soudanais traverser une frontière de plus de mille kilomètres de long et venir chercher refuge en Égypte.

Source : RFI

Trump loue le "très bon travail" du président Sissi en Égypte

9 avril 2019

Le président américain Donald Trump a loué mardi le "très bon travail" de son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi en le recevant à la Maison Blanche.

"Je pense qu'il fait un très bon travail", a lancé M. Trump, interrogé sur les efforts de ce dernier pour se maintenir au pouvoir après la fin de son deuxième mandat en 2022.

L'ex-chef de l'armée égyptienne a destitué son prédécesseur islamiste Mohamed Morsi en 2013 avant d'être élu à la présidence un an plus tard.

"Les relations entre l'Égypte et les États-Unis n'ont jamais été aussi bonnes", a assuré M. Trump, sans mentionner à aucun moment la question des droits humains.

C'est la deuxième fois que l'homme fort du Caire était reçu par M. Trump à la Maison Blanche. Il n'avait jamais été invité par Barack Obama.

Plusieurs amendements à la constitution égyptienne de 2014 doivent être prochainement soumis à référendum.

Cette réforme permettrait de renforcer les pouvoirs de l'exécutif et de l'armée, et au chef de l'Etat de se maintenir à la tête du pays au-delà de 2022. L'ONG Human Rights Watch avait exhorté les Etats-Unis à ne pas donner leur feu vert à ce projet de réforme "qui accorde à l'armée des pouvoirs très abusifs et institutionnalise davantage l'autoritarisme".

Pressé de questions par plusieurs sénateurs, sur l'accueil bienveillant fait au président égyptien malgré les violations des droits humains dans son pays, le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a estimé que les Egyptiens avaient été "sans aucun doute un partenaire important pour la sécurité", notamment en luttant contre "les menaces terroristes au Sinai".

Source : AFP

USA et Russie ne soutiennent pas une résolution de l'Onu sur la Libye

19 avril 2019

Les Etats-Unis et la Russie ont dit jeudi ne pas pouvoir soutenir un projet de résolution présenté au Conseil de sécurité de l'Onu par le Royaume-Uni en vue d'instaurer un cessez-le-feu en Libye, a-t-on appris auprès de diplomates, alors que les combats se poursuivaient aux abords de la capitale Tripoli.

Le texte présenté mardi par le Royaume-Uni, au moment où l'Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par le maréchal Khalifa Haftar affrontait les forces progouvernementales dans les faubourgs de Tripoli, demande aux pays qui peuvent avoir de l'influence sur les belligérants de s'assurer du respect d'un éventuel cessez-le-feu.

Il souhaite aussi que l'aide humanitaire puisse parvenir à toutes les régions du pays. Des diplomates ont déclaré que la Russie s'était opposée au projet de résolution britannique qui accuse l'ANL d'être à l'origine de l'escalade du conflit aux abords de la capitale libyenne.

Les Etats-Unis n'ont pas justifié leur position, annoncée durant une réunion à huis clos du Conseil de sécurité lors de laquelle l'émissaire de l'Onu pour la Libye, Ghassan Salame, a fait un bilan alarmant de la situation, ont ajouté ces diplomates.

Aucun commentaire n'a été effectué par la mission américaine auprès de l'Onu. Aucune déclaration n'a pu être obtenue dans l'immédiat auprès de la mission diplomatique russe. Le 5 avril, le Conseil de sécurité avait fait part de son inquiétude face aux combats près de Tripoli et souligné qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire au conflit.

Les hommes du maréchal Haftar ont lancé il y a une quinzaine de jours une offensive en direction de la capitale. Ils pensaient prendre la ville en deux jours mais les forces fidèles au gouvernement d'union nationale du Premier ministre Fayez al Serraj sont parvenues à contenir l'offensive avec l'aide des milices de l'Ouest.

Le ministère libyen de l'Intérieur a annoncé jeudi la suspension de la coopération militaire avec la France, accusant Paris de soutenir le maréchal Haftar. Une source à l'Elysée a déclaré que la

France continuait de soutenir le gouvernement légitime du Premier ministre Serraj, reconnu par la communauté internationale, et la médiation de l'Onu.

Selon un bilan communiqué jeudi à Genève par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 205 personnes, dont 18 civils, ont été tuées et 913 autres blessées en deux semaines d'affrontements aux abords de la capitale libyenne.

Source : Reuters

En Libye, les combats font rage aussi sur les réseaux sociaux

18 avril 2019

Si les combats font rage au sud de la capitale depuis le début de l'offensive des troupes du maréchal Khalifa Haftar contre Tripoli, le conflit s'embrase aussi sur les réseaux sociaux.

Pour la population, Facebook est le premier moyen d'accès à l'information, sans toutefois aucune garantie d'être bien informé.

Et les deux camps rivaux l'ont bien compris. Le réseau social est une arme redoutable dans le camp de l'Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée du maréchal Haftar comme dans celui des forces du Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale et basé à Tripoli.

D'ailleurs sur la ligne de front, on tient parfois son arme d'une main et on filme avec son téléphone de l'autre. La semaine dernière, le colonel Mohamad Gnounou, porte-parole des forces pro-GNA, a ainsi accusé les pro-Haftar de "s'infiltrer dans certains endroits, prendre des photos puis se retirer", et annoncer ensuite avoir pris le contrôle d'un lieu.

Tous les coups sont permis pour discréditer "l'ennemi" ou porter un coup à son moral.

Cette semaine, un Américain, pilote de chasse présumé, a dû publier une vidéo dans laquelle il tenait un journal américain avec la date du jour pour démentir qu'il était en Libye où il est devenu une célébrité malgré lui.

Une photo de lui dans un avion de chasse libyen a été relayée durant plusieurs jours par les pro-Haftar, accusant les forces du GNA de recourir à "des mercenaires pour bombarder les Libyens". "Il est vrai qu'on a une vague énorme de désinformation propagée via les réseaux sociaux. Et cela rend quasi impossible de démêler le vrai du faux.

Comme les internautes, chacune des télévisions libyennes a choisi son camp, rendant difficile de disposer d'une information fiable.

Elles relayent parfois sans gêne des vidéos ou photos sans la moindre vérification, juste parce qu'elles servent leurs causes.

Malgré l'intox qui inonde les réseaux sociaux, certains ont réussi à en faire bon usage au profit de la population. Un groupe de jeunes Libyens a ainsi créé en 2016 le groupe "SafePath" (Trajet sûr), qui compte aujourd'hui 162.000 membres sur Facebook. Il permet aux internautes en temps de guerre d'avoir une idée sur les routes à éviter ou celles qui sont fermées.

Source : AFP

Libye : les bombardements des zones habitées sont une violation flagrante du droit international (ONU)

17 avril 2019

Les bombardements violents qui ont frappé mardi soir un quartier densément peuplé de la capitale libyenne, Tripoli, ont été condamnés « avec la plus grande fermeté » par le chef de la mission de l'ONU en Libye. Des « dizaines » de civils auraient été tués et blessés.

« Une nuit horrible de bombardements aveugles de zones résidentielles », a dénoncé le Représentant spécial de l'ONU, Ghassan Salamé. « Pour le bien-être des 3 millions de civils qui vivent dans le Grand Tripoli, ces attaques doivent cesser maintenant », a-t-il ajouté.

Khalifa Haftar, chef de l'Armée nationale libyenne (LNA), qui contrôle une grande partie de l'est et du sud de la Libye, mène une campagne militaire depuis deux semaines pour prendre le contrôle de Tripoli des mains des combattants fidèles au gouvernement reconnu par l'ONU.

Alors que les combats se poursuivent à Tripoli et dans les environs, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a indiqué que le nombre de personnes déplacées est actuellement à son plus haut niveau depuis le début de la crise actuelle. Le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur du pays s'élève désormais à 25.000.

Selon l'OCHA, de nombreux civils pris au piège dans les zones de conflit sont confrontés au dilemme de ne pas savoir s'ils doivent rester chez eux ou partir, et à l'incertitude des affrontements et des bombardements. Cette situation est exacerbée par le fait que la nourriture et d'autres articles essentiels dans certains quartiers sont de plus en plus rares.

OCHA place les affrontements actuels dans le contexte d'années de conflit qui ont provoqué une crise socio-économique en Libye et laissé les services publics déficients et les populations vulnérables. Au moins 820.000 personnes, dont quelque 250.000 enfants, ont actuellement un besoin urgent d'aide humanitaire.

Source : ONU

Conflit en Libye : l'OIM préoccupée par le sort de 3.600 migrants dans des centres de détention

16 avril 2019

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) est préoccupée du sort des réfugiés et migrants piégés dans des centres de détention à Tripoli, en Libye, où les hostilités font rage, a déclaré un porte-parole de cette agence onusienne.

« Actuellement, environ 3.600 migrants sont encore dans des centres de détention à Tripoli », a expliqué Joël Millman, porte-parole de l'[OIM](#). Parmi ces migrants qui font partie des populations les plus vulnérables, l'OIM s'inquiète de la situation des « 890 migrants du centre de détention Qasr Ben Ghashir situé à proximité immédiate d'un conflit armé ».

C'est dans ce contexte de conflit armé qui perdure à Tripoli et de conditions difficiles sur le terrain que l'agence onusienne continue de fournir une aide aux migrants bloqués en Libye et qui souhaitent rentrer chez eux.

Dans la soirée de lundi, l'OIM en Libye a affrété un vol vers le Nigéria pour 136 migrants. Au total, l'OIM a aidé 324 migrants au retour humanitaire volontaire depuis le 4 avril, date du lancement d'une offensive de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar pour conquérir Tripoli face aux forces du Gouvernement d'union nationale (GNA).

Source : ONU

Les Algériens rassemblés pour un 9^e vendredi de manifestations

19 avril 2019

Des milliers d'Algériens sont rassemblés à Alger pour un 9^e vendredi consécutif de manifestations, forts de leurs succès successifs et refusant la transition engagée après la démission du président Abdelaziz Bouteflika.

"On ne s'arrêtera que quand vous partirez tous", "Barakat (ça suffit) ce système", scandent plusieurs milliers de manifestants réunis devant la Grande Poste, bâtiment emblématique du centre d'Alger devenu le point de ralliement de la contestation dans la capitale.

Il y a deux mois encore, les manifestations à Alger étaient interdites et le scénario semblait écrit : les Algériens iraient aux urnes jeudi 18 avril pour offrir à Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, un 5^e mandat à la tête de l'Algérie, qu'il gouvernait sans partage depuis 20 ans.

Mais la perspective d'un nouveau quinquennat d'un président handicapé et aphasique depuis un AVC en 2013 a poussé en masse les Algériens dans la rue à partir du 22 février. Depuis, les millions de manifestants à travers le pays ont notamment obtenu qu'Abdelaziz Bouteflika renonce à un nouveau mandat puis qu'il quitte le pouvoir avant même la fin de son mandat.

Les rassemblements de vendredi interviennent après la démission dans la semaine d'un nouveau cacique du régime, Tayeb Belaiz, président du Conseil constitutionnel.

Sa démission ne devrait pas suffire à apaiser les manifestants qui ont peu ou prou obtenu une concession, un recul ou une tête après chaque vendredi d'imposante mobilisation.

Sans compter le fait que son remplaçant, Kamel Feniche, membre depuis 2016 du Conseil constitutionnel et inconnu du grand public a, pour les contestataires, toutes les caractéristiques du fidèle serviteur du "système".

Accusée ces dernières semaines d'avoir tenté de réprimer les manifestations, la police se fait discrète vendredi dans la capitale algérienne.

Selon la télévision nationale, des manifestants sont également rassemblés dans d'autres villes du pays.

Les protestataires refusent toujours que les institutions et personnalités de l'appareil mis en place par M. Bouteflika gèrent la transition dans ce pays pétrolier.

Après avoir refusé un scrutin de façade pour réélire M. Bouteflika, ils refusent la nouvelle présidentielle fixée au 4 juillet pour lui élire un successeur, conformément à la Constitution.

Le processus de transition est soutenu par l'armée, replacée au centre du jeu politique par la démission de M. Bouteflika, alors que les partis politiques --au pouvoir comme de l'opposition-- sont marginalisés par la contestation et inaudibles.

L'opposition a elle été invitée lundi prochain à une "réunion de concertation". "Les restes du pouvoir invitent les restes de l'opposition (...) afin de décider à la place du peuple", écrit le quotidien arabophone El Khabar.

Source : AFP

Bouteflika tombé, reste sa Grande mosquée d'Alger encore inachevée, que certains souhaiteraient transformer en hôpital

14 avril 2019

Face à la mer, la Grande mosquée d'Alger, grand œuvre inachevée d'Abdelaziz Bouteflika, poussé à la démission par la rue, restera le symbole de 20 ans de pouvoir absolu pour les Algériens : mégalomanie et dilapidation d'argent public.

Dans la capitale, la silhouette du "monument" est visible à des dizaines de kilomètres à la ronde. Mais il a peu de défenseurs parmi les Algérois.

"Mégalomanie", "immense gâchis", estiment la plupart d'entre eux. Jugé déjà "famineux", le coût initial du chantier -1,2 milliard d'euros- est largement dépassé.

Lancée en 2012, la construction, confiée à une société chinoise qui achève encore les finitions, a plus de trois ans de retard. "Il y a des mosquées tous les 500 mètres dans ce pays, on n'avait pas besoin de ça !" s'exaspère Zhora, 68 ans. L'Algérie compte un peu plus de 20.000 mosquées, selon le ministère des Affaires religieuses.

En 2015, l'Agence nationale chargée des établissements de santé soulignait que les Centres hospitaliers universitaires (CHU) étaient hérités de l'époque coloniale et avaient "pour la plupart un siècle d'âge".

Les syndicats des personnels de santé dénoncent eux régulièrement le manque d'effectifs et d'équipements dans les hôpitaux publics.

« Je n'ai rien contre cette mosquée, mais ces milliards auraient pu servir à améliorer un système de santé qui en a vraiment besoin », explique Imène, une jeune médecin de 26 ans.

Sur les réseaux sociaux, des pétitions ont été lancées pour transformer la Grande mosquée en "plus grand hôpital d'Algérie". Des dessins et des photomontages illustrant ce souhait circulent sur internet.

Pour nombre d'Algériens, cette mosquée symbolise le détournement de l'argent public par le chef de l'Etat déchu et ses proches, mais aussi la mégalomanie de celui qui, après 20 ans de règne, se sera désespérément accroché au pouvoir malgré l'âge et la maladie.

Et, plus globalement, tout un "système" désormais rejeté massivement dans la rue depuis le 22 février.

"Cette mosquée montre juste que ce sont tous des voleurs", assène Fella, 52 ans, très impliquée dans le mouvement de contestation.

Pour elle, comme pour de nombreux observateurs, Abdelaziz Bouteflika a "voulu faire de la concurrence" à la grande mosquée Hassan II de Casablanca, jusqu'ici la plus grande du continent. En partie érigée sur la mer, elle est la fierté du Maroc, grand rival régional de l'Algérie.

Source : AFP

Maroc : peine de prison confirmée pour le chef de la contestation du Rif

6 avril 2019

Une cour d'appel marocaine a confirmé vendredi soir la peine de 20 ans d'emprisonnement prononcée en juin dernier contre le chef de file du mouvement de contestation qui a enflammé l'an dernier la région du Rif et contre trois autres manifestants, a-t-on appris auprès d'avocats.

Nasser Zefzafi, âgé d'une quarantaine d'années, a été arrêté en mai 2017 et transféré dans une prison de Casablanca après avoir organisé des manifestations dans sa ville d'Al Hoceima. Il était poursuivi notamment pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Trois prévenus, Nabil Ahmijeq, Wassim El Boustani et Samir Aghid, avaient aussi été condamnés à 20 ans de réclusion, des sentences elles aussi confirmées vendredi soir par un cour d'appel de Casablanca.

Le Hirak al Chaabi (mouvement de contestation populaire) du Rif, dans le nord du pays, a commencé en octobre 2016 après la mort de Mouhcine Fikri, un vendeur de poisson qui a péri broyé dans une benne à ordures où il tentait de récupérer sa marchandise confisquée et jetée par la police.

Source : Reuters

Marché de l'eau : l'ex-ministre Mansour Faye a-t-il favorisé Suez au Sénégal ?

13 avril 2019

L'ancien ministre sénégalais de l'Hydraulique Mansour Faye a-t-il favorisé Suez lors de l'attribution du marché de l'eau ? L'hebdomadaire français Le Canard enchaîné a révélé jeudi 11 avril la livraison de cinq camions-bennes pour le ramassage des ordures à la ville de Saint Louis avant l'appel d'offres.

Des camions Suez pour la ville dont le maire n'est autre que Mansour Faye lui-même. Les intéressés se défendent de tout conflit d'intérêts.

Il s'agit d'un don, d'après la mairie. Les véhicules ne sont pas tout neufs.

Trois ans plus tard, la commission d'attribution des marchés publics dépendant du ministère de Mansour Faye décide d'attribuer le marché de l'eau à Suez.

Pour *Le Canard enchaîné* et certains proches du dossier, ces cinq camions-bennes donnés gratuitement ont comme un parfum de corruption.

Source : RFI

Conflits communautaires en Afrique : au Sénégal, la société civile se mobilise

17 avril 2019

Tout faire pour stopper les conflits communautaires dans la sous-région. Le défi est immense, mais la société civile au Sénégal a décidé de se mobiliser. Notamment pour faire pression sur les États du continent et aider les populations déplacées. Un collectif a donc été créé, mardi 16 avril, à Dakar.

Après les manifestations pour dénoncer les exactions, des leaders de la société civile, notamment Alioune Tine, ont décidé d'aller plus loin pour rappeler dans un premier temps que l'ethnicité n'a pas de sens en Afrique de l'Ouest.

À l'origine de la création de ce comité, Mamadou Mignane Diouf, le coordinateur du Forum civil, qui estime qu'il est notamment essentiel de jouer un rôle de médiateur.

Pour Alioune Tine, l'inertie des États du continent n'est pas acceptable. Il propose donc la tenue d'un sommet extraordinaire suites aux violences communautaires, notamment au Mali.

Source : RFI

Les yeux sur le Sahel, la France investit dans l'aide au développement

11 avril 2019

Selon le bilan mondial de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le montant accordé à l'aide publique au développement (APD) a baissé de 2,7% en 2018. La France reste l'un des plus grands contributeurs, consacrant 0,43% de son PIB, un chiffre en hausse et en partie accordé au Sahel.

« On accélère fortement nos engagements dans les cinq pays du G5 Sahel, se félicite Rémy Rioux, le directeur général de l'Agence française de développement, deux milliards est l'essentiel, à dire vrai, dans les deux dernières années.

« Vraiment, venez voir sur le terrain ce que nous sommes en train de faire pour l'insertion professionnelle des jeunes à Gao, insiste-t-il. Ce que nous faisons sur la santé à Ménaka, ce que nous faisons dans le port de Konna, sur la création d'emplois...

Ou ce que nous faisons à Mopti pour ramener de l'eau potable. Enfin, je pourrais vous citer de très nombreux exemples. Donc ça, c'est de l'argent sonnante et trébuchant, qui arrive jusqu'aux populations des pays du G5 Sahel, que nous devons nous employer avec nos partenaires locaux à renforcer. »

Source : RFI

Démission du gouvernement malien après le massacre de Peuls

19 avril 2019

Le Premier ministre malien Soumeylou Boubeye Maïga et l'ensemble de son gouvernement ont démissionné jeudi, quatre semaines après le massacre de Peuls par des individus armés dans le centre du Mali qui a choqué le pays.

Près de 160 personnes ont péri dans cette attaque, la plus meurtrière de l'histoire récente du pays. Cinq personnes soupçonnées d'avoir participé au massacre ont été arrêtées le mois dernier par les autorités maliennes.

Au Mali, plus de 10 000 personnes avaient manifesté début avril.

Les revendications sont larges : depuis la fin de l'été, enseignants, médecins, magistrats ou cheminots multiplient les grèves. Mais c'est surtout la dégradation sécuritaire qui était au cœur des préoccupations.

A l'appel des leaders religieux rejoints par une partie de l'opposition, les manifestants avaient également réclamé la démission du gouvernement ainsi que le départ des forces militaires internationales présentes dans le pays.

Depuis plusieurs mois, le président du Haut conseil islamique Mahmoud Dicko multiplie les attaques contre le gouvernement. Une attitude que certains interprètent comme une volonté de s'imposer sur l'échiquier politique.

Sources : Reuters, RFI

Lire aussi mon article :

<https://infosplanetaires.com/themes-mondiaux/mali-les-violences-se-sont-propagees-du-nord-au-centre-du-pays-correspondant-a-la-frontiere-avec-le-burkina-faso.html>

L'armée tchadienne attaquée par Boko Haram au nord-est de Maïduguri au Nigeria

18 avril 2019

L'armée tchadienne a été attaquée mardi soir par les éléments de Boko Haram au nord-est de Maïduguri où elle s'est déployée il y a quelques semaines pour soutenir les soldats nigériens, dans le cadre de force multinationale conjointe chargée de la lutte contre Boko Haram. Au cours des affrontements, deux soldats tchadiens ont été tués contre une cinquantaine de jihadistes.

Il y a quelques semaines, le commandement de la force multinationale conjointe a décidé de redéployer une partie des troupes tchadiennes sur les rives nigérianes du lac Tchad où les éléments de Boko Haram ont à nouveau gagné du terrain.

L'entrée des troupes tchadiennes au Nigeria avait été saluée par les populations le long de leur parcours. Depuis, il n'y a plus eu de nouvelle jusqu'à ce mercredi matin.

Ce mercredi, le chef d'état-major de l'armée tchadienne, le général Taher Erda, s'est rendu sur place pour encourager les soldats tchadiens et leurs frères d'armes nigériens.

Source : RFI

Niger : au sud-est, Boko Haram sème la terreur

10 avril 2019

Au Niger, la ville de Diffa une nouvelle fois attaquée par Boko Haram

Au Niger, le camp de gendarmerie de Diffa, au sud-est, à la frontière avec le Nigeria, a été attaqué. Une action attribuée à des éléments du groupe islamiste Boko Haram. La nuit d'avant, ils ont pris en otage des gendarmes.

Le bilan provisoire de cette incursion nocturne est de 2 gendarmes tués, 4 blessés. Un autre militaire a été également blessé au cours de l'opération commando qui a libéré les otages. Deux assaillants ont été tués.

Ces incursions en territoire nigérien depuis le lac Tchad étaient prévisibles. Aux dernières nouvelles, les ratissages se poursuivent à l'intérieur et à l'extérieur de la ville pour tenter de retrouver le reste des assaillants.

Le HCR alarmé par une recrudescence de violence dans le sud-est du Niger

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) s'est dit extrêmement préoccupé mardi par l'augmentation alarmante des attaques dans le sud-est du Niger qui affectent les populations locales et les réfugiés dans la région.

« En mars, 88 civils auraient trouvé la mort dans l'escalade de la violence », a déclaré Babar Baloch, porte-parole du HCR. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, ces attaques récentes ont déplacé plus de 18.000 personnes, dont beaucoup fuient pour la deuxième ou troisième fois et cherchent, pour la vaste majorité, refuge dans la ville de Diffa.

Les organismes humanitaires relèvent que le début de l'année a été marqué par une recrudescence des attaques violentes de Boko Haram contre les forces de sécurité et de défense ainsi que contre la population civile dans la région de Diffa, près de la frontière avec le Nigéria.

Depuis 2015, le nombre de personnes en situation de déplacement dans la région de Diffa est passé à près de 250.000, dont près de la moitié sont des réfugiés provenant du Nigéria, qui ont fui des attaques similaires et cherché refuge sur le territoire du Niger.

Selon certaines informations, la dernière vague de violence provoque des déplacements secondaires vers le Nigéria, en particulier vers les villes de Damasak et Maiduguri. « Il s'agirait de personnes craignant l'insécurité croissante dans la région de Diffa et partant à la recherche de l'aide humanitaire », a fait valoir le porte-parole du HCR.

Malgré la situation sécuritaire tendue, le HCR continue de collaborer avec les autorités et ses partenaires pour apporter un soutien immédiat aux réfugiés et aux communautés d'accueil dans la région de Diffa.

Le HCR travaille actuellement avec le gouvernement du Niger et ses partenaires humanitaires pour aider les nouveaux déplacés. Dans l'immédiat, il s'agit de transférer 10.000 réfugiés se

trouvant tout près de la frontière, vers le camp de Sayam Forage, à 45 kilomètres vers l'intérieur du territoire. Ce camp accueille déjà plus de 15.000 réfugiés.

Source : RFI

Cameroun : ces vies brisées par Boko Haram

9 avril 2019

"Ma vie a complètement changé" : dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, où les combattants de Boko Haram mènent des attaques depuis fin 2013, deux rescapées du groupe jihadiste nigérian racontent à l'AFP comment leur vie a été bouleversée.

A onze ans, Ina Viche a perdu ses deux parents après l'attaque de leur village par Boko Haram en 2016. Comme elle, au Cameroun ou au Nigeria, beaucoup d'enfants sont devenus orphelins après les raids du groupe nigérian. Très souvent abandonnés à eux-mêmes, ils tentent péniblement de se reconstruire.

Aujourd'hui âgée de 14 ans, elle vit avec son petit frère dans la localité de Mozogo, plus loin de la frontière nigériane que ne l'était son village.

Ici, l'adolescente camerounaise multiplie les petits travaux dans les champs, pour subvenir à ses besoins ainsi qu'à ceux de son petit frère.

"Lorsque nos parents vivaient, nous allions à l'école. Depuis leur mort, ce n'est plus possible. La vie est devenue très compliquée. Nous essayons de travailler pour acheter une tasse de mil. Nous mangeons du couscous tous les jours. Nous ne disposons pas de moyens pour varier (notre alimentation).

D'autres Camerounais ont été enlevés par les combattants de Boko Haram lors des attaques. Depuis plusieurs années, des opérations militaires en territoire nigérian de l'armée camerounaise permettent la libération de certains d'entre eux.

C'est grâce à une de ces opérations que Bourtaye Bigué, une Camerounaise de 36 ans, a réussi à s'échapper avec ses enfants. Installée à Zamaï, une localité de la région qui accueille aussi de nombreux autres ex-otages, cette chrétienne raconte à l'AFP comment le groupe a essayé de la convertir à l'islam contre son gré.

Source : RFI

L'EI dit avoir perpétré sa première attaque en RD Congo

19 avril 2019

Le groupe Etat islamique (EI) a revendiqué via son agence de propagande Amaq jeudi sa première attaque en République démocratique du Congo, alors qu'un représentant de l'Onu a indiqué à Reuters que deux soldats et un civil congolais ont été tués lors d'une fusillade à Bovata, dans le nord-est du pays.

Une source au sein de la mission de maintien de la paix des Nations unies et un représentant local ont déclaré que des témoins attribuaient l'attaque à une faction islamiste dénommée les Forces alliées démocratiques. Cette faction pourrait avoir des liens avec l'EI.

Source : Reuters

RDC : à Beni, Félix Tshisekedi s'engage de nouveau pour le retour de la sécurité

17 avril 2019

Le chef de l'État a improvisé un discours devant des milliers d'habitants réunis pour l'accueillir devant la mairie. Dans cette zone meurtrie par les groupes armés, il a notamment réaffirmé vouloir la paix.

Félix Tshisekedi explique être allé voir les dirigeants des pays voisins, l'Ouganda et le Rwanda. « Si réellement nous sommes des frères, arrêtons de nous entretuer ». Il affirme que ses homologues ont été réceptifs à son discours et sont disposés à « œuvrer pour le retour de la paix au Congo ».

Le président de la République démocratique du Congo a également profité de son discours pour envoyer un message aux Congolais qui évoluent dans les groupes armés. « C'est aujourd'hui le temps du changement, abandonnons définitivement nos vieilles habitudes ».

Il a aussi répété les promesses faites la veille à Goma, en particulier celle de relever les militaires en poste depuis longtemps dans le Nord-Kivu.

La lutte contre l'insécurité au Nord-Kivu était lundi au cœur d'une nouvelle réunion du conseil de défense.

Outre la relève des troupes en poste depuis longtemps, le chef de l'État s'est engagé à apporter des moyens supplémentaires aux forces armées congolaises dans leur lutte contre les groupes armés dans cette zone.

Le chef de l'État a enfin demandé à la population de se plier aux consignes données par les équipes médicales chargées de lutter contre la maladie Ebola. L'épidémie a déjà tué plus de 800 personnes dans l'est depuis août 2018.

Source : RFI

RDC : l'ONU enquête sur la recrudescence de viols dans le Nord-Kivu

9 avril 2019

Selon la police nationale congolaise, 57 femmes ont été violées pendant les trois premiers mois de l'année dans le territoire de Masisi. Selon des associations féminines, le nombre de victimes pourrait être beaucoup plus élevé. Ces crimes auraient été commis par deux groupes armés qui occupent les villages des victimes.

Les deux groupes armés sont :

- les combattants du NDC rénové de Guidon Shimiray Mwissa

- les Nyatura, composés principalement de Hutus.

Hormis les 57 viols rapportés par la police nationale, des centaines de personnes, y compris des civils, auraient été tuées.

Leila Zerrougui, la cheffe de la Monusco, assure que les Nations unies sont en train de faire une enquête sur ces violations des droits de l'homme.

Guidon Shimiray Mwissa, qui s'est autoproclamé général, fait déjà l'objet de sanctions des Nations unies pour le recrutement d'enfants soldats, le prélèvement de taxes illégales sur l'or et l'achat d'armes en violation de l'embargo imposé à la RDC. Les Nyatura, eux aussi accusés de prélever des taxes illégales, seraient en relation avec des FDLR.

Source : RFI

Exploitation illégale en RDC : des bûcherons chinois et congolais appréhendés

17 avril 2019

Le scandale de l'exploitation forestière en RDC : Global Witness dénonçait hier dans un rapport les agissements supposés du général Gabriel Amissi, numéro 2 de l'état-major, qui aurait acquis puis revendu des permis d'exploitation forestière « via » une société, Maniem Union Deux.

Cette société qui appartient désormais à un opérateur chinois est dans le collimateur des ONG de la province de l'Equateur. Le 29 mars dernier, des bûcherons chinois et congolais ont été appréhendés à quarante kilomètres de la concession en train de raser des essences rares.

Depuis, la justice congolaise a lancé une enquête.

Source : RFI

L'ONU et ses partenaires encouragent les Centrafricains à se mobiliser pour mettre en œuvre l'accord de paix

17 avril 2019

Le Groupe international de soutien à la République centrafricaine (RCA) s'est réuni à Bangui mercredi, l'occasion d'encourager une nouvelle fois les Centrafricains à se mobiliser pour mettre en œuvre l'accord de paix signé le 6 février par le gouvernement et 14 groupes armés. Actuellement en Centrafrique les groupes rebelles contrôleraient jusqu'à 80 % du pays.

« L'enthousiasme manifesté par la population montre que nous sommes sur la bonne voie et que la violence n'a plus sa place dans cet espace de mise en œuvre de l'accord de paix », a déclaré le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, sur son compte Twitter.

Lors de la réunion du groupe de soutien, il a noté que les priorités, nombreuses et essentielles, exigent le soutien de tous les partenaires. Il a souligné qu'une dynamique s'est enclenchée en RCA depuis la signature de l'accord de paix, selon des propos rapportés par la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA).

Mardi, à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre centrafricain, Firmin Ngrebada, Jean-Pierre Lacroix s'était réjoui des avancées constatées sur le terrain, notamment à Bambari et à Bangassou.

Une précédente réunion de ce groupe de soutien avait eu lieu le 22 février à New York. L'ONU s'était alors félicitée du soutien affiché par les partenaires et bailleurs de fonds de la République centrafricaine pour assurer le retour à une paix durable dans le pays.

Par ailleurs, nous apprenons que la Russie va renforcer le contingent de la Minusca en Centrafrique, avec une trentaine de militaires.

Moscou a déjà envoyé de l'équipement militaire en RCA et des instructeurs russes forment les forces armées du pays.

Sources : ONU, Reuters

Lire aussi mon article :

<https://infosplanetaires.com/themes-mondiaux/centrafrique-le-pays-essaie-de-remonter-la-pente-apres-les-violences-commises-par-les-groupes-armes.html>

En Centrafrique, une "rivière en ruines" à cause d'entreprises minières chinoises

8 avril 2019

Notre Observateur à Bozoum, une ville à l'ouest de la Centrafrique, nous a fait parvenir des images montrant les dégradations des berges et du lit de la rivière Ouham. Il accuse une société minière chinoise d'en être responsable.

Sur les photos et les vidéos prises par le père Aurelio Gazzera, missionnaire à Bozoum, la rivière Ouham ressemble à un chantier : son niveau est très bas, ses berges sont ravagées. Depuis décembre 2018, une dizaine de sites de recherches d'or ont été ouverts dans la région de Bozoum.

C'est catastrophique : la rivière est "en ruine". Les berges ne sont plus que des montagnes de gravier et des trous remplis d'eau. L'eau est très sale alors qu'elle est aussi utilisée par les gens pour se laver et pour boire : les habitants du village de Boyélé souffrent de démangeaisons, ils doivent aller chercher des bidons d'eau à Bozoum, à 10 kilomètres.

Le 25 mars, le ministère des Mines a suspendu les activités de quatre entreprises chinoises basées à Bozoum pour "manquement aux obligations relatives à la protection de l'environnement".

Ce n'est pas la première fois que des sociétés chinoises sont sanctionnées en Centrafrique.

Source : France24

En Centrafrique, l'accès aux soins est encore un véritable défi

8 avril 2019

Ce dimanche 7 avril, l'OMS célébrait la Journée mondiale de la santé. L'une des priorités de l'organisation est la couverture santé universelle partout. Mais en Centrafrique, l'accès à la santé est encore un véritable défi.

Le coût est un obstacle et retarde la prise en charge des malades. L'insécurité qui règne à l'intérieur du pays rend l'accès aux centres de soins souvent difficile pour les patients. Et une fois le centre de santé rejoint, les problèmes ne sont pas terminés.

Manque de médicaments et d'équipements médicaux, vieillissement et vétusté des établissements, l'accès à l'eau parfois difficile sont des problèmes aussi importants. Ici, pas de gratuité des soins ni de couverture santé minimale. Les patients doivent tout payer et souvent il faut compter sur la famille pour soutenir cet effort financier important.

Source : RFI

Rwanda : les dissidents politiques toujours dans le collimateur de Kagame

8 avril 2019

Alors qu'on commémore le 25^e anniversaire du génocide rwandais, des voix s'élèvent pour condamner les dérives autoritaires du régime à Kigali. Le président Paul Kagame au pouvoir depuis la fin du génocide ne tolère aucune dissension, selon ses opposants.

Il y a 2 ans, Kagame a été réélu à 98% pour un 3^e mandat, face à une opposition politique qui a été quasiment laminée, dans les rangs de la majorité hutue, mais également parmi les anciens alliés du régime, partis en exil.

Le mois dernier, le président crée la polémique. Évoquant l'assassinat d'un de ses opposants il y a plus de 20 ans, Kagame explique que **Seth Sendashonga** a été tué parce qu'il avait franchi une ligne rouge. Ancien ministre de l'Intérieur, devenu dissident, Sendashonga a été assassiné au Kenya, où il s'était exilé. Ses proches ont toujours accusé Kigali.

Depuis la fin du génocide, plusieurs dizaines d'opposants ont été menacés, assassinés au Kenya, en Ouganda, en Belgique, au Royaume-Uni, en Afrique du Sud. Il y a 5 ans, Kigali a d'ailleurs provoqué la colère des autorités sud-africaines, après l'assassinat d'un ancien proche du président à Johannesburg : le colonel **Patrick Karegeya**, lui aussi entré en dissidence.

Le gouvernement rwandais a toujours démenti toute implication dans les attentats et menaces à l'encontre de ses opposants politiques. Mais à plusieurs reprises le chef de l'État a tenu des propos ambigus.

« *Quiconque trahit le pays en paiera le prix* », avait affirmé Kagame une dizaine de jours après l'assassinat de Karegeya.

Des propos qui ont insufflé un sentiment de peur parmi les Rwandais en exil, qui estiment que, même à l'étranger, personne n'est à l'abri.

Selon un rapport publié par l'ONU en 2014, vingt ans après le génocide, presque toutes les voix dissidentes avaient été tuées, arrêtées ou étaient en exil. Les leaders hutus sont accusés de divisionnisme, leurs collègues tutsis d'atteinte à la sécurité de l'État.

Source : RFI

La sécheresse va faire baisser la croissance du Kenya

10 avril 2019

Le Kenya est en train de connaître une nouvelle année de faible pluie. Des centaines de milliers de personnes sont déjà touchées. Et c'est toute l'économie du pays qui devrait en pâtir, avertit la Banque mondiale dans son dernier rapport.

Les pluies censées commencer en mars ne sont toujours pas arrivées dans la plupart des régions. S'ajoutent à cela les faibles précipitations de fin 2018. Résultat : aujourd'hui, plus d'un million de personnes sont déjà en situation d'insécurité alimentaire, selon la Croix-Rouge.

D'après la Banque mondiale, cette situation va limiter la croissance. La prévision s'élève à 5,7% alors que le gouvernement avait annoncé 6,3%.

Or si le gouvernement n'obtient pas les revenus prévus, l'économie risque une instabilité, surtout dans le secteur agricole qui pèse à lui seul 22% du PIB.

56% des travailleurs sont employés dans l'agriculture, qui représente aussi 65% des exportations du pays. Pour limiter la casse, la Banque mondiale demande au Kenya d'augmenter sa productivité.

Pour cela, l'institution fait plusieurs recommandations : elle demande aux banques d'accorder plus de prêts aux cultivateurs.

Elle conseille aussi l'utilisation d'engrais, mais aussi et surtout de développer l'irrigation.

En effet, 83% du territoire est aride ou semi-aride.

Source : RFI

Les États-Unis ont éliminé le commandant adjoint du groupe EI en Somalie

17 avril 2019

Les États-Unis poursuivent l'intensification de leurs raids contre les jihadistes somaliens. Le Pentagone annonce avoir éliminé le numéro 2 du groupe Etat Islamique en Somalie.

Il s'agit de Abdulhakim Dhoqob.

Les shebabs sont liés à al-Qaïda tandis qu'une branche dissidente des shebabs est liée à Daech. Les deux groupes terroristes sont en guerre mais contrairement aux shebabs, sa dissidence liée à Daech n'est jamais parvenue à dépasser le stade groupusculaire en Somalie.

L'Africom évalue ses forces à 250 hommes maximum, contre 3 000 à 7 000 pour les shebabs. Cette nouvelle élimination ciblée s'inscrit dans un contexte de **forte augmentation des frappes de drones** contre les jihadistes somaliens depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. En 2018, 326 combattants auraient été tués en Somalie par les États-Unis.

Source : RFI

Présidentielle malgache : opacité dans le financement des campagnes électorales

17 avril 2019

Difficile d'y voir clair dans le financement des campagnes électorales des 36 candidats à la présidentielle. Si un mois avant l'élection du 7 novembre dernier les autorités malgaches et les bailleurs de fonds internationaux s'étaient félicités de la mise en place d'une commission de contrôle du financement de la vie politique, c'est plutôt l'opacité la grande gagnante.

La moitié des 36 candidats à la présidentielle n'a pas déposé son compte de campagne auprès de cette commission pour qu'elle puisse vérifier leurs dépenses et leurs sources de financement. Parmi eux, l'ancien chef de l'État **Marc Ravalomanana** (arrivé au 2d tour de la présidentielle).

Cependant, aucune sanction n'est prévue par la loi.

L'actuel chef de l'État Andry Rajoelina l'a transmis. La commission compte bien aussi se pencher sur les candidats qui ont bénéficié de financements d'hommes d'affaires russes proches du Kremlin, comme l'a révélé une enquête de la BBC la semaine dernière.

L'enquête n'a pas permis de démontrer que le chef de l'État a été financé par ces hommes d'affaires russes étroitement liés au Kremlin. Mais le pasteur Mailhol et la directrice de campagne d'Omer Beriziky affirment que ces derniers ont aussi soutenu Andry Rajoelina pendant la campagne électorale.

En plus de vérifier les comptes des candidats à la présidentielle, cette commission a aussi la tâche de contrôler les comptes de campagne des 802 candidats à l'élection législative du 27 mai et des candidats aux élections communales qui doivent alors lieu cette année. Une tâche immense pour un budget de fonctionnement très faible.

Source : RFI

Madagascar : tollé après des recommandations sur le port de la jupe

14 avril 2019

À Madagascar, le ministère de l'Éducation présente ses excuses après la publication vendredi d'un post Facebook demandant aux jeunes filles de porter des « vêtements sages » pour ne pas être agressées sexuellement par les hommes.

Une publication qui a déclenché une polémique sur les réseaux sociaux. Pendant tout le week-end, de nombreuses femmes ont publié une photo en jupe ou en robe courte pour protester. « #MajupeMondroit ». C'est avec ce mot clé et le commentaire « *Sa braguette, son problème avec la loi* » que de nombreuses femmes ont répondu sur les réseaux sociaux.

Dimanche 14 avril, soit 48h plus tard, espérant mettre un terme à cette polémique, le ministère a finalement réagi en publiant un long communiqué de presse dans lequel il présente ses excuses.

Source : RFI

Madagascar : des migrants envahissent le parc national d'Ankarafantsika

7 avril 2019

A Madagascar, des forêts et des aires protégées sont menacées par des migrants climatiques. Depuis plusieurs semaines, Madagascar National Parks, la structure chargée de la gestion des parcs nationaux, tire la sonnette d'alarme face aux défrichements des forêts, notamment des aires protégées.

Des centaines d'habitants du sud migrent vers des forêts du nord, à la recherche de terres fertiles. Dans le nord-ouest de Madagascar, les forêts de la région de Boeny s'amenuisent au fil des mois. Des forêts menacées par l'arrivée massive des habitants venus de l'Androy, dans l'extrême sud du pays, région où les terres sont très peu fertiles.

Les 136 000 hectares d'aires protégées du parc national d'Ankarafantsika, ses lémuriens et ses 130 espèces d'oiseaux dont 66 endémiques ne sont pas épargnés. Les gardes forestiers, peu nombreux, ne parviennent pas à protéger cet espace très vaste, dont les frontières sont facilement franchissables.

Soixante-sept hectares ont déjà été défrichés dans le parc cette année pour cultiver du maïs. C'est le double de l'année dernière, indique Madagascar National Parks, l'association qui gère les parcs nationaux.

Entre protection des ressources naturelles et prise en compte des besoins des populations, l'équation est loin d'être simple, reconnaît Eric Rabenasolo, directeur général des Forêts au sein du ministère de l'Environnement.

Source : RFI

Comores : arrestations de militants du Dr Achmet et de Soilihi Mohamed

18 avril 2019

Aux Comores, la vague d'arrestations des militants de certains opposants candidats à la présidentielle du 24 mars dernier continue. Les deux principaux camps concernés sont ceux du Dr Achmet et du colonel Soilihi Mohamed, ancien président du Conseil national de transition.

Mercredi, un membre de l'équipe de campagne de ce dernier a été convoqué à la gendarmerie pour audition. Il n'en est toujours pas ressorti. En début de semaine Nadia Tourqui, la porte-parole de Soilihi Mohamed était placée sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire.

Il devient difficile de tenir à jour la liste des personnes arrêtées, inculpées ou simplement auditionnées. Il devient même compliqué de faire la différence. Répondre aux questions des enquêteurs à la gendarmerie peut durer des jours.

Les familles n'ont pas de nouvelles et ne savent pas durant ce délai si leur proche est entendu comme témoin ou en garde à vue comme suspect. Quel est le délai maximal d'une audition ou celui d'une garde à vue sans voir de procureur ? Ces délais sont-ils respectés ? Voici des questions qu'il ne faut plus poser.

Source : RFI

Mozambique : le PAM aide un million de personnes victimes du Cyclone Idai ; environ 843 personnes sont mortes

16 avril 2019

Le bilan du passage du cyclone Idai sur le Mozambique, le Zimbabwe et le Malawi à la mi-mars s'établit désormais à au moins 843 morts.

L'essentiel des victimes concerne le Mozambique.

Environ 1,85 million de personnes au Mozambique sont affectées par les conséquences du cyclone, a déclaré fin mars le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA).

Plus d'un mois après le passage du cyclone au Mozambique, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a fourni une aide alimentaire à un million de personnes. « Là où les marchés locaux fonctionnent, les distributions de produits alimentaires du PAM céderont de plus en plus la place aux transferts monétaires », a précisé Hervé Verhoosel, le porte-parole.

Le PAM prévoit d'aider à terme 1,7 million de personnes ayant besoin d'une aide urgente. Cependant, le PAM indique avoir besoin de 130 millions de dollars américain pour poursuivre ses opérations jusqu'en juin. Mais au-delà de ce travail d'urgence, l'Agence onusienne se lance également sur des opérations de relèvement.

Dans le cadre de programme d'appui à la reconstruction et à la résilience des communautés de base, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a commencé à distribuer des semences.

A noter que plus de 700.000 hectares de cultures ont été détruits par ces inondations. D'autres sources de revenus clés, telles que l'élevage et la pêche, ont également été durement touchées.

« La catastrophe a mis en lumière la vulnérabilité de l'Afrique australe face aux chocs climatiques et la nécessité impérieuse d'augmenter considérablement les investissements consacrés à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique », a fait valoir M. Verhoosel.

Sur un autre plan, l'Agence onusienne redoute que cela augmente les cas de malnutrition avec l'épidémie de choléra en cours.

« C'est la raison pour laquelle, le PAM apporte son aide alimentaire à trois centres de traitement du choléra à Beira », a ajouté M. Verhoosel.

En raison de la détérioration des conditions sanitaires, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) fait état de plus de 5.500 cas de choléra.

Plus de 1.200 vaccinateurs répartis dans environ 300 sites ont administré 900.000 doses dans quatre districts à haut risque en seulement six jours.

Par ailleurs dans son dernier bulletin daté du 14 avril dernier, le Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH) estime que 1,85 million de personnes ont un besoin urgent d'assistance humanitaire, dont près d'un million d'enfants et plus de 74.000 femmes enceintes.

Bien que les inondations se soient réduites dans de nombreuses zones, les besoins humanitaires restent importants et il est urgent de mobiliser des fonds supplémentaires pour soutenir la poursuite de l'intensification de la riposte et éviter de nouvelles pertes en vies humaines.

Source : ONU

Afrique du Sud : Manuel Chang, accusé de corruption, extradé vers les États-Unis ou le Mozambique

8 avril 2019

En Afrique du Sud, un juge a estimé, ce lundi 8 avril, que l'ancien ministre des Finances du Mozambique, Manuel Chang, inculpé dans une vaste affaire de corruption, pouvait subir un procès tant aux États-Unis que chez lui.

Manuel Chang, arrêté à l'aéroport de Johannesburg, en décembre, est accusé d'avoir trempé dans un montage frauduleux qui a poussé le Mozambique au bord de la faillite. La balle est désormais dans le camp du ministère sud-africain de la Justice qui décidera s'il doit être extradé vers les États-Unis ou bien vers le Mozambique.

Washington a mis tout son poids dans la balance pour qu'il soit jugé aux États-Unis. Selon l'acte d'accusation de la justice américaine, l'ancien ministre des Finances est soupçonné, entre autres, d'avoir touché 7 millions de dollars en pots-de-vin.

En contrepartie, il aurait approuvé des prêts secrets, garantis par l'État mozambicain, pour construire des navires de pêche français et des navires de guerre. Un projet qui n'a jamais vu le jour.

Cette affaire embarrasse le président mozambicain, Filipe Nyusi, qui était ministre de la Défense à l'époque des faits. Les révélations qui pourraient être faites lors du procès pourraient le mettre en cause, à plus forte raison s'il a lieu aux États-Unis.

Source : RFI

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Le président français Emmanuel Macron a reçu une délégation des Forces démocratiques syriennes (FDS) pour leur rappeler son soutien

19 avril 2019

Le chef de l'Etat a indiqué à cette délégation des forces arabo-kurdes engagées en Syrie contre le groupe Etat islamique (EI) que la France continuerait de les soutenir, au moment où ces forces s'estiment lâchées par leurs alliés occidentaux.

Un soutien financier devrait être alloué « pour répondre aux besoins humanitaires et de stabilisation socio-économique des populations civiles en Syrie ». Il a par ailleurs rappelé « l'attachement de la France à la sécurité de la Turquie et à une désescalade le long de la frontière syro-turque ».

Source : RFI

Syrie : point sur la situation humanitaire ; dans le camp d'Al Hol, 2.500 enfants étrangers ont besoin d'une aide urgente (ONU)

18 avril 2019

Un haut responsable des Nations Unies, M. Moumtzis, Coordinateur humanitaire régional de l'ONU, a appelé jeudi la communauté internationale à aider d'urgence quelques 2.500 « enfants étrangers » qui seraient apatrides et vivent dans le camp pour personnes déplacées d'Al Hol, dans le nord-est de la Syrie.

75.000 personnes ont fui Daech pour trouver refuge dans le camp d'Al Hol.

Il s'agit surtout de femmes et d'enfants. Des arrivées massives qui ont présenté d'énormes défis pour les travailleurs humanitaires sur place.

Plus de 100 personnes sont mortes en route vers le camp d'Al Hol ou tombées gravement malades après avoir voyagé pendant des jours dans des conditions hivernales difficiles dans leur fuite de Baghouz, l'ancien bastion de Daech dans l'est de la Syrie.

Dans toute la Syrie, l'ONU et ses partenaires viennent en aide à 5,5 millions de personnes chaque mois.

La situation des civils à Idlib, dans le nord-ouest du pays, est toujours très préoccupante.

La région abrite quelque trois millions de personnes, qui dépendent de l'aide humanitaire transfrontalière acheminée depuis la Turquie. La moitié de ces personnes ont été déplacées pendant la guerre qui a fait des centaines de milliers de morts et détruit une grande partie de l'infrastructure du pays depuis le début du conflit en 2011.

Depuis août 2018, Idlib a été largement protégé des pires combats par un accord de cessez-le-feu mis en œuvre par la Russie et la Turquie, bien que des affrontements se poursuivent. Depuis le début de l'année, plus de 70.000 personnes ont dû fuir les zones démilitarisées.

S'agissant du camp de Rukban, situé à la frontière sud de la Syrie avec la Jordanie, M. Moumtzis, a déclaré que si 700 autres personnes étaient « spontanément parties » mardi pour se rendre dans des zones contrôlées par le gouvernement, d'importants problèmes humanitaires et de protection subsistent pour les milliers de personnes déplacées qui s'y trouvent encore.

« Nous restons vraiment préoccupés par les besoins des plus de 35.000 personnes qui se trouvent à Rukban. Le dernier convoi d'assistance qui a été mis en place remonte à plus de deux mois, et le moment est donc vraiment venu d'aller de l'avant ».

Source : ONU

Le chef de la diplomatie iranienne à Damas avant des pourparlers sur la Syrie ; pendant ce temps les affrontements se poursuivent dans la région d'Idleb

16 avril 2019

Le président Bachar al-Assad a reçu mardi à Damas le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif pour évoquer les prochains pourparlers de paix sur la Syrie, prévus fin avril dans la capitale du Kazakhstan.

En plus de la Russie, l'Iran est un des grands alliés du pouvoir de Bachar al-Assad, dans la guerre qui ravage la Syrie depuis 2011. Les deux puissances parrainent avec la Turquie, qui appuie les rebelles, le processus dit d'Astana, lancé pour trouver une issue au conflit.

Une nouvelle session de pourparlers est prévue les 25 et 26 avril dans la capitale du Kazakhstan, Astana, récemment rebaptisée Nur-Sultan.

MM. Assad et Zarif ont discuté de ce prochain cycle de négociations, et "de l'importance des contacts entre Damas et Téhéran pour une coordination continue (...) entre les deux pays".

Les deux hommes ont dénoncé "la guerre et le terrorisme économique" menés par les pays occidentaux, "Etats-Unis en tête", contre "ceux qui ne partagent pas leurs points de vue sur certains dossiers régionaux".

Damas et Téhéran subissent de plein fouet l'impact des sanctions économiques américaines. La Syrie connaît depuis plusieurs jours une grave pénurie d'essence, imputée par le pouvoir syrien à ces sanctions.

M. Zarif a aussi évoqué devant les journalistes le cas d'Idleb, grand bastion jihadiste dans le nord-ouest syrien qui échappe au pouvoir d'Assad. Dominée par l'organisation Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche d'Al-Qaïda), la région avait fait l'objet en septembre d'un accord entre la Turquie et Moscou, ayant permis d'empêcher une offensive de l'armée syrienne.

L'accord visait à créer une "zone démilitarisée" séparant les secteurs insurgés des zones gouvernementales attenantes. Mais l'initiative n'a été que partiellement appliquée face au refus des jihadistes de se retirer de la future zone tampon, et les violations de la **trêve** sont quotidiennes depuis que les jihadistes ont étendu leur contrôle sur tout Idleb, en janvier.

M. Zarif a estimé mardi que la question la plus importante reste "le désarmement des groupes terroristes et leur départ d'Idleb", selon le quotidien pro-étatique Al-Watan.

M. Zarif, arrivé mardi à Damas, est attendu ensuite en Turquie, selon ses services.
La Turquie est un allié de l'Iran.

Depuis la conclusion de l'accord russo-turc, le régime n'a pas cessé de mener des frappes contre Idleb et ses environs. D'abord sporadiques, ces bombardements se sont intensifiés à partir de février.

La situation des civils à Idlib, dans le nord-ouest du pays, est toujours très préoccupante. La région abrite quelque trois millions de personnes.
Des tirs d'artillerie de l'armée syrienne y ont fait 7 morts, en majorité des femmes et des enfants, et de nombreux blessés jeudi.

Et dimanche, une dizaine de personnes a été tuée dans le pilonnage par les jihadistes d'Alep (tenue par les troupes gouvernementales syriennes).
Le pilonnage d'Alep est intervenu au lendemain de raids menés par l'aviation russe contre des positions des jihadistes près de la ville d'Ariha, dans la province voisine d'Idleb.

Ces affrontements font des morts dans les deux camps, et montrent que la trêve conclue sous le parrainage de la Russie et de la Turquie n'existe plus que sur le papier. Une vaste offensive de l'armée syrienne contre Idleb ne peut cependant pas avoir lieu sans le feu vert de la Russie, et l'accord de la Turquie. Ces conditions ne semblent pas encore réunies pour le moment.

Sources : Reuters, AFP, RFI

Syrie : près de 31 000 réfugiés irakiens vont être rapatriés dans leur pays

12 avril 2019

Les autorités kurdes en Syrie ont annoncé jeudi 11 avril avoir conclu un accord avec Bagdad pour le rapatriement de milliers de ressortissants irakiens vivant dans les camps de déplacés du nord-est syrien, où ont récemment été accueillies des familles de combattants du groupe État islamique.

Le nombre de ressortissants irakiens qui seront rapatriés dans leur pays est estimé à 31 000. Il s'agit de civils dont de nombreux enfants seuls, des personnes âgées ou handicapées et des femmes enceintes.

La plupart viennent de Baghouz, le dernier fief du groupe État islamique, d'où plus de 60 000 personnes avaient été évacuées entre décembre et mars derniers, au plus fort de l'offensive contre le groupe jihadiste. Ces déplacés sont actuellement logés dans des camps érigés par les autorités kurdes dans l'est de la Syrie.

Une grande partie de cette population vient des provinces de Ninive et de Salah ad-Din, d'anciens fiefs du groupe État islamique qui ont subi d'importantes destructions pendant la guerre.

Source : RFI

Syrie : la Russie appelle à fermer un camp de déplacés à la frontière jordanienne

7 avril 2019

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, en visite à Amman, a appelé dimanche à la fermeture immédiate d'un camp qui abrite des dizaines de milliers de déplacés dans le sud de la Syrie, tout près de la frontière jordanienne.

Près de 50.000 déplacés syriens vivent dans des conditions déplorable dans le camp de Rokbane, situé dans une zone désertique du sud-est syrien, près de la base d'al-Tanaf. Celle-ci est utilisée par la coalition internationale antijihadistes menée par les Etats-Unis. Sergueï Lavrov a par ailleurs dénoncé "l'occupation de facto" de la région par les forces américaines.

"Selon des observateurs de l'ONU qui ont visité le camp, la plupart des personnes déplacées veulent revenir chez elles", a encore affirmé le ministre des Affaires étrangères russe, reprochant à Washington de refuser la "fermeture du camp".

En décembre, le président américain avait annoncé le retrait de ses troupes en Syrie, mais il avait finalement décidé que 400 soldats resteraient après ce départ. Le conseiller à la sécurité nationale avait également annoncé début 2019 que des forces américaines pourraient rester stationnées à al-Tanaf dans le cadre des efforts pour contrer la présence iranienne dans le pays.

Source : AFP

Irak : HRW alerte de nouveau sur les tortures de prisonniers à Mossoul

18 avril 2019

Des prisonniers sont toujours torturés à Mossoul, ancienne capitale autoproclamée des jihadistes du groupe EI en Irak, s'est alarmée jeudi 18 avril l'ONG Human Rights Watch (HRW), déplorant que les autorités n'aient pas tenu compte de ses mises en garde passées.

En août 2018, HRW dénonçait dans un rapport un usage « effréné » de la torture en Irak contre les personnes détenues pour appartenance au groupe Etat islamique. L'ONG en avait informé le bureau du Premier ministre ainsi que les ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

En outre, accuse HRW, les magistrats irakiens « échouent de façon systématique » à enquêter sur les accusations de tortures en détention. S'ils ont parfois découvert des signes de torture, ils n'ont pas nécessairement ordonné un nouveau procès, ni engagé des poursuites contre les officiers ayant commis ces abus, dénonçait déjà l'ONG il y a près d'un an.

Source : RFI

Irak : 900 jihadistes rapatriés de Syrie pour être jugés

15 avril 2019

Après avoir jugé des milliers d'Irakiens accusés d'appartenance à l'État islamique (EI) l'Irak s'apprête à en juger 900 autres arrêtés récemment par les Forces démocratiques syriennes (FDS).

À Bagdad, des combattants étrangers passent également par ces tribunaux malgré d'intenses critiques venant des organisations de défense des droits de l'homme.

Qu'elle soit étrangère ou irakienne, Bagdad est prête à juger toute personne soupçonnée de terrorisme. Face à l'embarras des pays occidentaux quant au sort de leurs ressortissants partis faire le jihad en Syrie, les autorités irakiennes ont d'ailleurs récemment proposé une solution : elles s'occuperaient de les juger en échange de deux milliards de dollars.

Depuis 2017 et l'annonce de la victoire irakienne contre le groupe État islamique, les organisations de défense des droits de l'homme s'époumonent : les procès sont bâclés, basés sur des aveux souvent obtenus sous la torture.

Le travail de mémoire d'après-guerre ne peut donc pas se faire correctement ce qui risque d'empêcher la reconstruction aussi bien des victimes que du pays qui reste très instable. Ce processus judiciaire encourage par exemple la délation. Certaines familles sunnites se retrouvent ainsi expropriées dans l'unique but de loger d'autres personnes dans leur propriété.

Source : RFI

L'Irak propose de juger les étrangers de l'EI pour deux milliards de dollars

10 avril 2019

L'Irak a proposé de juger l'ensemble des jihadistes étrangers retenus en Syrie contre de l'argent, une solution qui permettrait à leurs pays d'origine de résoudre l'épineuse question des retours mais soulève l'inquiétude des défenseurs des droits humains.

Jusqu'ici, indique un responsable gouvernemental irakien à l'AFP, aucun des pays membres de la coalition formée contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) n'a répondu à la proposition de Bagdad qui porte sur près d'un millier d'étrangers aux mains des Kurdes en Syrie.

Mais certains semblent déjà avoir fait le choix de s'en remettre à la justice irakienne. Cette dernière s'estime compétente sur l'ensemble des crimes commis sous le "califat" autoproclamé de l'EI, un temps à cheval sur un tiers de l'Irak et de grands pans de la Syrie voisine.

Bagdad s'apprête ainsi à juger prochainement 12 Français capturés en Syrie avant d'être transférés en Irak. Ils encourent la peine de mort, mais les trois Français déjà jugés à Bagdad ont été condamnés à la prison à perpétuité, qui équivaut en Irak à vingt ans de prison ferme.

La détention de ces étrangers a un coût, font aujourd'hui valoir les autorités irakiennes, dont les prisons sont déjà peuplées de milliers d'Irakiens arrêtés au cours de la campagne contre l'EI et de plusieurs centaines d'étrangers, pour beaucoup condamnés à mort ou à perpétuité.

Bagdad propose donc, indique à l'AFP un responsable gouvernemental sous le couvert de l'anonymat, de réceptionner les jihadistes étrangers actuellement en Syrie "en échange de deux milliards de dollars".

Et, une fois jugés, Bagdad se réserve le droit de réclamer "plus d'argent pour couvrir les frais engendrés par leur détention", ajoute-t-il.

De très rares pays ont rapatrié des jihadistes présumés pour les juger tant la question de leur retour est sensible pour les opinions publiques.

Selon l'un des responsables gouvernementaux, "52 pays" en tout sont concernés. Pourrait naître un "tribunal spécial", ajoute l'un des responsables, alors que les Kurdes syriens ont déjà appelé à créer une cour internationale spéciale et que l'ONU enquête sur les atrocités commises par l'EI, possiblement un "génocide", crime le plus grave du droit international.

Cette option se heurte toutefois à la question de la peine de mort, refusée par les pays de l'Union européenne, dont des dizaines de ressortissants sont actuellement détenus par les Kurdes de Syrie, pointe du doigt l'un des responsables irakiens.

Au-delà de la sévérité des verdicts, des procès en Irak ne donnent "aucune garantie pour des procès équitables" et présentent "de vrais risques de torture", affirme de son côté Belkis Wille, de l'ONG Human Rights Watch (HRW).

Source : AFP

Rhétorique guerrière de l'Iran

18 avril 2019

L'Iran appelle ses voisins à s'unir pour "refouler le sionisme"

L'Iran a appelé jeudi ses voisins à s'unir pour "refouler le sionisme" et "débarrasser" le Moyen-Orient et l'Asie centrale des "agresseurs", que sont à ses yeux Israël et les Etats-Unis. "Les nations de la région ont vécu côte-à-côte pendant des siècles sans jamais avoir de problème", a affirmé le président iranien Hassan Rohani dans un discours à Téhéran.

"Les forces armées de l'Iran ne seront jamais contre vous ou vos intérêts nationaux. Nos forces armées sont dressées contre les agresseurs", a lancé le président en s'adressant aux "peuples de la région, aux pays voisins et aux nations musulmanes".

La République islamique d'Iran, est l'ennemi public numéro un du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Elle est également la bête noire du gouvernement américain du président Donald Trump, qui accuse Téhéran d'être un Etat "parrain du terrorisme".

M. Trump a retiré unilatéralement les Etats-Unis en 2018 de l'accord international sur le nucléaire iranien, qui avait permis à Téhéran de sortir de son isolement international, et a réimposé toute une série de sanctions économiques à Téhéran.

L'hostilité affichée de l'Iran contre Israël est une constante de la politique iranienne depuis la révolution islamique de 1979, et Téhéran soutient ouvertement des groupes armés palestiniens comme le Hamas ou le Jihad islamique, ainsi que le Hezbollah libanais, ennemi d'Israël à sa frontière nord.

En juin 2018, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, avait réaffirmé la "position" ancienne de Téhéran selon laquelle Israël est pour le Moyen-Orient "une tumeur cancéreuse maligne qui doit être enlevée et éradiquée".

M. Zarif, chef de la diplomatie iranienne, se rendra dans quelques jours en Turquie, qui est aussi un pays hostile à Israël.

Cette puissance militaire est actuellement en plein course aux armements.

Se renforcer militairement

La télévision d'Etat a diffusé en direct des images du premier vol public du "Kowsar", le premier avion de chasse conçu et fabriqué en Iran, qui avait été dévoilé en août.

L'armée a présenté également ses missiles antiaériens S-200 ainsi que des Zelzal, missiles de courte portée (400 km).

Les missiles balistiques iraniens de longue portée, qui inquiètent Israël, les Occidentaux et les alliés des Etats-Unis dans la région, comme l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis, n'étaient pas de sortie ce jeudi.

Ces fusées sont développées par les Gardiens de la Révolution, armée idéologique de la République islamique, fonctionnant comme un corps parallèle à l'armée nationale, qui était seule à défiler.

Présents en Syrie et en Irak, à l'invitation des autorités de ces deux pays, au nom de la "lutte contre le terrorisme" jihadiste, les Gardiens figurent depuis le 8 avril sur la « liste des organisations terroristes étrangères » américaine.

Leur présence en Syrie, pays voisin d'Israël, est perçue par M. Netanyahu comme une menace existentielle pour l'Etat hébreu. Israël a annoncé avoir mené des centaines de frappes en Syrie contre les forces iraniennes et les milices chiites pro-iraniennes comme le Hezbollah libanais. Il jure qu'il ne permettra jamais leur implantation durable dans ce pays.

La semaine dernière encore, les systèmes de défense antiaérienne syriens ont intercepté et abattu plusieurs missiles tirés par des avions israéliens contre une position militaire de la province de Hama, située dans le nord-ouest de la Syrie.

Le président iranien annonce l'installation de 20 centrifugeuses à Natanz

L'ayatollah Khamenei, le leader de la Révolution islamique a fustigé la décision américaine de placer les Gardiens de la révolution, l'armée d'élite iranienne, sur la liste des organisations terroristes.

Le président iranien Hassan Rohani a aussitôt annoncé un plan sur l'enrichissement d'uranium qui suppose l'installation de centrifugeuses plus performantes.

Une chaîne de 20 centrifugeuses IR-6 dix fois plus rapides que les actuelles centrifugeuses iraniennes a été installée sur le site nucléaire de Natanz.

Ces centrifugeuses permettent à l'Iran d'accélérer son programme d'enrichissement d'uranium alors que les États-Unis ont imposé des sanctions très dures contre l'Iran en demandant qu'il abandonne son programme nucléaire.

Par ailleurs l'Iran a riposté en affirmant que désormais tous les militaires américains dans le golfe Persique, au Moyen-Orient, mais aussi en Afghanistan et en Asie centrale seront considérés comme des éléments terroristes. Ce qui pourrait augmenter les risques de confrontations directes entre l'Iran et les États-Unis en particulier dans le golfe Persique.

Sources : AFP, Reuters, RFI

Iran : le HCR intensifie son soutien aux communautés touchées par les inondations

17 avril 2019

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué qu'elle apportait son soutien aux efforts du gouvernement iranien pour venir en aide aux personnes affectées par les inondations sans précédent qui ont touché l'Iran.

Un avion transportant des articles de secours provenant d'un entrepôt du HCR à Dubaï a atterri la semaine dernière à Téhéran et l'aide d'urgence issue de stocks disponibles dans le pays a aussi été remise aux autorités, a précisé le HCR.

Depuis le 19 mars, de fortes précipitations et des inondations ont frappé 24 des 31 provinces d'Iran, touchant 10 millions de personnes, dont un million de réfugiés et de ressortissants étrangers. 78 personnes ont perdu la vie et plus de 1.000 auraient été blessées.

Les inondations ont laissé plus de deux millions de personnes dans le besoin pressant d'une aide humanitaire, y compris des réfugiés. Selon les estimations gouvernementales, 500.000 personnes seraient en situation de déplacement.

« Les efforts du HCR sont solidaires de l'Iran et de son peuple qui accueille des millions de réfugiés depuis quarante ans », a déclaré Indrika Ratwatta, Directeur du HCR pour l'Asie et le Pacifique. « L'Iran a un grand besoin de soutien international ».

De nouvelles pluies diluviennes étant probables, le HCR poursuit son travail aux côtés de ses interlocuteurs gouvernementaux pour soutenir les efforts d'assistance humanitaire, en particulier dans les zones peuplées de réfugiés.

Source : ONU

Bagdad et Téhéran renforcent leur coopération énergétique et militaire ; Téhéran demande à Bagdad de réclamer le départ des troupes américaines d'Irak

7 avril 2019

La venue du Premier ministre irakien Adel Abdel Mahdi à Téhéran, seulement trois semaines après la visite du président iranien Hassan Rohani à Bagdad, marque le renforcement des relations entre les deux pays malgré les pressions américaines.

L'Iran est le deuxième fournisseur de l'Irak pour les produits importés et un pourvoyeur vital de ressources énergétiques, dans un pays miné par les pénuries d'électricité.

Les deux pays ont décidé de renforcer leur coopération dans les domaines économiques mais aussi énergétiques et bancaires.

Malgré les pressions et les sanctions américaines, l'Iran, qui a déjà doublé ses exportations non pétrolières vers l'Irak, espère atteindre le chiffre de 20 milliards d'ici deux ans.

Et il va continuer à exporter du gaz et de l'électricité vers l'Irak.

En recevant le Premier ministre irakien, le guide suprême iranien lui a aussi demandé de s'assurer que les forces US quitteront le pays le plus tôt possible. La volonté annoncée en février par le président US de rester en Irak pour "surveiller l'Iran" après le départ des troupes de Syrie a suscité l'indignation à Bagdad et relancé les appels à forcer par la loi les troupes à partir.

Depuis l'invasion emmenée par les Etats-Unis en 2003, la présence américaine fait débat en Irak. Au plus fort de la lutte contre l'insurrection, jusqu'à 170.000 militaires américains étaient présents, avant un retrait massif fin 2011. Des soldats américains sont ensuite revenus, mais cette fois-ci au sein de la coalition anti-EI formée en 2014.

Depuis la déclaration de M. Trump, des factions armées chiites proches de l'Iran ont poussé pour le dépôt devant le Parlement irakien d'une proposition de loi visant à imposer un calendrier de départ aux soldats américains.

L'Iran soutient de nombreux groupes politiques et armés irakiens.

Irak et Iran sont deux pays majoritairement chiites, alors que le reste monde musulman est principalement sunnite.

Ils ont également décidé de renforcer leur coopération militaire.

A la mi-mars déjà, les deux responsables militaires iranien et irakien avaient retrouvé leur homologue syrien à Damas pour renforcer la coopération entre les trois pays contre les groupes jihadistes.

Sources : RFI, AFP

Le Premier ministre irakien reçu par Mohamed ben Salman à Ryad

18 avril 2019

Les deux dirigeants ont signé 13 accords dans des domaines allant du commerce à l'énergie et à la coopération politique. Ce mois-ci, l'Arabie, qui cherche à limiter l'influence de l'Iran en Irak, a rouvert un consulat à Bagdad, qui était fermé depuis 30 ans.

Le roi Salman a déclaré en outre que son pays allait fournir un milliard de dollars à l'Irak pour la construction d'installations sportives, annonce qui a donné le coup d'envoi d'une visite de 48 heures en Irak de hauts responsables saoudiens.

Source : Reuters

Report du procès de militantes saoudiennes des droits humains

17 avril 2019

Un tribunal saoudien a reporté mercredi une importante audience dans le procès de 11 militantes des droits humains, quelques jours après l'annonce de nouvelles arrestations qui suscitent des critiques internationales.

Onze femmes, dont la militante Loujain al-Hathloul, qui a accusé ses interrogateurs d'abus sexuels et de torture pendant près d'un an en détention, sont jugées notamment pour contacts avec des médias étrangers, des diplomates et des organisations de défense des droits humains.

Aucune explication n'a été donnée et personne n'a su immédiatement quand le procès reprendrait. Les autorités de Ryad ont fait l'objet de pressions occidentales pour qu'elles libèrent ces militantes, dont la plupart ont été arrêtées il y a près d'un an dans le cadre d'une campagne de répression ayant précédé la levée historique d'une interdiction de conduire pour les femmes.

Début avril, les autorités saoudiennes ont arrêté au moins 9 écrivains, universitaires et blogueurs, dont 2 ressortissants saoudo-américains, qui avaient pris position en faveur des militantes jugées, selon des activistes.

Les familles des personnes nouvellement arrêtées sont "très inquiètes" car elles n'ont reçu aucune information sur le sort des détenus, a indiqué à l'AFP une source judiciaire.

Mercredi dernier, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a affirmé avoir pressé le royaume saoudien de libérer les citoyens américains.

Cette vague de répression est la première depuis l'assassinat en octobre de l'éditorialiste et opposant saoudien Jamal Khashoggi au consulat du royaume à Istanbul, qui a suscité un tollé sans précédent à travers le monde.

"Les autorités saoudiennes doivent mettre fin au malheur des militantes et de leurs familles. Elles doivent immédiatement les libérer et abandonner les charges ridicules qui pèsent contre elles", a déclaré à l'AFP Samah Hadid, directrice des campagnes d'Amnesty International au Moyen-Orient.

Des membres de la famille de Loujain al-Hathloul, basés à l'étranger, ont déclaré subir des pressions de la part de personnes proches de l'Etat saoudien pour qu'ils gardent le silence sur son traitement en détention. Des proches de l'establishment saoudien ont averti que les critiques publiques des membres de famille pourraient prolonger la détention des militantes.

Source : AFP

Un poste de contrôle attaqué dans l'est de l'Arabie saoudite

7 avril 2019

Un commando de 4 individus armés a attaqué à l'explosif un poste de contrôle situé dans l'est de l'Arabie saoudite, a rapporté dimanche la chaîne de télévision Al Arabiya, qui parle de 2 assaillants tués et de 2 autres arrêtés.

L'attaque s'est produite à Abou Hadriyah, sur un grand axe reliant la Province orientale du royaume à Bahreïn et au Koweït, a ajouté la chaîne, qui avance un bilan de 2 blessés parmi les forces de sécurité.

La Province orientale est, notamment depuis 2011, un foyer de tension entre la monarchie sunnite saoudienne et la minorité chiite. Des activistes chiites ont lancé à plusieurs reprises des attaques meurtrières contre les forces de sécurité saoudiennes, mais les violences se sont faites plus rares depuis 2017.

Source : Reuters

Des armes françaises utilisées dans des zones civiles au Yémen

15 avril 2019

Des armes de fabrication française sont utilisées au Yémen dans des zones où résident des civils, rapporte lundi le site Disclose, sur la base d'une fuite d'un rapport de la Direction du renseignement militaire présenté au gouvernement en octobre.

Intitulés "Yémen - situation sécuritaire", ces documents classés secret défense, transmis selon Disclose à Emmanuel Macron, la ministre des Armées Florence Parly, au Premier ministre Edouard Philippe et à celui des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, détaillent l'arsenal français utilisé par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis contre les rebelles Houthis.

Sur la base de ces documents, les journalistes de Disclose, en partenariat avec Mediapart, Konbini, Radio France, Arte et The Intercept, estiment que des armes françaises ont été au cœur de batailles meurtrières pour les civils.

Les exportations d'armes vers l'Arabie saoudite se poursuivent, révèle par ailleurs le site, qui publie des documents liés à un nouveau contrat signé en décembre dernier avec l'Arabie saoudite, courant jusqu'en 2023.

Depuis l'intervention de la coalition menée par l'Arabie saoudite en 2015 contre les rebelles chiites Houthis, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées dans le conflit. L'Onu estime que 80% de la population a besoin d'une aide humanitaire.

Source : Reuters

Résolution du Congrès sur le Yémen : les Emirats saluent le veto "stratégique" de Trump

17 avril 2019

Les Emirats arabes unis, un des piliers de la coalition intervenant sous commandement saoudien au Yémen, ont salué mercredi le veto du président américain Donald Trump à une résolution du Congrès l'exhortant à cesser tout soutien aux opérations militaires dans ce pays en guerre.

Donald Trump a mis mardi son veto à une résolution du Congrès qui l'exhortait à arrêter tout soutien américain à la coalition arabe dans la guerre au Yémen.

Le Congrès avait utilisé une loi votée en 1973 pour limiter les pouvoirs militaires du président dans un conflit à l'étranger.

Les parlementaires américains avaient appelé à la fin des opérations militaires au Yémen où, depuis 2015, le Pentagone fournit un "soutien non combattant" à la coalition menée par l'Arabie saoudite, alliée historique des Etats-Unis.

Le conflit au Yémen, qui a provoqué la pire catastrophe humanitaire au monde selon l'ONU, a poussé des millions de personnes au bord de la famine. Il a fait plus de 10.000 morts, en majorité des civils. Des ONG estiment le nombre de morts nettement plus élevé, certaines citant un bilan cinq fois supérieur.

Source : Reuters

Yémen : malgré un progrès, la guerre se poursuit

16 avril 2019

Va-t-on vers un apaisement de la crise au Yémen ? L'ONU a annoncé, le 15 avril, avoir obtenu l'accord des belligérants pour un retrait des combattants de la ville portuaire d'Hodeïda. L'enjeu est énorme au plan militaire et politique, pour faire diminuer la violence à cet endroit et pour confirmer la dynamique amenant des négociations plus vastes.

L'enjeu est aussi économique et humanitaire, car les ressources du port et des silos de la région pourraient permettre de nourrir des millions de personnes.

L'ambition est de démarrer un cercle vertueux, mais les Britanniques et les Américains, notamment, ont exprimé certaines doutes.

L'ONU s'est en tout cas félicité, lundi 15 avril, d'une diminution des combats dans la zone d'Hodeïda, et il a surtout annoncé que les belligérants y avaient accepté un plan de redéploiement de leurs troupes. Une évolution positive donc, mais à relativiser.

D'abord, le processus reste très lent. Il démarre 4 mois après les accords de Stockholm. Quant aux ravitaillements humanitaires, ils sont toujours empêchés de parvenir aux populations civiles. Par ailleurs, d'autres régions du pays ont, quant à elles, connu récemment de nouvelles escalades de violence.

Le responsable des affaires humanitaires de l'ONU a ainsi évoqué plusieurs drames ayant fait souvent des dizaines de morts civils, mais aussi les centaines de milliers de déplacés récents, les menaces sur l'approvisionnement en eau, ou bien la résurgence d'une épidémie de choléra.

Estimant que douze millions de personnes auront très bientôt besoin d'une aide d'urgence, l'ONU a exhorté les bailleurs à débloquer les fonds nécessaires, alors que les financements auraient baissé : moins 80% par rapport à l'an passé.

En février, les bailleurs de fonds avaient promis 2,6 milliards de dollars pour l'action humanitaire au Yémen, mais pour l'instant, le plan de réponse de l'ONU pour ce pays n'a reçu que 267 millions de dollars.

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Virginia Gamba, a estimé pour sa part qu'il fallait mettre les enfants yéménites au centre du processus de paix. Le conflit, qui a provoqué la pire catastrophe humanitaire au monde selon l'ONU, a poussé des millions de Yéménites au bord de la famine.

« Les auteurs de violations graves devraient être tenus responsables de leurs actes devant les juridictions compétentes », a-t-elle déclaré. « C'est pourquoi j'exhorte le Conseil de sécurité à répondre à mon appel et à veiller à ce que la protection des enfants soit au cœur des efforts de paix au Yémen ».

Le Yémen est déchiré par une guerre dévastatrice qui oppose le gouvernement, soutenu notamment par l'Arabie saoudite, aux rebelles Houthis, appuyés par l'Iran. La coalition menée par l'Arabie saoudite est intervenue militairement en 2015 au Yémen pour aider le gouvernement à stopper la progression des rebelles qui s'étaient emparés de vastes régions.

Sources : RFI, ONU, AFP

Barheïn : l'ONU condamne les déchéances de nationalité massives

18 avril 2019

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme s'est dit jeudi alarmé par la décision d'un tribunal de Bahreïn de déchoir de leur nationalité 138 personnes condamnées pour "terrorisme" à des peines allant de 3 ans à la prison à vie.

Les condamnés --des citoyens bahreïnites de confession musulmane chiite selon une source judiciaire-- faisaient partie d'un groupe de 169 personnes poursuivies pour "formation d'un groupe terroriste" et pour des liens avec les Gardiens de la Révolution en Iran.

Il s'agit du plus grand nombre de personnes à être condamnées et déchues de leur nationalité en un seul procès depuis le début des poursuites judiciaires contre des dissidents chiites, après le mouvement de contestation de 2011, selon le groupe d'opposants Bahrain Institute for Rights and Democracy (BIRD).

Mme Bachelet, la Haut-Commissaire, a également exprimé ses inquiétudes à propos de témoignages de tortures ou de mauvais traitement contre certains des condamnés. Selon le groupe d'opposants Bahrain Institute for Rights and Democracy (BIRD), le nombre total de Bahreïnites privés de leur citoyenneté a atteint 990 depuis 2012.

Bahreïn, adossé à son allié, l'Arabie saoudite, est le théâtre de troubles sporadiques depuis la répression de la contestation de 2011. Le pays est dirigé par une dynastie sunnite et sa population est majoritairement chiite. Les autorités nient toute discrimination et affirment être confrontées à des groupes violents liés à l'Iran voisin.

Source : AFP

Deux espions travaillant pour les Emirats arrêtés à Istanbul

19 avril 2019

La Turquie a arrêté lundi à Istanbul deux agents du renseignement qui ont avoué espionner des ressortissants arabes pour le compte des Emirats arabes unis, a annoncé vendredi un haut responsable turc.

Lors de leur arrestation, la police turque a également saisi un ordinateur crypté dissimulé dans une cache.

Selon cette même source, les déclarations des deux hommes laissent entendre que leur opération visait des exilés politiques et des étudiants.

Source : Reuters

Turquie : le candidat de l'opposition déclaré vainqueur à Istanbul

17 avril 2019

Plus de deux semaines après les élections municipales du 31 mars en Turquie, le Haut Conseil électoral (YSK) a enfin reconnu la victoire du candidat de l'opposition, Ekrem Imamoglu. Ce dernier l'avait emporté avec un faible écart devant son rival, l'ancien Premier ministre Binali Yildirim.

Mais le camp du pouvoir affirme que des irrégularités ont entaché le scrutin et réclame désormais son annulation.

Depuis le lendemain de l'élection, le parti au pouvoir, l'AKP, dénonce des erreurs et des tricheries.

Son candidat, l'ancien Premier ministre Binali Yildirim, estime que la victoire lui a été volée. De son côté, l'opposition accuse le président Erdogan d'être prêt à tout pour conserver Istanbul. Le Haut Conseil électoral devrait annoncer sa décision d'ici quelques jours. S'il donne raison à l'AKP, un nouveau scrutin sera organisé le 2 juin.

Source : RFI

Un juge constitutionnel turc fait condamner Ankara à Strasbourg

16 avril 2019

La Cour européenne des droits de l'Homme a jugé illégal mardi le placement en détention provisoire d'un des juges de la Cour constitutionnelle turque, Alparslan Altan, poursuivi pour appartenance à une organisation terroriste après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

Près de 160.000 personnes avaient été arrêtées et 152.000 fonctionnaires renvoyés dans les dix-huit mois qui ont suivi en raison de leurs liens ou de leur proximité supposée avec le mouvement du prédicateur islamique Fethullah Gülen, considéré comme étant l'inspireur du putsch manqué.

L'ampleur de ces purges a été critiquée tant par les Nations unies que par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe.

La Turquie devra verser 10.000 euros à l'ancien juge au titre de son préjudice moral.

Alparslan Altan a été condamné le 6 mars dernier à onze ans et trois mois de prison, une condamnation qui a fait l'objet d'un pourvoi en cassation en Turquie et pourrait venir elle-même devant la Cour européenne des droits de l'Homme si elle était confirmée. Le présent arrêt est susceptible d'appel.

Source : Reuters

La Turquie veut acheter missiles russes S-400 et chasseurs américains F-35

15 avril 2019

La décision d'Ankara d'acquérir auprès de la Russie des systèmes de missiles S-400 de défense aérienne ne devrait pas entraîner de sanctions américaines parce que la Turquie n'est pas un adversaire des Etats-Unis et reste attachée à l'Otan, a affirmé lundi le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar.

En visite à Washington, il a ajouté que son pays entendait non seulement acheter aux Etats-Unis des avions de chasse furtifs F-35 mais également participer à la production de ces appareils.

Le gouvernement américain a prévenu au début du mois Ankara que le contrat conclu avec Moscou pourrait remettre en cause l'achat des F-35 auprès de Lockheed Martin et entraîner des sanctions américaines.

Source : Reuters

Lire aussi mon article :

<https://infosplanetaires.com/themes-mondiaux/lotan-saffaiblit.html>

Turquie : Poursuites judiciaires massives contre des avocats

10 avril 2019

Depuis la tentative manquée de coup d'État de juillet 2016, le gouvernement turc a emprisonné et traduit en justice des centaines d'avocats, a déclaré Human Rights Watch. Cette répression s'est inscrite dans un contexte de violations généralisées par les autorités turques du droit à un procès équitable, et de tentatives de miner le rôle des avocats dans les procédures judiciaires.

Le gouvernement a mis en examen des avocats défenseurs des droits humains, souvent sur la base de preuves insuffisantes voire fallacieuses de leur prétendue appartenance à des organisations terroristes.

Les tribunaux ont eux-mêmes contribué à cette attaque contre le métier d'avocat en condamnant nombre d'entre eux à de longues peines de prison pour terrorisme, sur la base de preuves fragiles et lors de procès qui ne respectaient pas l'équité des procédures.

Ces poursuites abusives contre les avocats ont été accompagnées d'amendements légaux qui sapent le droit au conseil juridique pour les personnes arbitrairement détenues suite à des accusations de terrorisme.

En cette période d'arrestations massives et de procès à motif politique contre des journalistes, des défenseurs des droits et des opposants politiques, inculpés de faits liés au terrorisme, les avocats turcs ont pourtant plus que jamais un rôle crucial à jouer pour défendre les droits des suspects en garde à vue et des accusés au tribunal.

De plus, au sujet des suspects en général, plusieurs mesures portent atteinte au droit d'un suspect à bénéficier d'un conseil juridique et d'une défense, a constaté Human Rights Watch. Le secret des communications entre avocats et clients lors de la détention provisoire pour les inculpations liées au terrorisme a été de fait aboli.

De plus les tribunaux peuvent empêcher certains avocats d'accéder aux dossiers d'enquête judiciaire de personnes en garde à vue pour suspicion de terrorisme. La police utilise ce type de décisions de justice pour empêcher les avocats de rencontrer les détenus.

Les tribunaux peuvent mener des audiences et émettre des jugements sans que les avocats ne soient présents, en arguant qu'ils n'ont pas fourni les raisons de leur absence ; ils peuvent rejeter les requêtes des avocats d'entendre des témoins, au motif que cela ne viserait qu'à prolonger le procès. Selon les avocats, ils ne sont plus que des « figurants » lors des audiences au tribunal.

Human Rights Watch a adressé une série de recommandations au gouvernement turc, à l'Union européenne et à ses États membres, au Conseil de l'Europe, à l'Union des associations du barreau turc et aux associations provinciales du barreau, ainsi qu'à des associations du barreau et groupes d'avocats du monde entier.

La Turquie devrait mettre fin aux détentions abusives et poursuites systématiques contre les avocats, a déclaré Human Rights Watch. Elle devrait laisser les avocats accomplir efficacement leurs fonctions professionnelles.

Source : RFI

Ankara critique Paris et Rome sur le génocide arménien

11 avril 2019

La Turquie a fustigé jeudi la décision de la France de consacrer la journée du 24 avril à la commémoration du génocide arménien quelques heures après la publication d'un décret confirmant cette promesse de campagne du chef de l'Etat français.

La France a reconnu officiellement en 2001 le génocide arménien, commémoré officiellement chaque année le 24 avril en Arménie et dans le Haut-Karabagh, région séparatiste d'Azerbaïdjan peuplée majoritairement d'Arméniens. Cette date correspond à la rafle et la déportation de plusieurs centaines d'intellectuels arméniens le 24 avril 1915 à Constantinople.

Ankara a également critiqué jeudi l'adoption par la chambre des députés italiens, mercredi, d'une motion appelant le gouvernement italien à reconnaître le génocide arménien.

Selon l'Arménie, 1,5 million d'Arméniens ont été tués de manière systématique à la fin de l'Empire ottoman entre 1915 et 1917.

La Turquie reconnaît qu'un grand nombre d'Arméniens ont été tués par les Turcs durant cette période mais conteste l'idée qu'il y ait eu une volonté systématique de les exterminer, rejetant de ce fait le terme de "génocide".

Source : Reuters

Nouveau gouvernement palestinien, dominé par les fidèles d'Abbas

13 avril 2019

Le Premier ministre palestinien Mohammad Chtayyeh a annoncé samedi la composition de son gouvernement : surtout des alliés de longue date de Mahmoud Abbas.

La plupart des postes clé n'ont pas changé.

Plusieurs partis, dont le Front populaire de libération de la Palestine, ont refusé d'y participer, appelant à un gouvernement d'union qui engloberait le parti Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza et grand rival du Fatah de M. Abbas.

Selon des experts, la décision du président palestinien de confier à M. Chtayyeh, l'un de ses fidèles, la tâche de former le gouvernement était destinée à isoler davantage le Hamas. Les deux mouvements sont à couteaux tirés depuis que le Hamas a pris le contrôle de l'enclave palestinienne en 2007, au terme d'une quasi-guerre civile avec le Fatah.

Le Hamas a accusé le Fatah de prendre le pouvoir par la force en nommant ce nouveau gouvernement. Depuis 2007, tous les efforts de réconciliation entre le Fatah et le Hamas ont échoué, figeant le paysage politique. Le Parlement, dominé par le Hamas, ne siège pas et le président Abbas, dont le mandat a expiré depuis 2009, dirige toujours l'Autorité palestinienne.

Le gouvernement est l'émanation de l'Autorité palestinienne, entité intérimaire internationalement reconnue et censée préfigurer un Etat indépendant qui comprendrait la Cisjordanie, occupée depuis plus de 50 ans par Israël, et la bande de Gaza, séparées de quelques dizaines de kilomètres par le territoire israélien.

Mais les négociations entre le pouvoir palestinien et Israël pour résoudre leur conflit sont au point mort depuis l'échec des dernières discussions en 2014. Et le Premier ministre israélien sortant Benjamin Netanyahu a pris ses distances avec la solution dite à deux Etats -la création d'un Etat palestinien au côté d'Israël- telle qu'envisagée par la communauté internationale.

Source : AFP

La réélection de Netanyahu enterre-t-elle les espoirs d'un Etat palestinien ?

11 avril 2019

Le gouvernement qui se profile en Israël ainsi que l'initiative diplomatique américaine qui s'annonce en parallèle n'augurent rien de bon pour la cause historique palestinienne d'un Etat indépendant.

Après avoir remporté les législatives de mardi, Benjamin Netanyahu devrait être chargé de former le prochain gouvernement israélien. Prochainement pourrait aussi être présentée la proposition attendue depuis des mois de la part de l'administration Trump, grande alliée de M. Netanyahu, pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

Le gouvernement risque de beaucoup ressembler au précédent, considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël.

Il devrait comprendre des partis qui, dans une large mesure, sont favorables à l'annexion d'une partie, sinon la totalité, de la Cisjordanie.

Dans les plans de paix faisant référence pour la plus grande partie de la communauté internationale, la Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967, ferait partie avec la bande de Gaza d'un Etat palestinien indépendant qui aurait Jérusalem-Est pour capitale et coexisterait avec Israël. C'est la solution dite à deux Etats.

Depuis 1967, les juifs se sont établis en nombre en Cisjordanie. Environ 400.000 Israéliens vivent aujourd'hui, souvent de manière conflictuelle, avec 2,7 millions de Palestiniens sur ce territoire coincé entre Israël et Jordanie. La colonisation est illégale au regard du droit international.

Quelques jours avant les élections, M. Netanyahu a causé la surprise en se disant prêt à annexer les colonies, s'éloignant encore davantage de la solution à deux Etats.

La composition du gouvernement israélien est de nature à avoir un impact aussi sur la bande de Gaza.

Gaza est soumise depuis plus de dix ans à un blocus israélien pour contenir le mouvement islamiste Hamas, ennemi d'Israël qui dirige l'enclave. Israël et le Hamas se sont livrés trois guerres et les accès de tensions sont chroniques.

M. Netanyahu passe pour chercher à éviter une confrontation majeure. Mais le prochain gouvernement pourrait voir revenir Avigdor Lieberman, qui avait démissionné en novembre en reprochant à M. Netanyahu d'être trop faible avec le Hamas.

Depuis 2014, les négociations sont rompues entre Israël et l'Autorité palestinienne, entité intérimaire reconnue par la communauté internationale et censée préfigurer un Etat palestinien. Le soutien à la solution à deux Etats s'est érodé dans les opinions israélienne et palestinienne.

La colonisation s'est poursuivie depuis 1967 et la violence entre Israéliens et Palestiniens persiste, avec une intensité variable.

Une initiative américaine annoncée depuis des mois ramènerait l'effort de paix dans l'actualité diplomatique.

Mais depuis son arrivée à la Maison blanche il y a deux ans, Trump a multiplié les décisions pro-israéliennes, jetant aux orties des décennies de consensus diplomatique, reconnaissant Jérusalem comme la capitale d'Israël en décembre 2017 et, en pleine campagne électorale israélienne, la souveraineté de l'Etat hébreu sur la partie du Golan syrien annexée par Israël.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a coupé les ponts avec l'administration Trump depuis l'annonce américaine de décembre 2017 sur Jérusalem.

Meurtris par l'engagement américain à tout crin derrière Israël et les vexations successives, les Palestiniens disent rejeter le plan américain avant de l'avoir vu.

Source : AFP

Il n'y aura pas d'ambassadeur sud-africain en Israël jusqu'à nouvel ordre

9 avril 2019

L'Afrique du Sud ne remplacera pas son ambassadeur en Israël. La ministre des Affaires étrangères sud-africaine, Lindiwe Sisulu, a annoncé dimanche 7 avril que le pays allait abaisser son niveau de représentation diplomatique à Tel-Aviv jusqu'à nouvel ordre.

L'ambassadeur sud-africain avait été rappelé à Pretoria en mai 2018, après la mort de 52 Palestiniens lors de manifestations contre le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem. Cette décision envoie un signal fort de la part de l'Afrique du Sud.

Selon la ministre des Affaires étrangères Lindiwe Sisulu, l'ambassade d'Afrique du Sud en Israël ne sera plus qu'un simple bureau de liaison, sans mandat politique ou commercial. L'ANC a toujours entretenu des liens historiques très forts avec les mouvements de libération de la Palestine.

Source : RFI

Israël : un Français condamné à 7 ans de prison pour trafic d'armes

8 avril 2019

Un tribunal israélien a condamné lundi à sept ans de prison ferme un ancien employé du consulat général de France à Jérusalem pour son implication dans un trafic d'armes entre les Territoires palestiniens.

Romain Franck, contractuel français qui travaillait comme chauffeur pour le consulat général, a aussi été condamné par le tribunal de Beersheva (sud) à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 30.000 shekels (environ 7.400 euros) d'amende.

Sans disposer de l'immunité diplomatique, Romain Franck, âgé de 24 ans et originaire du nord de la France, était accusé par Israël d'avoir mis à profit la relative protection que lui conféraient ses fonctions pour transporter dans un véhicule du consulat en plusieurs voyages des dizaines d'armes entre la bande de Gaza et la Cisjordanie.

L'affaire était délicate pour la diplomatie française, même si les services israéliens avaient indiqué eux-mêmes après son arrestation en février 2018 qu'il avait agi pour l'argent et à l'insu de ses supérieurs.

L'affaire a pour toile de fond le conflit persistant entre Israéliens et Palestiniens.

Selon la sécurité intérieure israélienne, Romain Franck recevait les armes d'un employé du Centre culturel français à Gaza et les sortait de l'enclave dans le véhicule du consulat général. Une fois en Cisjordanie, il remettait les armes à un individu qui les revendait à des trafiquants. Cinq complices palestiniens avaient été arrêtés et inculpés en même temps que lui.

Gaza et la Cisjordanie sont distants de quelques dizaines de kilomètres à travers Israël. Gaza, gouvernée par le mouvement islamiste Hamas, ennemi d'Israël, est soumise depuis plus de 10 ans à un rigoureux blocus israélien. La Cisjordanie est sous occupation israélienne depuis plus de 50 ans.

Source : AFP

Oman appelle les pays arabes à apaiser les "craintes d'Israël"

6 avril 2019

Le chef de la diplomatie omanaise a appelé samedi les pays arabes à prendre des "initiatives" afin "d'apaiser les craintes" d'Israël concernant son futur au Moyen-Orient, suscitant des critiques de la Jordanie.

"L'Occident a offert un soutien politique, économique et militaire à Israël qui dispose maintenant de tous les vecteurs de pouvoir (...) mais malgré cela, (Israël) craint pour son futur en tant que pays non-arabe entouré par 400 millions d'Arabes", a déclaré Youssef ben Alaoui ben Abdallah.

"Je pense que nous, Arabes, devons être capables d'examiner cette question et essayer d'apaiser les craintes d'Israël à travers des initiatives et de vrais accords entre Israël et nous", a affirmé le ministre omanais des Affaires étrangères lors d'un débat en marge du Forum économique mondial sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, en Jordanie.

Israël n'a de relations diplomatiques qu'avec deux pays arabes, l'Egypte et la Jordanie, mais courtise depuis quelques mois les pays du Golfe qui partagent son inquiétude vis-à-vis de l'Iran, puissance régionale chiite et rival historique.

La plupart des pays arabes ont historiquement fait du règlement de la question palestinienne la condition d'une normalisation avec Israël.

Les propos de M. ben Abdallah ont suscité des critiques de son homologue jordanien.

"Le problème n'est pas que les Arabes doivent donner des garanties (...), c'est qu'Israël doit faire ce qu'il faut pour la paix", a-t-il affirmé.

Pour M. Safadi, Israël doit "se retirer des terres arabes occupées depuis 1967 et permettre" la création d'un Etat palestinien.

Les colonies israéliennes installées en Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967, sont illégales au regard du droit international et une grande partie de la communauté internationale voit en elles un obstacle majeur à la paix.

Israël occupe aussi le plateau du Golan, conquis à la Syrie en 1967 puis annexé en 1981.

Récemment le président américain a déclaré qu'il était temps de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le Golan.

Quant aux colonies de Cisjordanie, le Premier ministre israélien a prévu de les annexer.

Source : AFP

Liban : saisie de plus de 800000 comprimés de captagon, qui est très consommé par les Saoudiens

14 avril 2019

La police libanaise a annoncé ce samedi la saisie de plus de 800 000 comprimés de Captagon d'une valeur de 12 millions de dollars, une opération menée en coordination avec les services de sécurité d'Arabie saoudite.

La cargaison pesant plus de 142 kilogrammes a été découverte le 9 avril dans un camion frigorifique à destination de l'Arabie saoudite. C'est en coopération avec les services de police du royaume que l'opération a pu être déjouée.

Ce stimulant de type amphétamine, tiré d'un ancien médicament psychotrope, est fabriqué dans des laboratoires situés dans des zones frontalières difficiles d'accès entre le Liban et la Syrie. Il serait également produit en Irak et est très répandu parmi les jeunes saoudiens, qui en sont les plus gros consommateurs au Proche-Orient. Ce stupéfiant est très peu consommé au Liban.

La police libanaise a fait de la lutte contre la production et le trafic de Captagon une priorité. Le 27 mars dernier, la justice a condamné à 10 ans de travaux forcés le prince saoudien Abdel Mohsen Ben Walid Ben Abdel Aziz, pour trafic de drogue.

Source : RFI

ASIE

L'Inde suspend le commerce frontalier avec le Pakistan au Cachemire

19 avril 2019

L'Inde a suspendu le commerce frontalier avec le Pakistan dans la région disputée du Cachemire, affirmant que celui-ci permet de faire passer en fraude des armes et de la drogue venus du Pakistan, alors que la tension est particulièrement forte entre ces deux pays.

Une attaque suicide en février qui a tué 40 paramilitaires indiens a amené les deux pays au bord de la guerre, avec des raids aériens par-delà la frontière.

Le gouvernement est en train de disputer une difficile élection nationale dans laquelle il fait de la sécurité un de ses chevaux de bataille.

Le commerce sera suspendu jusqu'à la mise en place d'un système de contrôle et d'inspection plus strict. Ce commerce frontalier, qui porte principalement sur l'échange de denrées alimentaires, avait été mis en place en 2008 pour tenter d'améliorer les relations entre les deux pays, qui ont connus 3 guerres depuis leur indépendance, dont 2 sur la question du Cachemire.

Source : AFP

La France a effacé la dette fiscale d'un riche industriel indien, proche de Modi

13 avril 2019

Le journal « *Le Monde* » révèle qu'au moment où la France négociait la vente de 36 « Rafale » à l'Inde par le groupe français Dassault, l'État français a effacé plus de 143 millions d'euros de dette fiscale d'un industriel indien, lui-même impliqué dans cette vente.

Une découverte qui s'ajoute à des soupçons de corruption autour de cette vente, qui agitent l'Inde depuis fin 2017.

Il s'appelle Anil Ambani. C'est un proche du Premier ministre indien, Narendra Modi, et un richissime industriel impliqué dans la vente de 36 avions *Rafale* français à l'Inde, en 2015.

Anil Ambani possède un groupe de télécommunications avec une filiale en France, Reliance Flag Atlantic France. Que les services fiscaux français ont soumis à deux redressements, après avoir découvert des pratiques d'évasion fiscale remontant à 2007.

En janvier 2015, l'entreprise de l'Indien Anil Ambani devait plus de 150 millions d'euros au fisc français. Quelques mois plus tard, fin octobre, un accord à l'amiable est conclu et plus de 143 millions d'euros de cette dette sont effacés.

Outre une perte abyssale pour les caisses de l'État français, ce que révèle le journal *Le Monde*, c'est comment ce proche du Premier ministre indien a, dans l'intervalle, raflé plusieurs partenariats industriels très juteux, avec Dassault et Thalès notamment, dans le cadre de la vente des chasseurs *Rafale* à l'Inde.

Dans ce même laps de temps, sa dette fiscale a été époncée. Une décision politique dont l'enquête du *Monde* permet de comprendre qu'elle pourrait remonter jusqu'au président de l'époque, François Hollande, au ministre de la Défense de l'époque, Jean-Yves Le Drian, ou encore au ministre de l'Économie de l'époque... Emmanuel Macron.

Ce favoritisme supposé d'Anil Ambani en France va être certainement utilisé par l'opposition indienne pendant cette campagne pour les législatives. Le parti du Congrès soutient depuis des mois que le Premier ministre Narendra Modi a aidé l'entrepreneur à obtenir des contrats. Et la Cour suprême indienne vient d'accepter d'inspecter des documents.

Source : RFI

"Chaque vote compte" : l'Inde tient les plus grandes élections de l'Histoire

11 avril 2019

Des centaines de millions d'Indiens ont commencé jeudi à se rendre aux urnes pour des élections législatives géantes qui dureront près de six semaines et détermineront si les nationalistes hindous seront reconduits au pouvoir dans la démocratie la plus peuplée du globe.

Des déserts du Rajasthan aux villages tribaux des confins du Tibet, des montagnes brumeuses du Cachemire aux mégapoles tentaculaires et polluées de Bombay et Calcutta, 900 millions d'Indiens majeurs sont appelés à choisir le prochain gouvernement de cette nation de 1,3 milliard d'habitants.

Après cinq ans de pouvoir du Premier ministre Narendra Modi, l'Inde consacrera-t-elle l'enracinement des nationalistes hindous dans une société polarisée, ou choisira-t-elle l'alternance ? Un million de bureaux de vote seront nécessaires au total pour élire 543 députés de la Lok Sabha, chambre basse du Parlement.

Propulsé triomphalement aux responsabilités en 2014 avec son Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), Narendra Modi, 68 ans, compte bien être reconduit dans ses fonctions pour un deuxième mandat.

En travers de son chemin se dressent le parti du Congrès, formation qui a dominé la politique indienne depuis l'indépendance de 1947, ainsi qu'une myriade de puissants partis régionaux décidés à en découdre.

En raison des dimensions colossales du pays - le deuxième le plus peuplé au monde après la Chine -, ces législatives sont découpées en sept phases, différentes régions votant à tour de rôle dans ce scrutin uninominal majoritaire à un tour, du 11 avril au 19 mai. Le comptage des voix sera effectué le 23 mai.

Dans la région poudrière du Cachemire indien, en proie à une insurrection séparatiste, les forces de sécurité étaient lourdement déployées. Dans la ville de Baramulla, les rues étaient désertées et les votants ne venaient qu'au compte-goutte, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Le visage de Narendra Modi est partout en Inde. Panneaux et encarts publicitaires officiels, émission de radio mensuelle, couverture médiatique non-stop, réseaux sociaux : le Premier ministre est une présence constante dans la vie quotidienne des Indiens.

Natif du Gujarat (ouest) et vendeur de thé dans son enfance, ce formidable harangueur de foules bénéficie d'une grande popularité due à ses origines populaires et à l'image d'homme fort qu'il cultive, notamment à travers son attitude martiale vis-à-vis du frère ennemi pakistanais.

Source : AFP

Elections législatives en Inde : la traque aux fausses informations s'organise

8 avril 2019

Près de 900 millions d'Indiens sont appelés aux urnes dès cette semaine. À partir de jeudi 11 avril, ils voteront par phase durant cinq semaines. Et l'un des défis de ces élections est la lutte contre les fausses informations.

Le pays compte en effet plus de 200 millions d'abonnés à WhatsApp et 340 millions à Facebook - c'est le plus grand marché de Facebook. Mais ces réseaux sociaux sont abondamment utilisés pour répandre ces « fake news », ces infox.

L'ampleur du phénomène des fausses informations en Inde est colossale. Des dizaines sont répertoriées chaque jour.

Ces messages sont souvent lancés sur des comptes Facebook qui n'ont pas de lien apparent avec les partis politiques.

Or **une enquête vient de révéler** que le BJP avait créé et finançait des sociétés écrans qui gérait ces portails et créait ces fausses informations. Les liens entre les deux étant dissimulés, le BJP ne peut donc pas être accusé. Mais l'effet est immense, car les 4 principales pages Facebook téléguidées par le BJP comptent en tout près de 5 millions d'abonnés.

Il existe deux principaux sites internet dédiés à la vérification de ces informations. Alt News et Boom Live. Et ils décortiquent plusieurs rumeurs par jour en ce moment. Facebook est d'ailleurs en partenariat avec Boom Live depuis un an pour vérifier les informations de son réseau, ceci en trois langues indiennes.

La firme américaine lutte également contre la propagande cachée, qui avait tellement été dénoncée lors des élections américaines : elle vient ainsi d'effacer environ 700 pages Facebook et Instagram tenues par des individus qui cachaient leur lien avec le parti du Congrès et du BJP et se servaient de ces comptes pour propager des messages politiques.

WhatsApp essaie de faire le même travail mais comme cette messagerie est cryptée, c'est plus difficile. Elle vient donc de lancer une cellule de recherches contre la désinformation : les utilisateurs peuvent envoyer des informations en 5 langues différentes et la cellule essaie et vérifier et de répondre.

Source : RFI

Emotion au Bangladesh après la mort d'une femme brûlée vive sur ordre du directeur de son école

19 avril 2019

L'émotion était grande, vendredi au Bangladesh, après le décès d'une jeune fille de 19 ans brûlée vive sur ordre du directeur de son école qu'elle avait accusé de harcèlement sexuel.

La mort de Nusrat Jahan Rafi, qui remonte à la semaine dernière, a entraîné des manifestations au Bangladesh.

La Première ministre Sheikh Hasina s'est engagée à ce que toutes les personnes impliquées dans cet assassinat soient traduites en justice.

La jeune femme avait été attirée sur le toit du séminaire islamique où elle étudiait. C'est là que ses agresseurs lui demandèrent de retirer la plainte pour harcèlement qu'elle avait déposée.

Quand elle a refusé, elle a été aspergée de kérosène auquel on a mis le feu.

La police a précisé vendredi que l'une des 17 personnes arrêtées en lien avec ce meurtre avait accusé le directeur de l'école d'en être le commanditaire.

Il "leur avait dit de faire pression sur Nusrat Jahan Rafi pour qu'elle retire sa plainte ou de la tuer en cas de refus de sa part", a déclaré à l'AFP Mohammad Iqbal, l'officier de police responsable de l'enquête.

"Le plan était de faire croire à un suicide. Mais il a échoué car l'écharpe a brûlé, libérant les pieds et les mains de Nusrat Jahan Rafi qui est parvenue à redescendre", a-t-il dit.

Souffrant de brûlures sur 80% de son corps, elle est morte à l'hôpital le 10 avril. Mais elle a entretemps enregistré une vidéo réitérant ses accusations contre son directeur.

Face à la vague d'émotion suscitée par ce meurtre, Sheikh Hasina a promis qu'aucun "coupable n'échapperait à l'action légale".

Mais les associations dénoncent le peu d'empressement des autorités à enquêter sur les affaires de viol ou d'agression sexuelle.

Présidentielle en Indonésie : manifestations interdites, l'opposition rejette les résultats

18 avril 2019

Les autorités indonésiennes ont mis en garde jeudi contre toute manifestation après que le candidat de l'opposition à l'élection présidentielle Prabowo Subianto eut refusé de reconnaître les résultats provisoires qui accordent la victoire au président sortant Joko Widodo.

Le chef de la police nationale Tito Karnavian a prévenu que les élections qui se sont déroulées "de façon fluide et dans la sécurité" ne devaient pas être perturbées par des manifestations et a brandi la menace d'arrestations.

"En cas d'action illégale ou inconstitutionnelle qui menace la stabilité et la sécurité du public", les autorités "prendront des mesures fermes". "Nous ne le tolérerons pas", a-t-il averti.

"J'appelle tout le monde à s'abstenir de participer à des manifestations de masse, que ce soit pour se réjouir ou exprimer un mécontentement" face aux résultats, a souligné Tito Karnavian.

Si les résultats officiels ne sont pas attendus avant le 22 mai, les estimations réalisées par les principaux instituts de sondage à partir des dépouillements - correctes lors des scrutins précédents - accordaient de 9 à 11 points d'avance au président sortant, surnommé "Jokowi".

Les rues de Jakarta étaient calmes jeudi après le scrutin géant de la veille dans ce pays de 260 millions d'habitants qui compte la plus importante population musulmane.

Mercredi soir, seuls de petits groupes de partisans de Joko Widodo, surnommé Jokowi, ont fêté sa victoire annoncée, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Les Indonésiens étaient appelés aux urnes pour désigner un nouveau président et un nouveau Parlement au terme d'une campagne de six mois dominée par les questions économiques et l'influence croissante de l'islam conservateur.

Plus de 192 millions d'électeurs devaient départager le président sortant, Joko Widodo, 57 ans, et son rival, l'ex-général Prabowo Subianto, 67 ans, qu'il avait battu de peu en 2014.

L'organisation du vote était un défi logistique, l'archipel indonésien s'étalant sur plus de 5.000 kilomètres d'est en ouest.

Widodo s'appuie sur son bilan en matière de dérégulation et d'amélioration des infrastructures. Musulman modéré originaire du centre de l'île de Java, il a dû insister sur son rapport à l'islam à la suite d'une campagne visant à le présenter comme hostile à la religion majoritaire en Indonésie, communiste et trop proche de la Chine.

Prabowo est un ancien commandant des forces spéciales lié à certains groupes islamistes radicaux.

Pour la politologue Dewi Fortuna Anwar, cette campagne électorale a démontré "l'instrumentalisation" de l'islam à l'œuvre ces dernières années dans l'archipel.

Sources : AFP, Reuters

L'Indonésie monte le son : la musique arme secrète de la campagne électorale

11 avril 2019

La musique indonésienne, -- du dangdut avec ses danses suggestives, au rock le plus énergique en passant par les chansons d'inspiration islamique -- pourrait bien être la clé pour gagner le cœur des électeurs qui s'appêtent à voter la semaine prochaine dans la troisième plus grande démocratie au monde.

S'ils mettent en avant leurs programmes, les candidats savent aussi que ce sont les stars locales qui vont les aider à attirer les foules aux meetings électoraux dans ce pays où la musique est partout.

Plus de 190 millions d'électeurs sont appelés à voter pour choisir leur président mais aussi pour des milliers de candidats au parlement et aux assemblées régionales le 17 avril.

Dans ce pays de 260 millions d'habitants qui compte la plus importante population musulmane au monde, la musique est omniprésente.

L'adversaire du président sortant, Prabowo Subianto, veut séduire l'électorat musulman plus conservateur avec des concerts de gambus, une musique d'inspiration islamique jouée avec un luth.

L'ex-général a aussi reçu le soutien de Rhoma Irama, surnommé "le roi du dangdut", qui ressemble à une version indonésienne et âgée d'Elvis Presley.

La dangdut, un style de musique très populaire est issu d'influences arabes et indiennes avec un rythme hypnotique.

La version plus profane du dangdut, avec des danseuses sexy qui se déhanchent, est aussi très populaire malgré l'opposition de certains groupes musulmans conservateurs.

"La musique fait partie de notre mode de vie ici", observe Bens Leo, un journaliste indonésien spécialiste de la musique.

Source : AFP

Indonésie : prison pour avoir demandé à baisser le volume de l'appel à la prière

10 avril 2019

La condamnation à un an et demi de prison pour blasphème d'une Indonésienne bouddhiste, habitante de Tanjungbalai, dans le nord de Sumatra, a été confirmée mardi 9 avril en appel. Elle avait demandé de baisser le volume du haut-parleur de l'appel à la prière musulmane dans la rue.

Une affaire hautement symbolique à une semaine des élections présidentielle et législatives le 17 avril.

L'islam indonésien est-il en train de devenir intolérant ?

En 2016, Meiliana, une Indonésienne d'ethnie chinoise se plaint du volume du haut-parleur de la mosquée appelant à la prière dans sa rue. Une fausse rumeur devient alors virale : une Chinoise aurait demandé d'interdire l'appel à la prière.

Résultat : des émeutes contre les temples bouddhistes de la ville, une fatwa lancée par le conseil régional des Ulemas et la police qui arrête Meiliana. Elle deviendra la première Indonésienne condamnée pour avoir jugé trop élevé le volume de l'appel à la prière.

87% des Indonésiens sont musulmans et pratiquent en grande majorité un islam tolérant. La principale organisation musulmane, la Nahdlatul Ulama, a désapprouvé la condamnation de Meiliana. Le vice-président Jusuf Kalla avait lui déjà demandé dès 2015 aux mosquées de baisser le volume de l'appel à la prière.

Le problème vient de la loi sur le blasphème, dénoncent les associations. L'Indonésie est officiellement une nation pluraliste. Mais la critique de la religion, en particulier l'islam, peut coûter cher. Surtout si elle émane de minorités ethniques.

En 2018, le gouverneur de Jakarta, lui aussi d'ethnie chinoise, a été condamné pour blasphème à deux ans de prison.

C'était un allié du président Joko Widodo, qui joue sa réélection le 17 avril prochain.

Source : RFI

Indonésie : la tâche titanesque des chasseurs d'infox avant les élections

8 avril 2019

Face à la vague de désinformation qui enfle en Indonésie, des fake news aux photos truquées, une petite armée de chasseurs d'infox tente d'y faire barrage à l'approche de l'élection présidentielle dans la troisième plus grande démocratie au monde.

Si le problème de la désinformation en ligne touche de nombreux pays, l'appétence des Indonésiens pour les réseaux sociaux associée à une faible culture numérique rend l'élection du 17 avril particulièrement vulnérable à ces attaques.

Quelque 130 millions d'Indonésiens, soit la moitié de la population, passe plus de trois heures par jour sur les réseaux sociaux, ce qui fait du pays le troisième plus gros marché pour Facebook et le quatrième pour Instagram.

Mais les analystes estiment que plus de la moitié des informations qu'ils lisent sur l'élection présidentielle et législative sont problématiques.

Le feu d'infox est particulièrement nourri contre le président sortant Joko Widodo, qui se représente pour un deuxième mandat, et son adversaire Prabowo Subianto.

La désinformation risque d'accentuer les divisions entre communautés ethniques ou religieuses dans ce pays d'Asie du Sud-Est de 260 millions d'habitants, en majorité musulman, mais qui a aussi d'importantes minorités hindoues, chrétiennes ou bouddhistes.

Longtemps connue pour sa tolérance religieuse, l'Indonésie a pris un tournant vers un islam plus conservateur ces dernières années et des groupes fondamentalistes gagnent de l'influence sur une frange de la population.

"Ce qui m'inquiète c'est quand les infox sont teintées de discours de haine (...) contre certaines ethnies, races ou religions", relève Ferdinandus Setu, porte-parole du ministère indonésien de la Communication et de l'Information.

Le ministère a créé une task force de 80 personnes qui se relaient jour et nuit pour débusquer les fausses informations.

Dans tout l'archipel, l'association Mafindo rassemble elle plusieurs centaines de volontaires pour chasser les infox.

L'ONG fait partie de CekFakta, une alliance des principaux médias indonésiens qui font du fact-checking et publient leur travail sur un site commun.

Le président Joko Widodo, qui a une avance de 13 à 20 points de pourcentage dans les sondages, s'est ouvertement inquiété de l'influence de la désinformation sur le scrutin.

Devant le risque d'interférences dans les élections, Facebook a interdit toute publicité politique en Indonésie financée depuis l'étranger et a fermé des centaines de comptes liés à des groupes accusés de répandre des messages d'incitation à la haine ou des infox.

La police a arrêté des membres de la "cyber armée musulmane", une nébuleuse de groupes qui attaquent le gouvernement et qui encouragent l'extrémisme religieux sur les réseaux sociaux. Mais malgré une série d'arrestation, les trolls et les fabriques d'infox continuent à travailler à plein régime.

Source : AFP

Brunei : une coalition internationale dénonce la peine de mort pour homosexualité

16 avril 2019

Plus de 30 pays, menés par le Canada, ont demandé à Brunei d'abroger la peine de mort récemment adoptée pour les relations homosexuelles et d'autres peines sévères. La Coalition pour les droits égaux (CDE) a exprimé sa "profonde consternation" suite à l'adoption par le sultanat de "peines extrêmes" en vertu d'un nouveau code pénal suivant la charia la plus stricte.

Outre la lapidation en cas d'homosexualité ou d'adultère, le nouveau code pénal de Brunei instaure également l'amputation d'une main ou d'un pied pour les voleurs. Le viol est passible de la peine de mort, tout comme l'insulte au prophète Mahomet.

Cette annonce a déclenché une tempête internationale de critiques de la part de politiciens, de célébrités et de groupes de défense des droits humains.

La CDE, actuellement coprésidée par le Canada, a été fondée en 2016 lors d'une conférence mondiale sur les droits des personnes LGBT en Uruguay. Elle comprend 40 Etats membres.

Brunei, petit Etat riche en hydrocarbures situé sur l'île de Borneo et dirigé d'une main de fer par le sultan Hassanal Bolkiah, est devenu le premier pays d'Asie du Sud-Est à appliquer au niveau national un code pénal suivant la charia, comme le fait l'Arabie saoudite.

Source : AFP

Birmanie : 30 ans après sa création, l'armée rebelle des Wa au faite de sa puissance

17 avril 2019

Quelque 25.000 hommes, d'obédience communiste, soupçonnés de se financer grâce au trafic de drogue : les rebelles Wa, plus puissante guérilla de Birmanie, sont déterminés à rester maîtres du territoire sur lequel ils règnent depuis 30 ans grâce à l'appui de Pékin.

17 avril 1989, des membres de l'ethnie Wa, expulsés du Parti communiste birman, négocient un cessez-le-feu avec le gouvernement et fondent l'Armée unie de l'Etat Wa (UWSA). Une région spéciale semi-autonome, de la taille de la Belgique, leur est octroyée près de la frontière chinoise.

30 ans plus tard, ils ont convié les médias internationaux dans cette zone isolée et montagneuse pour une démonstration de force. Plusieurs milliers de soldats de l'UWSA, dont un peloton de femmes et une unité de tireurs d'élite en tenue de combat, ont défilé mercredi aux côtés de véhicules blindés à Pangshang, capitale de l'ethnie Wa.

Objectif de la démonstration : montrer à l'armée birmane et à la myriade d'autres ethnies qui peuplent le pays que le mouvement est toujours aussi puissant. Aujourd'hui les 600.000

personnes qui habitent dans la région "sont les maîtres de leur propre destin", a lancé Bao Youxiang, le chef de l'UWSA, dans un discours en présence de hauts dignitaires chinois.

Alimentée par une pléthore de recrues - certaines à peine entrées dans l'adolescence, l'UWSA est parfois comparée au Hezbollah d'une taille similaire : tandis que l'Iran tire les ficelles derrière le parti chiite libanais, la Chine appuie les rebelles Wa, qu'elle arme et qu'elle entraîne.

Pékin considère cette partie du territoire birman, où sa monnaie -le Yuan- est la devise officielle, comme son arrière-cour. Grâce à ce puissant allié, leur mouvement est particulièrement redouté : l'armée birmane n'intervient pas dans la zone, contrairement à d'autres régions du pays où elle est aux prises à de multiples factions rebelles.

Depuis qu'elle a obtenu une semi-autonomie, la région a connu un boom économique. Elle recèle l'une des plus grandes mines d'étain au monde et d'énormes plantations de caoutchouc.

L'Armée unie de l'Etat Wa joue aussi un rôle central dans le commerce de la drogue, d'après les observateurs. Impliquée dans la fabrication d'héroïne, elle aurait transformé une partie de ses activités pour se concentrer sur la production de méthamphétamines dans les nombreux laboratoires qu'abrite la région.

Source : AFP

Deux prix Pulitzer décernés à des journalistes de Reuters

15 avril 2019

L'agence Reuters a remporté deux prix Pulitzer lundi, l'un pour une enquête sur le massacre de dix Rohingyas en Birmanie, dont les auteurs ont été arrêtés en décembre 2017, et l'autre pour un reportage photographique sur l'émigration latino-américaine vers les Etats-Unis.

Wa Lone et Kyaw Soe Oo, les deux journalistes birmans distingués lundi, ont été condamnés en septembre à sept ans de prison pour violation de secrets d'Etat.

Leur reportage intitulé "Massacre en Birmanie" a été rédigé avec l'aide de leurs collègues Simon Lewis et Antoni Slodkowski et publié en février dernier.

Source : Reuters

Deux journalistes de Reuters détenus en Birmanie primés par l'Unesco

10 avril 2019

Les journalistes de Reuters Wa Lone et Kyaw Soe Oo, condamnés en septembre en Birmanie à sept ans de prison pour violation de la législation sur les secrets d'Etat, vont recevoir le prix mondial de la liberté de la presse 2019 de l'Unesco.

Les deux journalistes birmans ont déjà passé plus de quinze mois derrière les barreaux depuis leur arrestation en décembre 2017, alors qu'ils enquêtaient sur le massacre de dix Rohingyas (musulmans apatrides) au cours d'une opération de l'armée dans l'ouest de la Birmanie.

Source : Reuters

Birmanie : l'ONU préoccupée par l'intensification des combats dans l'État de Rakhine

5 avril 2019

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'est dit profondément préoccupé par l'intensification du conflit ces dernières semaines dans l'État de Rakhine. Au moins 7 civils auraient été tués début avril dans des tirs d'hélicoptères de l'armée gouvernementale confrontée à une rébellion dans l'ouest.

L'ONU précise que l'attaque est survenue dans une zone confrontée à un afflux massif de plusieurs milliers de Rohingyas.

Selon l'ONU, les combats ont touché des civils de différentes ethnies dans les États de Rakhine et de Chin, notamment ceux de Rakhine, Rohingya, Chin, Mro et Daignet.

Le conflit entre l'armée de Birmanie, connue sous le nom de Tatmadaw, et l'Armée de l'Arakan a donné lieu à « des informations crédibles concernant des meurtres de civils, des incendies de maisons, des arrestations arbitraires, des enlèvements, des tirs aveugles dans des zones civiles et des dommages aux biens culturels ».

Ces dernières semaines, les affrontements entre les soldats gouvernementaux et l'Armée de l'Arakan ont redoublé d'intensité. Et les combats se sont propagés, entraînant le déplacement de plus de 20.000 civils.

L'impact de la violence sur les civils dans le nord de Rakhine a été exacerbé par la quasi-suspension de l'accès humanitaire par le gouvernement depuis janvier 2019.

A noter qu'en 2017, une répression par l'armée d'un mouvement rebelle rohingya avait poussé plus de 700.000 Rohingyas à s'exiler au Bangladesh.

Source : ONU

Vendredi saint, jour de crucifixion pour des jusqu'au-boutistes philippins

19 avril 2019

Des centaines d'hommes pieds nus se sont flagellés, et une dizaine ont été cloués sur des croix lors des cérémonies du Vendredi saint aux très catholiques Philippines, dans un témoignage de foi sanglant et extrême, mais non cautionné par l'Eglise.

Les actes d'auto-flagellation et les crucifixions se répètent chaque année dans cet archipel très majoritairement catholique où certains tirent une fierté du fait de vivre dans leur chair la Passion de Jésus Christ.

Les Philippines comptent 80 millions de catholiques qui pour la plupart célèbrent à l'église en famille le Vendredi saint, le jour où Jésus Christ mourut selon la tradition sur la croix.

Mais il est dans certaines régions des jusqu'au-boutistes qui croient que la souffrance peut permettre d'expier les péchés ou d'obtenir une intervention divine. Un spectacle gore.

Le pire, c'est quand des clous de huit centimètres sont enfoncés dans les mains et les pieds du volontaire, avant que la croix ne soit brièvement élevée par des hommes déguisés en Romains. Rapidement, les clous sont retirés et ce dernier reçoit des soins.

L'Eglise estime elle que les fidèles devraient passer le Carême dans la prière et la réflexion. Près de 80% de la population de l'archipel est catholique, un héritage de 300 ans de colonisation espagnole.

Source : AFP

La Corée du Nord reste insaisissable

18 avril 2019

Kim et Poutine tiendront leur premier sommet en Russie fin avril

Le Kremlin a annoncé jeudi la préparation d'un sommet inédit entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un et le président Vladimir Poutine, prévu pour fin avril en Russie, signe du rôle accru que Moscou souhaite avoir dans ce dossier brûlant.

Cette annonce intervient dans un contexte de tensions entre Pyongyang et Washington après un sommet raté en février, la Corée du Nord exigeant désormais le retrait du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo des discussions sur ses arsenaux nucléaires, quelques heures après avoir annoncé l'essai d'un nouveau type d'arme.

La rencontre entre Kim Jong Un et Vladimir Poutine sera la première du genre. Le dirigeant nord-coréen aurait dû se rendre à Moscou en mai 2015 pour les 70 ans de la victoire des Alliés lors de la Seconde guerre mondiale, mais il y avait renoncé quelques jours avant.

Ces dernières années, des responsables russes se sont rendus à plusieurs reprises en Corée du Nord, et des responsables nord-coréens en Russie. Les deux pays entretiennent des relations amicales.

L'émissaire américain pour la Corée du nord, Stephen Biegun, et la conseillère de Donald Trump Fiona Hill se trouvent actuellement à Moscou pour des pourparlers avec les responsables russes.

Le leader nord-coréen ne veut plus coopérer avec Mike Pompeo

La Corée du nord a accusé jeudi Mike Pompeo de manquer de prudence et de maturité, demandant la désignation d'un nouvel interlocuteur américain et faisant monter les enchères en pleine impasse diplomatique.

Après une année 2018 marquée par un spectaculaire rapprochement sur la péninsule coréenne et un sommet historique entre le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un et le président américain Donald Trump, la détente apparaît de plus en plus fragile, dans la foulée du fiasco de la seconde rencontre entre les deux hommes en février à Hanoi.

Depuis le début du processus diplomatique l'an passé, Pyongyang a toujours préféré traiter directement avec M. Trump, qui présente M. Kim comme son "ami" et n'évoque quasiment plus jamais les violations massives des droits humains imputées au régime nord-coréen. Alors que Mike Pompeo a estimé début avril que Kim Jong Un est bien un "tyran".

Pyongyang a récemment accusé le secrétaire d'Etat américain, ainsi que le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche John Bolton, d'être responsables du fiasco pour avoir "créé une atmosphère d'hostilité et de défiance". L'été dernier, les autorités nord-coréennes avaient dénoncé ses "méthodes de gangster" durant les négociations.

Aux Etats-Unis, Mike Pompeo risque aussi d'apporter de l'eau au moulin des détracteurs de Donald Trump, qui accusent le président de bien s'entendre avec les "dictateurs" -- parfois mieux qu'avec les alliés occidentaux de Washington.

La puissance nucléaire nord-coréenne semble s'accroître

La charge de Pyongyang contre M. Pompeo est intervenue quelques heures après que l'agence nord-coréenne KCNA eut rapporté que M. Kim avait supervisé l'essai d'une nouvelle "arme tactique guidée" avec une "puissante ogive", contribuant aux doutes quant au processus diplomatique.

Kim Jong Un a qualifié ce test d'"événement d'une très grande importance pour accroître la puissance de combat de l'Armée populaire" nord-coréenne, selon la même source. La Corée du Sud n'a rien détecté sur ses radars, a indiqué à l'AFP un responsable militaire, jugeant improbable qu'un missile ait été tiré.

Le Centre des études stratégiques et internationales (CSIS), basé à Washington, a de son côté fait état mercredi de signes d'activité sur le complexe de Yongbyon, principal site nucléaire nord-coréen, laissant penser que Pyongyang pourrait avoir repris des opérations de retraitement de matières radioactives à des fins militaires.

Kim Jong Un se dit ouvert à l'idée d'un 3^e sommet avec le président américain

Lors d'un discours devant l'Assemblée suprême du peuple, Kim Jong Un s'est cependant dit ouvert à l'idée d'un troisième sommet avec le président américain Donald Trump si Washington arrivait à la table des négociations avec "la bonne attitude".

Le premier sommet historique, en juin 2018 à Singapour, entre les deux hommes s'était terminé avec une déclaration commune très vague sur la "dénucléarisation complète de la péninsule coréenne".

Le deuxième, en février, s'est soldé par un fiasco, sans la moindre avancée concrète sur ce dossier, et même pas de déclaration. Cette déconvenue a soulevé des questions quant à l'avenir du processus.

Pyongyang a expliqué qu'il voulait la levée des seules sanctions pesant sur les conditions de vie des Nord-Coréens. Mais les Etats-Unis avaient considéré que Pyongyang exigeait de fait la disparition des principales sanctions sans proposer grand-chose de précis en retour.

Lors de ce 2^e sommet, Trump avait remis à Kim une feuille de papier lui enjoignant de transférer aux Etats-Unis les armes nucléaires et le combustible nord-coréens, selon ce document que Reuters a pu consulter.

Les Etats-Unis ont émis des propositions "totalement irréalisables" et n'étaient "pas vraiment prêts à discuter avec nous en face à face pour résoudre le problème", a déclaré Kim Jong-un, selon les propos rapportés par KCNA.

Une représentante de Pyongyang a prévenu le mois dernier que Kim Jong-un envisageait de ne plus respecter le gel des tests de missiles décidé fin 2017.

Kim Jong-un a estimé que la politique des sanctions américaines était aussi "idiote et dangereuse que d'essayer d'éteindre un incendie avec de l'essence".

Jour du Soleil à Pyongyang : les Nord-Coréens rendent hommage à Kim Il Sung

Des dizaines de milliers de Nord-Coréens ont rendu hommage lundi à leurs dirigeants à l'occasion du Jour du Soleil commémorant la naissance du fondateur du régime, journée la plus importante du calendrier rituel de ce pays isolé en proie aux sanctions internationales.

Les Nord-Coréens sont élevés depuis leur naissance dans le culte de la dynastie et toutes les commémorations relatives à la famille des Kim sont pour le régime une occasion d'asseoir son pouvoir. Les Nord-Coréens interrogés dans la rue expriment toujours leur dévouement et un soutien sans borne envers le régime.

Sources : AFP, Reuters

Vaccins défectueux : une Chinoise détenue après avoir manifesté

17 avril 2019

Une mère de famille qui avait manifesté publiquement à Pékin contre des vaccins défectueux - un problème récurrent en Chine -- est détenue depuis plus d'un mois, a déclaré mercredi son mari à l'AFP.

Cette mère affirme que sa fille a contracté une maladie neurologique après avoir reçu un vaccin contre l'hépatite A, la rougeole, et d'autres affections. Elle avait participé à une manifestation contre les vaccins défectueux début mars dans une rue commerçante de Pékin.

He Fangmei a ensuite été arrêtée le 5 mars par la police du Henan pour "avoir cherché querelle et suscité des troubles" -- un motif d'accusation régulièrement utilisé en Chine pour museler intellectuels et militants.

La Chine est régulièrement touchée depuis une dizaine d'années par des scandales sanitaires ou alimentaires, malgré des promesses du gouvernement de renforcer les contrôles.

Plusieurs affaires de vaccins infantiles défectueux ont déclenché la colère de l'opinion depuis l'an passé dans le pays.

Un groupe pharmaceutique chinois au cœur d'un retentissant scandale de doses défectueuses durant l'été 2018, Changchun Changsheng, a été condamné à une amende faramineuse de 9,1 milliards de yuans (1,1 milliard d'euros).

Source : AFP

"Parapluies" de Hong Kong : des figures de la démocratie reconnues coupables

9 avril 2019

Des figures du mouvement prodémocratie de Hong Kong risquent la prison après avoir été reconnues coupables mardi de "troubles à l'ordre public" pour leur rôle dans des manifestations monstres qui avaient paralysé l'ex-colonie britannique et courroucé Pékin.

Le procès de ces militants a été dénoncé par les défenseurs des droits de l'homme, qui s'inquiètent des restrictions de libertés dans la mégapole revenue en 1997 dans le giron de la Chine, et confrontée à l'emprise de plus en plus affirmée de cette dernière.

La "révolte des parapluies" de l'automne 2014 avait réclamé en vain à Pékin des réformes politiques. Le but "d'Occupy" était de bloquer le quartier d'affaires de Hong Kong si un suffrage universel libre n'était pas instauré pour élire le président du gouvernement local, lequel est désigné par un comité pro-Pékin.

Mais les anciens furent débordés par la jeunesse et le mouvement étudiant, la situation explosant en 2014 quand les policiers tirèrent du gaz lacrymogène sur les protestataires, qui se protégèrent avec des parapluies.

La révolte avait paralysé des quartiers entiers de l'une des capitales mondiales de la finance pendant plus de deux mois. Depuis, plusieurs militants ont été poursuivis par le ministère de la Justice, certains purgeant des peines de prison. Certains ont également été interdits de se présenter à une élection, d'autres disqualifiés au Parlement.

Pour les défenseurs des droits humains, Amnesty International et Human Rights Watch en tête, c'est un procès politique. L'utilisation de chefs mal définis sur les troubles à l'ordre publics menace la liberté d'expression, préviennent-ils.

Il existe "un réel danger de voir de plus en plus de gens être poursuivis pour militantisme pacifique. Les autorités semblent déterminées à tenter d'étouffer tout débat sur les sujets sensibles à Hong Kong, surtout ceux ayant trait à la démocratie et à l'autonomie", dit Man-kei Tam, directeur d'Amnesty Hong Kong.

Source : AFP

L'émissaire US en Afghanistan déçu par l'annulation d'une réunion à Doha

19 avril 2019

L'émissaire américain en Afghanistan Zalmay Khalilzad a exprimé vendredi sa déception après l'annulation d'une rencontre qui devait réunir des représentants des taliban et de la classe politique afghane.

Une délégation forte de 250 responsables politiques et membres de la société civile afghane devaient se rendre de vendredi à dimanche dans la capitale du Qatar mais cette réunion a été soudainement annulée jeudi. Les taliban refusent toujours tout contact avec le gouvernement afghan, qu'ils jugent aux ordres des Etats-Unis.

Source : Reuters

Afghanistan : Angelina Jolie plaide pour un rôle central des femmes dans les pourparlers

11 avril 2019

L'actrice américaine et envoyée spéciale des Nations unies, Angelina Jolie, a plaidé pour un rôle central des femmes dans les discussions de paix en cours en Afghanistan, assurant que leur mise à l'écart mettrait en danger toute stabilité du pays sur le long terme.

Les années au pouvoir des talibans, dans les années 90, s'étaient traduites par l'anéantissement des droits des femmes. Les petites filles avaient été privées du droit à l'éducation et des femmes ont été exécutées, parfois par lapidation, pour adultère.

Plusieurs pourparlers ont eu lieu entre les Etats-Unis et les talibans pour ramener la paix en Afghanistan, ravagé par la guerre depuis 2001. Des hommes politiques afghans ont également rencontré des talibans à Moscou.

Mais ces discussions ont été sévèrement critiquées pour ne pas réserver suffisamment de place aux femmes. Seules 2 d'entre elles sur une équipe de 22 personnes étaient prévues dans les discussions qui doivent se tenir ce mois-ci au Qatar entre une délégation de Kaboul et des représentants des talibans.

Depuis 2001, la situation des femmes s'est quelque peu améliorée dans le pays par rapport à celle qui prévalait sous les talibans mais la société reste très conservatrice. Beaucoup de femmes redoutent de faire les frais d'un accord de paix.

Source : AFP

Afghanistan : malgré des progrès, il reste un long chemin à parcourir pour éradiquer la torture (ONU)

17 avril 2019

Malgré « une réduction encourageante des cas de torture depuis 2016 », l'ONU s'est inquiétée du nombre élevé de détenus ayant signalé des faits de torture et de mauvais traitements en Afghanistan.

Le dernier rapport sur le traitement des détenus liés au conflit dans ce pays publié ce mercredi, révèle que près du tiers des détenus interrogés ont fourni des récits fiables sur le fait qu'ils ont été soumis à la torture ou à des mauvais traitements.

Selon la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, les conclusions du rapport démontrent que les politiques mises en place pour lutter contre la torture et les mauvais traitements sont efficaces, mais elles sont loin d'être suffisantes.

La cheffe des droits de l'homme de l'ONU exhorte Kaboul à œuvrer rapidement à la création d'un mécanisme national de prévention afin de garantir un contrôle indépendant et impartial du traitement des détenus.

Source : ONU

Après une intense sécheresse, des pluies diluviennes en Afghanistan

16 avril 2019

Des pluies torrentielles sont tombées ces derniers jours sur l'Afghanistan, frappé auparavant par la sécheresse, provoquant des inondations généralisées qui ont tué au moins 5 personnes et emporté des maisons, y compris dans Kaboul, ont déclaré mardi des responsables.

Alors que certains se réjouissaient des précipitations après une année 2018 marquée par une implacable sécheresse, nombre d'Afghans se sont plaints du manque d'infrastructures et d'aide gouvernementale pour les aider à se sortir du déluge.

Seize des 34 provinces ont été touchées au cours des dernières 24 heures, détruisant ou endommageant des centaines de maisons et emportant le bétail, a déclaré Hashmat Bahaduri, porte-parole de l'Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes (ANDMA).

La province de Herat, dans l'ouest de l'Afghanistan, a été la plus durement touchée. Selon un décompte de l'ANDMA, au 28 mars dernier, plus d'une centaine de personnes avaient déjà été tuées par les inondations en Afghanistan.

Source : AFP

Les juges de la CPI refusent d'ouvrir une enquête sur l'Afghanistan

12 avril 2019

Les juges de la Cour pénale internationale ont rejeté à l'unanimité la demande du procureur d'ouvrir une enquête pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Afghanistan, ce dont Donald Trump s'est félicité.

En novembre 2017, le procureur de la CPI avait demandé l'ouverture d'une enquête sur des crimes de guerre et contre l'humanité qui pourraient avoir été commis en Afghanistan dans le conflit qui s'y déroule plus de quinze ans.

La Chambre estime que, "nonobstant le fait que toutes les conditions requises sont remplies concernant à la fois la compétence et la recevabilité, la situation actuelle en Afghanistan est

telle qu'elle rend extrêmement difficile la réussite d'une enquête et de poursuites". La guerre se poursuit en effet, d'autant plus que les Talibans viennent de lancer leur offensive de printemps.

Le mois dernier, les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient retirer ou refuser l'octroi de visas aux membres de la CPI qui cherchent à établir si les forces américaines ou leurs alliés ont commis des crimes de guerre en Afghanistan.

Ainsi, le visa de la procureure générale de la CPI Fatou Bensouda a été annulé au début du mois d'avril.

La CPI avait réagi en affirmant qu'elle continuerait à œuvrer de manière indépendante et sans relâche, dans le respect de son mandat et du droit.

En septembre dernier, Washington a menacé la juridiction basée à La Haye de sanctions si elle décidait d'ouvrir une enquête concernant de potentiels crimes de guerre commis en Afghanistan. Les Etats-Unis n'ont pas ratifié le statut de Rome qui a fondé la CPI en 2002.

Source : Reuters

Les taliban à l'offensive à Kunduz et dans 15 provinces afghanes

13 avril 2019

Les taliban se sont attaqués samedi à Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, au lendemain du lancement de leur offensive de printemps, malgré la poursuite des négociations avec les Etats-Unis.

De violents combats ont lieu depuis plusieurs semaines dans tout le pays, mais l'annonce de cette offensive annuelle a mis fin aux espoirs d'un règlement rapide du conflit. L'émissaire américain Zalmay Khalilzad a parlé d'un geste "irréfléchi".

Zabihullah Mujahid, porte-parole des Taliban, réaffirme la détermination du mouvement à poursuivre le processus de paix, mais impute la responsabilité des combats aux forces afghanes et internationales.

"Nous sommes attachés au processus de négociation et de résolution pacifique en cours, mais nous ne pouvons rester indifférents face aux opérations militaires et à la vague terroriste des occupants et des mercenaires", écrit-il.

Hormis pour celle de Kunduz, les offensives lancées samedi dans quinze provinces sont d'une ampleur limitée et ont pour la plupart été repoussées, assure-t-on à Kaboul.

A Kunduz, ville stratégique brièvement tombée aux mains des talibans en 2015, un porte-parole du gouverneur de la province a en revanche fait état de lourdes pertes.

Source : Reuters

Au Pakistan, la marche des femmes contre le patriarcat suscite la colère des conservateurs

6 avril 2019

Le 8 mars dernier, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, des dizaines de milliers de Pakistanaises manifestaient pour faire valoir leurs droits. Certaines sont depuis menacées de viol ou de mort.

Dénoncer le sexisme et la société patriarcale : comme pointer du doigt le fait qu'on dise encore aux Pakistanaises « comment s'asseoir, comment marcher, comment parler », explique une manifestante à la BBC.

« Nous nous interrogeons sur la police du corps et sur la sexualité des femmes », déclare à l'AFP l'une des organisatrices nationales, Moneeza. Elle poursuit : « Dans la communauté religieuse, il y a la notion qu'une femme devrait se couvrir et rester à la maison. Nous avons défié cela. »

Et pour cause, nombreuses sont les femmes qui vivent encore sous un code patriarcal qui les opprime. La plupart d'entre elles n'ont par exemple pas la liberté de choisir leur mari, ni le droit de travailler hors de la maison.

En 2018, le Forum économique mondial classait ainsi le Pakistan au deuxième rang des pays les moins respectueux de l'égalité entre les hommes et les femmes. Par ailleurs, selon des organisations de défense des droits de l'Homme, des centaines de Pakistanaises sont tuées chaque année, souvent par des proches, pour avoir insulté leur « honneur ».

Lors des manifestations de femmes, beaucoup de pancartes, aux messages féministes et provocateurs, brandies par des dizaines de milliers de Pakistanaises ont choqué les esprits conservateurs. Certaines participantes ont même été menacées de viol et de meurtre.

Les organisatrices bénévoles de la marche, qui s'attendaient à des réactions, ont toutefois été surprises par leur férocité. Ce rejet « montre une montée de l'intolérance dans notre pays, qui est justement l'un des objectifs de la marche », raconte à l'AFP Lubaina Rajbhoy, une graphiste dont les pancartes ont suscité la controverse.

Reste que, grâce à la polémique, des femmes de tout le pays ont toutefois eu accès au message, remarque Lubaina Rajbhoy. « Il est important pour elles de voir qu'il y a ce groupe de femmes qui sortent de leurs maisons et manifestent. Peut-être souhaiteront-elles en être à l'avenir. »

Source : Madame Figaro

Azerbaïdjan : derrière les tours scintillantes, la pauvreté et la répression

8 avril 2019

Dans une rue bondée du centre-ville de Bakou, Gyulia Akparova se dit "fière" de la transformation spectaculaire de son pays et de sa capitale, où des gratte-ciels scintillants côtoient une vieille ville millénaire sur la mer Caspienne.

Les voix critiques dénoncent cependant un développement de façade financé par les pétrodollars, masquant une réalité de pauvreté, d'inégalités et de répression dans ce pays de 10 millions d'habitants gouverné depuis 1993 par la famille Aliev.

"Les pétrodollars ont été utilisés dans les projets d'infrastructure, qui ont été les moteurs du développement du pays", indique Natig Djafarli, économiste devenu secrétaire exécutif du parti

d'opposition Alternative républicaine (Real). "La majorité de l'argent a profité au centre de Bakou, qui a profondément changé, mais ce n'est pas le cas dans l'ensemble du pays".

L'Azerbaïdjan a connu un développement fulgurant à partir de 1995, passant de la crise qui a suivi l'éclatement de l'URSS à un taux avoisinant ou dépassant les 10% de croissance annuelle pendant dix ans.

De 2004 à 2008, la croissance a même explosé, dépassant les 20% par an sur fond d'envolée des prix du pétrole dont l'ex-république soviétique regorge dans ses sous-sols. Durant ces années fastes, le pays a entrepris une transformation de taille, développant notamment sa capitale, où des projets pharaoniques sortent de terre.

Les touristes se pressent derrière les fortifications de la vieille ville, patrimoine de l'Unesco, et le régime dépense des millions d'euros pour attirer des événements internationaux comme l'Eurovision, le Grand Prix de Formule 1 ou la finale de l'Europa League.

Le président Ilham Aliiev a largement mis en avant le développement économique de son pays lors de sa campagne pour sa réélection en 2018, soulignant l'augmentation des salaires et des pensions et indiquant vouloir "construire une économie encore plus forte".

Mais dès que l'on quitte l'hypercentre, des maisons de bric et de broc s'entassent dans des quartiers décadents. Hors de la ville, les plaines vides s'étendent à perte de vue. Des hommes vendent du poisson sur le bord des routes.

"Le gouvernement fait des efforts pour améliorer la situation sociale", concède Natig Djafarli, 46 ans. "Depuis fin 2018, la dynamique est positive, mais l'économie du pays connaît des problèmes chroniques : la dépendance du pétrole, la corruption, les monopoles".

S'ils conviennent du développement économique, opposants et ONG de défense des droits humains dénoncent un recul des libertés dans le même temps, affirmant que toute contestation provoque aussitôt une réaction sévère des autorités.

Human Rights Watch (HRW) évoque un bilan "effroyable" sur ce terrain, avec "une torture généralisée, des ingérences injustifiées dans le travail des avocats et des restrictions sur la liberté de la presse".

Classé 152e sur 180 du classement de l'ONG anticorruption Transparency International, l'Azerbaïdjan a été épinglé en 2017 par le consortium de journalistes Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP) qui a dénoncé un système de blanchiment d'argent impliquant l'élite au pouvoir, par lequel auraient transité plus de deux milliards de dollars.

Au pouvoir en Azerbaïdjan depuis 2003, à la suite de son père, le président Aliiev a été réélu en 2018 à l'issue d'un scrutin marqué selon les observateurs internationaux par de "graves irrégularités" et un manque de pluralisme.

Et si le président a gracié une cinquantaine de militants et d'opposants en mars, Ilgar Mammadov, dirigeant du parti Alternative républicaine (Real), lui-même emprisonné de 2013 à 2018 et interdit de participation à des élections jusqu'en 2026, estime qu'il reste de nombreux prisonniers politiques.

Le président Aliev s'emploie à négocier un accord renforçant les relations avec Bruxelles et "le gouvernement tente de se mettre en valeur face à l'Union européenne", estime l'opposant Mammadov. La grâce des militants et opposants en mars s'inscrit dans ce cadre. Mais "ce n'est pas un signe clair de changement".

Source : AFP

Cambodge : les nombreuses coupures d'électricité brident l'activité

6 avril 2019

Cette année, la saison chaude en Asie du sud-est s'accompagne de vagues de sécheresse parfois intenses. Du coup, au Cambodge, les centrales hydroélectriques ne peuvent pas assurer leur production habituelle.

Or, elles fournissent près de la moitié de l'électricité, dans un pays où la demande énergétique a encore augmenté de 16% en 2018. Les Cambodgiens doivent donc aujourd'hui s'accommoder de coupures de courant quasi quotidiennes.

Voilà un mois que les commerces de Phnom Penh sont paralysés à chaque coupure de courant. Pendant plusieurs heures, des restaurants se retrouvent sans frigo, des bureaux sans ordinateurs, des marchés sans ventilateurs...

Difficile d'estimer quel sera l'impact pour l'économie cambodgienne.

Des entreprises doivent acheter des générateurs.

La situation devrait néanmoins commencer à s'améliorer d'ici quelques jours, selon Keo Ratannak, directeur d'Electricité du Cambodge : « Nous allons recevoir de l'électricité venue de Thaïlande et du Laos.

Mais aussi grâce un parc solaire de 20 mégawatts qui va être raccordé. Nous allons pousser les hôtels et les grands bâtiments qui ont des générateurs à les utiliser davantage afin de soulager les petits consommateurs. »

Malgré ces mesures, c'est avec la saison des pluies que l'électricité reviendra à la normale. Pour répondre aux contraintes d'un développement économique rapide, le Cambodge doit encore renforcer et diversifier sa capacité de production énergétique.

Source : RFI

Thaïlande : un opposant à la junte inculpé pour sédition

6 avril 2019

Le riche et télégenique dirigeant d'un parti opposé à la junte au pouvoir en Thaïlande, qui avait créé la surprise lors des législatives du mois dernier, a été inculpé pour sédition samedi, une décision qui a poussé des centaines de ses sympathisants à manifester en sa faveur.

Le jeune milliardaire Thanathorn Juangroongruangkit a fondé et dirige le parti Future Forward, une formation tournée vers la jeunesse qui a récolté plus de six millions de voix lors du scrutin

du 24 mars, première élection parlementaire depuis le coup d'Etat de 2014, avec pour projet de chasser les militaires du pouvoir.

M. Thanathorn a formé une coalition anti-junte avec six autres partis d'opposition qui réclament le droit de former un gouvernement après ces élections dont les résultats complets sont attendus d'ici au 9 mai prochain.

Convoqué samedi par la police pour sédition, le dirigeant de Future Forward a dénoncé des accusations "politiquement motivées" se fondant sur une manifestation hostile à la junte remontant à 2015.

Selon son avocat, Me Krisadang Nutchart, l'opposant sera jugé par un tribunal militaire et risque jusqu'à sept ans d'emprisonnement. Il est déjà soumis à une enquête au titre de la législation thaïlandaise contre la cyber-criminalité pour la diffusion présumée de fausses informations alors qu'il critiquait la junte dans une discussion sur Facebook Live l'an dernier.

Source : AFP

Japon : deux nouveaux visas pour les travailleurs immigrés

8 avril 2019

Le Japon s'entrouvre aux immigrés pour répondre à une pénurie de main-d'œuvre sans précédent due au déclin de sa population. Une loi destinée à accueillir 345 000 travailleurs étrangers pour une durée de cinq ans est entrée en vigueur.

La majorité d'entre eux vient d'Asie du Sud-Est. C'est un tournant controversé dans un pays qui se veut homogène et reste toujours très réticent à ouvrir ses frontières aux immigrés.

Le Premier ministre Shinzo Abe est forcé d'admettre que « *les pénuries de main d'œuvre commencent à entraver la croissance économique du pays* ».

À terme, 500 000 travailleurs étrangers pourraient bénéficier de ces nouveaux visas. Le Japon emploie actuellement 1,28 million d'étrangers soit 2% des effectifs du pays.

Cette entrouverture du Japon à l'immigration était réclamée par les grandes entreprises, mais elle est critiquée par les partis d'opposition pour différentes raisons.

Les syndicats s'inquiètent avec l'arrivée de travailleurs étrangers d'une pression à la baisse des salaires, de leur intégration dans le système japonais de protection sociale, ou d'une exploitation de ces personnes.

Il existe déjà une main-d'œuvre étrangère temporaire, des dizaines de milliers de jeunes Asiatiques qui viennent au Japon dans le cadre de programmes de « formation technique ». Ils déboursent souvent l'équivalent de 6000 euros versés à des intermédiaires dans leur pays pour se rendre au Japon durant cinq ans.

Ils sont liés à un employeur exclusif. 30% d'entre eux seraient exploités.

Ces trois dernières années, 69 de ces stagiaires techniques sont décédés dans des accidents, des maladies ou des suicides.

Source : RFI

Australie-affaire Pell : des poursuites contre les médias « sans précédent »

15 avril 2019

Reconnu coupable de crimes pédophiles, le cardinal Pell, ancien numéro trois du Vatican, a été condamné à six ans de prison, dont près de quatre ans ferme.

Des médias ayant violé le blackout médiatique de trois mois, qui avait été imposé par la justice australienne aux médias sur ce procès, sont actuellement poursuivis en justice.

Vingt-trois journalistes et treize organes de presse sont poursuivis pour avoir enfreint l'interdiction de faire état du procès visant l'ex-numéro trois du Vatican.

Les médias australiens sont notamment poursuivis pour complicité d'outrage au tribunal.

Les journalistes sont passibles de cinq ans de prison et les organes de presse de 500 000 dollars australiens (316 000 euros) d'amende.

Matthew Collins, un avocat qui représentait lundi les médias lors de la première audience, a déclaré que ces poursuites étaient « *sans précédent* » dans l'histoire légale australienne.

Source : RFI

EURASIE

Inquiétudes scandinaves face à l'appétence de la Russie pour l'Arctique

17 avril 2019

Face au réveil russe, la Suède remilitarise une île de la Baltique

Après l'annexion de la Crimée, l'approche d'avions russes au plus près de l'espace aérien des pays nordiques, le brouillage de radars civils et l'observation en 2014 dans les eaux suédoises d'un sous-marin que Stockholm soupçonne d'être russe - malgré les dénégations de Moscou -, la Suède s'efforce de remplumer sa défense amaigrie depuis la fin de la Guerre froide.

Le pays a ainsi réintroduit une petite dose de conscription en 2017 et décidé de repositionner en janvier 2018 un régiment sur Gotland, île champêtre et touristique de 60.000 âmes.

Le Gotland est un avant-poste du pays scandinave situé le long d'une voie navale stratégique reliant la Baltique à la mer du Nord.

Territoire de 3.000 km² à peu près à mi-distance de la Suède et de la Lettonie - autrefois soviétique -, Gotland offre un avantage crucial dans cette région d'Europe du nord pour le contrôle du ciel et de la mer, fait valoir le ministre suédois de la Défense Peter Hultqvist.

Mais sans présence militaire, même symbolique, l'île est à la merci d'une invasion.

La Suède ne croit pas à une menace directe russe, mais estime que "la situation sécuritaire (de la région) est plus mauvaise aujourd'hui qu'il y a dix ans", confie le ministre à l'AFP.

Moscou, de son côté, fustige "le mythe d'une menace russe" en Europe et accuse les puissances occidentales de vouloir déstabiliser le continent.

"Nous avons une Russie forte dont les activités militaires sont beaucoup plus intenses que par le passé, et nous voyons ce qui se passe en Ukraine", justifie le colonel.

Pays de l'Union européenne, la Suède n'est pas membre de l'Otan mais participe régulièrement aux manœuvres de l'Alliance atlantique dans la région.

"La position officielle est aussi qu'en cas de guerre dans le pourtour Baltique, nous serons tous impliqués", prévient Robert Dalsjö, de l'Agence suédoise de recherche sur la Défense.

Dans l'Arctique russe, une base militaire symbole des ambitions de Moscou

Eau chaude, salle de sport, sauna et... soldats armés en motoneige : dans l'archipel arctique de Nouvelle-Sibérie, l'armée russe se targue d'avoir construit une base militaire des plus modernes, symbolisant les ambitions du Kremlin pour cette région riche en hydrocarbures.

Le "Trèfle du Nord", accueillant 250 soldats sur l'île de Kotelnny, au-delà du cercle polaire, doit servir de modèle pour de futures installations militaires dans l'Arctique, région stratégique pour Moscou qui ne cesse d'y renforcer sa présence, avec en ligne de mire notamment les nouvelles perspectives offertes par le réchauffement climatique.

L'Arctique est une région disputée et riche en ressources naturelles encore peu exploitées. S'y opposent les intérêts de 5 pays dont la Russie et les Etats-Unis. La Russie espère y devenir la

première puissance économique et militaire tout en profitant du réchauffement climatique et de la fonte des glaces, qui devrait ouvrir de nouvelles routes commerciales dans le Grand Nord.

Moscou parie ainsi sur le passage du Nord-Est, qui relie l'océan Atlantique à l'océan Pacifique par l'Arctique et doit simplifier pour la Russie la livraison d'hydrocarbures en Asie du Sud-Est. Les organisations écologistes s'inquiètent pour leur part des répercussions sur un écosystème extrêmement fragile.

Un Norvégien condamné à 14 ans de prison pour espionnage

Un Norvégien a été reconnu coupable d'espionnage mardi par la justice russe et condamné à quatorze ans de prison.

Frode Berg, un garde-frontière à la retraite âgé de 63 ans, avait été arrêté en décembre 2017 à Moscou.

La justice l'a condamné pour avoir glané des renseignements sur les sous-marins russes pour le compte de la Norvège. Il ne fera pas appel du verdict et demandera à bénéficier d'une grâce présidentielle. Lors d'un forum sur l'Arctique organisé la semaine dernière à Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine a semblé ouvrir la voie à cette possibilité.

La Russie entend répondre à l'activité militaire de la Norvège, qui fait partie de l'Otan

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo s'exprimait début avril à Washington à l'ouverture d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Alliance atlantique fondée il y a 70 ans.

Il a appelé ses alliés de l'Otan à s'adapter aux nouvelles formes de menaces à travers le monde, pour faire face notamment aux ambitions de la Russie, à la concurrence stratégique de la Chine, à la menace iranienne et aux migrations incontrôlées.

La Russie a accusé en février la Norvège de renforcer son activité militaire et d'accroître les risques entre les deux pays. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a expliqué que la Russie estimait que la Norvège, membre de l'Otan, participait de plus en plus à l'accroissement de la présence de l'Otan dans l'Arctique.

Zakharova a notamment pris pour exemple le projet d'aménagement cette année d'un port proche de la ville de Tromsø, dans le nord de la Norvège, qui pourra accueillir dessous-marins nucléaires.

“Contrairement à la tradition des relations de voisinage et de coopération dans l'Arctique, Oslo continue d'accroître les tensions et les risques d'une action militaire. Cela ne restera pas sans réponse”, avait-elle dit.

La Norvège, qui compte 196 km de frontières terrestres avec la Russie, s'inquiète du renforcement des capacités de l'armée russe dans la péninsule de Kola, une région abritant plusieurs bases navales et zones interdites aux civils.

La Norvège a accueilli les manœuvres de l'Otan en octobre.

Par ailleurs, la Norvège estime que la Russie demeure la menace la plus importante pour les intérêts et les entreprises norvégiennes, notamment par des tentatives d'intrusion dans des serveurs informatiques.

De son côté, la Suède effectue depuis 2015 un virage à 180 degrés sur le plan militaire. Le pays vient de rétablir le service militaire obligatoire et remilitarise l'île de Gotland, point stratégique en mer Baltique. Et pour ce pays ultra-connecté, la cybersécurité est aussi devenue une priorité nationale : la guerre se joue désormais sur la Toile, avec des cyberattaques.

Sources : Reuters, AFP, Capital, RFI, France24

Lire aussi mon article :

<https://infosplanetaires.com/themes-mondiaux/lotan-saffaiblit.html>

Explosion du nombre de viols dans les pays nordiques

9 avril 2019

Bien que figurant parmi les pays les mieux classés au monde en ce qui concerne l'égalité des genres, quatre pays nordiques (le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède) affichent des taux de viol élevés, et leur système judiciaire porte préjudice aux victimes.

Dans les pays nordiques, des législations déficientes et des mythes et stéréotypes néfastes liés au genre ont entraîné une impunité généralisée pour les auteurs de viol.

La stigmatisation sociale et le manque de confiance dans le système judiciaire dissuadent souvent les femmes et les filles de signaler les agressions.

Bien que la situation des victimes de viol ne soit pas la même dans les quatre pays nordiques, des parallèles troublants peuvent être établis parmi ceux dont le système judiciaire ignore, nie et tolère implicitement les violences sexuelles faites aux femmes.

Le viol et tout acte à caractère sexuel non consenti doivent être considérés comme des infractions pénales. Cependant, en Finlande, en Norvège et au Danemark, la loi ne définit toujours pas le viol sur la base de l'absence de consentement.

Dans ces pays, la définition actuelle dans la loi est fondée sur la violence physique, la menace ou la contrainte ou l'incapacité démontrée de la victime à se défendre, par exemple si elle est endormie ou en état d'ivresse.

La présomption tacite dans la loi ou la pratique selon laquelle une victime était consentante si elle n'a pas résisté physiquement pose de graves problèmes, car des experts ont reconnu que la « paralysie involontaire » ou la « sidération » étaient des réactions physiologiques et psychologiques très communes à une agression sexuelle.

Chaque année, environ 50 000 femmes sont victimes de violences sexuelles, notamment de viol, en Finlande.

La plupart des auteurs de ces actes ne sont jamais traduits en justice.

En Norvège, les n'ont pas pris les mesures nécessaires pour empêcher les viols et les autres formes de violences sexuelles et pour faire face aux conséquences de ces crimes. En raison de

mythes répandus et erronés sur le viol, les victimes ont des difficultés à signaler le crime à la police et à demander une aide médicale.

En 2018, la Suède a adopté une nouvelle loi relative aux crimes sexuels fondée sur le consentement, érigeant les relations sexuelles non consenties en infraction pénale et introduisant la nouvelle infraction de « viol par négligence ».

Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer toutes les retombées de ces modifications législatives, il s'agit clairement d'une avancée importante en vue de lutter contre un problème omniprésent dans la société suédoise.

Mais modifier la loi ne sera pas suffisant.

Une étude récente a démontré que près d'une personne sur dix en Suède considère que les violences liées au genre contre les femmes sont souvent provoquées par la victime elle-même. En dépit du taux élevé de viol, le taux de poursuites est très faible en Suède.

Bien trop souvent au Danemark, les cas de viol ne sont pas signalés, et même lorsque les victimes s'adressent à la police, les chances de voir des poursuites engagées et une déclaration de culpabilité prononcée sont extrêmement minces.

Parmi les 24 000 femmes qui, d'après une étude récente, ont été victimes de viol ou de tentative de viol en 2017, seules 890 ont porté plainte. Parmi ces cas, 535 ont entraîné des poursuites et seules 94 déclarations de culpabilité ont été prononcées.

Source : Le Monde

Danemark : 23 arrestations après un rassemblement anti migrants à Copenhague

15 avril 2019

La police de Copenhague a annoncé lundi l'arrestation de 23 personnes impliquées dans des échauffourées après une manifestation organisée par un islamophobe dans un quartier à forte population immigrée.

Dimanche après-midi, Rasmus Paludan, condamné pour injures racistes à une peine de prison avec sursis, avait rassemblé des sympathisants dans un quartier proche du centre de la capitale danoise.

Selon la police, il a été violemment pris à partie par un opposant, avant qu'éclatent des affrontements entre des contre-manifestants et les forces de l'ordre. Des poubelles et des vélos ont été brûlés par des opposants à Paludan - également dans d'autres endroits de Copenhague - et des pavés lancés contre des policiers qui ont répondu avec des gaz lacrymogènes.

Rasmus Paludan, un avocat et youtubeur, organise régulièrement des manifestations, rassemblant une poignée de personnes, pour exprimer son opposition à l'immigration et à ce qu'il considère être une islamisation de la société.

Source : AFP

Allemagne : l'extrême droite surfe sur l'instrumentalisation des faits divers

15 avril 2019

"Les réfugiés amènent la criminalité en ville", accuse un tract électoral : en Allemagne, l'extrême droite instrumentalise chaque fait divers impliquant des étrangers. Un moyen efficace pour distiller son discours dans un pays chamboulé politiquement par l'arrivée de plus d'un million de migrants.

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) compte lors des élections européennes répéter cette recette qui lui a permis de devenir depuis 2017 la première force d'opposition au Parlement fédéral, dans un pays où l'extrême droite était quasi inexistante depuis la Seconde Guerre mondiale.

"L'Allemagne ne peut plus accueillir de migrants", assène à l'AFP Jorg Meuthen, tête de liste AfD pour les Européennes, avant d'affirmer : "le nombre d'attaques au couteau, viols, violences contre les femmes sont proportionnellement davantage perpétrés par des personnes issues d'une culture musulmane que par des "personnes d'ici"".

Cela a commencé à l'origine avec les agressions sexuelles de dizaines de femmes lors de la nuit de la Saint Sylvestre 2015 à Cologne, attribuées pour l'essentiel à de jeunes demandeurs d'asile et qui avaient choqué le pays. Le point de départ de l'essor de l'ultradroite nationale.

Cela a continué deux ans plus tard avec l'assassinat à coups de couteau d'une adolescente allemande de 15 ans par son ex-petit ami afghan dans une droguerie de la petite ville de Kandel, près de la frontière française. Des mois durant, l'AfD locale y a organisé des manifestations pour dénoncer la politique migratoire d'Angela Merkel.

Si ces affaires criminelles sont bien avérées, d'autres sont créés de toute pièce pour alimenter un climat anxigène et dépeindre tous les demandeurs d'asile musulmans comme des tueurs ou violeurs de femmes en puissance. La police saxonne a accusé le parti de diffuser "des fake news incendiaires, infâmes et simplistes".

L'AfD comprend de nombreux partisans de la théorie du "grand remplacement", une théorie qui affirme que des "immigrés extra-européens" se substituent progressivement aux peuples européens dits "de souche". Cependant l'AfD n'est créditée que de 10 à 11% dans les derniers sondages, loin des 15% de l'automne dernier.

Source : AFP

Ukraine : la nationalisation de PrivatBank invalidée à trois jours des élections

19 avril 2019

À quelques jours du second tour de la présidentielle, un tribunal de Kiev a invalidé jeudi 18 avril la nationalisation de PrivatBank, la plus grande banque ukrainienne. Le président Petro Porochenko crie au complot de l'ancien propriétaire, Igor Kolomoïsky, soutien de son rival, Volodymyr Zelenskiy.

En décembre 2016, le gouvernement avait nationalisé PrivatBank par surprise, découvert des fraudes équivalent à cinq milliards d'euros, et déboursé la somme pour renflouer l'établissement. La validité de la nationalisation est aujourd'hui remise en cause, jusqu'à un jugement en appel.

Si elle est confirmée, l'État devra plus de trois milliards d'euros aux propriétaires. La Banque nationale a déjà averti qu'elle devra faire tourner la planche à billet, ce qui provoquera sans doute une dévaluation de la monnaie.

Petro Porochenko prend la menace au sérieux. Il a convoqué le conseil de sécurité et de défense en urgence et demande une évaluation des juges auteurs du verdict. Ces magistrats en effet ont une réputation douteuse, et le président sous-entend qu'ils ont agi sur ordre de l'oligarque Igor Kolomoïsky.

Ennemi juré du président aujourd'hui en exil en Israël, il soutient le favori des sondages Volodymyr Zelenskiy. Le comédien se défend de tout lien avec l'oligarque.

Le retour d'Igor Kolomoïsky à la tête de PrivatBank aura toutefois une influence certaine sur la politique du futur président, qu'il le veuille ou non.

Source : RFI

Ukraine : les rivaux de la présidentielle s'invectivent dans un stade avant le second tour

19 avril 2019

Face à face pour la première fois, les deux rivaux de la présidentielle en Ukraine se sont invectivés vendredi dans le plus grand stade du pays, un cadre hors norme à l'image d'une campagne dont le comédien Volodymyr Zelensky sort grand favori.

A deux jours du second tour, l'acteur de 41 ans, novice en politique mais showman professionnel, et le président sortant Petro Porochenko, 53 ans, se sont affrontés devant des milliers de supporters réunis au stade Olimpiïski.

Organisé dans les dernières heures de la campagne officielle, le rendez-vous constitue la dernière chance du président Porochenko pour tenter de combler le retard abyssal qui le sépare de l'humoriste, crédité de plus de 70% des voix dans les derniers sondages.

Après avoir multiplié les mises en garde concernant les risques posés par une plongée dans l'inconnu, il comptait mettre en avant son expérience politique, diplomatique et militaire accumulée à la tête d'un pays confronté à la pire crise depuis son indépendance en 1991.

Son arrivée au pouvoir en 2014 dans le sillage du soulèvement armé du Maïdan a été suivie de l'annexion de la péninsule de Crimée par la Russie et d'une guerre dans l'Est avec des séparatistes soutenus militairement, selon Kiev et les Occidentaux, par Moscou, qui rejette ces accusations.

Les lenteurs de la lutte anticorruption et l'impasse dans laquelle se trouve le conflit ont exaspéré les électeurs. Et sauf énorme surprise, Volodymyr Zelensky semble sur le point d'accéder à la

présidence de cette ancienne république soviétique de 45 millions d'habitants, aux portes de l'Union européenne.

"Poutine rêve d'un président novice, faible, non préparé. Plus le président ukrainien est faible, plus le président russe est fort", a insisté Petro Porochenko lors d'un meeting vendredi après-midi sur la place Maïdan de Kiev.

Mis au défi par son rival d'accepter un débat, Volodymyr Zelensky a suscité un feuilleton rocambolesque sur les modalités du rendez-vous, exigeant qu'il ait lieu dans un stade et que les deux participants passent des tests de dépistage d'alcool et de drogue.

Au-delà de sa promesse de maintenir le cap pro-occidental pris en 2014, la politique que mènerait M. Zelensky reste très floue même s'il a tenté entre les deux tours de renforcer sa crédibilité, s'entourant de conseillers plus expérimentés et rencontrant la semaine dernière à Paris le président français Emmanuel Macron.

Si Petro Porochenko est crédité par ses supporters d'avoir rapproché l'Ukraine des Occidentaux, redressé l'armée et évité une faillite de son pays, l'un des plus pauvres d'Europe, aucun haut responsable n'a été condamné pour corruption et le conflit dans l'est semble dans l'impasse.

Les accords de paix signés à Minsk début 2015 ont permis une baisse des tensions mais les combats restent quotidiens et plusieurs heures de négociations jeudi n'ont pas permis aux protagonistes de se mettre d'accord sur une trêve pour la célébration orthodoxe de Pâques le 28 avril.

Source : AFP

Ukraine : la stratégie Zelenskiy, pas de grands meetings mais Facebook

16 avril 2019

Dernière ligne droite dans l'entre-deux-tours en Ukraine, avant le vote du 21 avril. 35 millions d'électeurs sont appelés à choisir entre le président actuel, Petro Porochenko, et le comédien Volodymyr Zelenskiy. Ce dernier est le grand favori des sondages.

Il est arrivé en tête au premier tour grâce à une campagne inédite axée sur les réseaux sociaux qui a mobilisé les jeunes de 18 à 35 ans. Volodymyr Zelenskiy a snobé les journalistes, les plateaux télé, les rallyes de campagne. A la place, il est parti en tournée de spectacles, il a publié des vidéos originales et recruté plus de 500 000 volontaires en ligne.

Tout est passé par les réseaux sociaux. La conséquence la plus directe a été la mobilisation de l'électorat des 18-35 ans. Au lendemain du premier tour, Petro Porochenko a copié cette stratégie. Il a obtenu un certain succès sur ses réseaux, mais son adaptation est tardive.

Source : RFI

Caucase/Russie : en Ingouchie, un échange de territoires qui ne passe pas

10 avril 2019

Depuis plusieurs mois, l'Ingouchie est en proie à des manifestations d'une ampleur sans précédent. Un mouvement de contestation suscité par un échange de territoires contesté avec la Tchétchénie voisine.

A l'origine de ce mouvement de colère, le nouveau tracé de la frontière avec la Tchétchénie de Ramzan Kadyrov... frontière qui n'avait jamais été délimitée depuis l'éclatement de l'URSS. C'est pour régler ce différend une fois pour toutes que les autorités locales des deux Républiques se sont mises d'accord, en octobre dernier, sur un échange de territoire.

Problème, et cause de la fureur en Ingouchie : cet échange s'est fait largement en faveur de la Tchétchénie de Ramzan Kadyrov. L'Ingouchie perdrait ainsi, selon les estimations, entre 7 et 10% de son territoire. Et cette ponction passe d'autant moins bien auprès de la population ingouche que celle-ci a déjà, par le passé, subi une amputation de territoire.

« *Un tiers du territoire ingouche a déjà été donné à l'Ossétie du Nord, une République à majorité chrétienne qui se trouve à l'ouest de l'Ingouchie, rappelle Ekaterina Sokirianskaïa, spécialiste du Caucase russe et directrice du Centre d'analyse et de prévention des conflits.*

Le transfert a eu lieu sous Staline, et à l'époque la population ingouche a été massivement transférée en Asie centrale. » Traumatisme national qui marque, encore aujourd'hui, la conscience collective en Ingouchie. Pour la population locale, cet échange de territoire constitue donc un véritable camouflet.

Fin mars, un nouveau rassemblement s'est ainsi tenu à Magas, la capitale d'Ingouchie, donnant lieu à des affrontements violents entre manifestants et forces de police. Depuis cette manifestation, les médias russes ont fait état d'arrestations, de perquisitions, bref d'une reprise en main sécuritaire.

Source : RFI

En Hongrie, une curieuse banque russe s'installe à Budapest

9 avril 2019

Il s'agit de l'ancienne banque du Comecom (le système économique qui liait les pays membres du bloc soviétique) jusqu'ici basée à Moscou. Rebaptisée « International Investment bank » par Poutine, elle a pour membres, d'anciens pays socialistes (Bulgarie, Slovaquie) et des pays alliés de Moscou.

Pourquoi cette banque quitte-t-elle Moscou pour Budapest ? Selon le gouvernement Orban, il s'agit de faire de Budapest un « hub » financier qui attirera les investisseurs. Mais l'opposition s'inquiète : car la banque n'est pas obligée de respecter la réglementation bancaire hongroise et encore moins européenne.

Selon le ministre hongrois des Affaires étrangères, Péter Szijjarto, le fait que cette banque s'installe dans la capitale magyare va « renforcer la position de Budapest en tant que place financière mondiale », et offrir des opportunités aux acteurs économiques hongrois.

Avec 40 % des parts, la Russie est le premier actionnaire de cette banque dont la Roumanie, la République tchèque ou Cuba sont également membres. C'était une institution un peu dormante, Vladimir Poutine a voulu la ranimer en lui donnant un nouveau nom.

Pour la députée d'opposition, Zita Gurmai, cette banque est le cheval de Troie de Vladimir Poutine, avec la suspicion que cette banque russe va abriter un nid d'espions au cœur de l'Union européenne.

La cerise sur le gâteau, c'est que le directeur de cette banque russe est lui-même l'héritier d'une lignée d'espions du KGB.

L'actuel directeur de la banque serait lui aussi un agent russe, selon des services de renseignement occidentaux.

On se souvient que les Etats-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne avaient expulsé des dizaines d'espions russes après l'empoisonnement de plusieurs citoyens russes en Grande-Bretagne. Vladimir Poutine prendrait sa revanche en envoyant ostensiblement ses espions au cœur de l'Europe.

Source : RFI

Extinction Rebellion, ce mouvement écolo qui chamboule Londres

18 avril 2019

Ils grimpent sur les toits des métros, se collent avec de la glue aux bâtiments, bloquent des ponts... Depuis lundi, plusieurs milliers de manifestants du mouvement Extinction Rebellion perturbent le quotidien de Londres et se font arrêter par centaines.

Reconnaissables à leurs drapeaux représentant un sablier dans un cercle, pour signifier l'urgence à sauver la planète, ces militants redoutent l'extinction des espèces et comptent "paralyser" Londres jusqu'à ce que le gouvernement britannique accepte de les rencontrer.

Ils portent trois revendications : que le gouvernement "dise la vérité" sur l'état d'urgence climatique, l'élaboration d'un plan d'actions pour réduire à zéro les émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2025 et la création d'"assemblées citoyennes" qui, aidées d'avis scientifiques, se prononceraient sur des questions climatiques.

Citant volontiers Gandhi ou Martin Luther King, le mouvement mise sur une escalade de la désobéissance civile en organisant des actions radicales, mais non-violentes. Résultat : la police faisait état jeudi matin de 428 arrestations à Londres depuis lundi.

Sur son site britannique, il indique recevoir des "petits dons" de particuliers et "de plus importantes sommes" d'organisations comme Guerilla Foundation, basée à Berlin, qui a dit à l'AFP avoir offert 18.000 euros à son lancement.

Très vite, Extinction Rebellion a séduit une centaine de personnalités comme le linguiste Noam Chomsky, l'altermondialiste canadienne Naomi Klein ou l'auteure écologiste indienne Vandana Shiva, qui ont appelé à le rejoindre.

C'est ce qu'a fait l'avocate Farhana Yamin, spécialiste des affaires environnementales basée à Londres et arrêtée mardi après avoir collé sa main avec de la glue sur le sol devant le siège de l'entreprise du géant pétrolier Royal Dutch Shell.

"J'ai passé les 25 dernières années à écrire des rapports, des avis légaux (...) je pensais qu'avec le droit nous pourrions nous attaquer au changement climatique", racontait cette femme de 54 ans à la presse en février. "Mais notre système ne se fonde plus sur la raison, sur la science ou sur les gens, c'est pourquoi j'ai rejoint la rébellion".

Une insurrection pour combien de temps encore ? Si Londres est la plus affectée, Extinction Rebellion a promis de perturber 80 villes dans 33 pays pour "sa rébellion internationale", désormais prévue jusqu'au 29 avril selon son site.

Source : AFP

Le scandale des bébés volés en Angleterre

11 avril 2019

En Angleterre, des dizaines de milliers d'enfants sont arrachés à leurs parents par les services sociaux, même si ceux-ci ne disposent d'aucune preuve de maltraitance. Le documentaire "Les enfants perdus d'Angleterre", réalisé par Stéphanie Thomas et Pierre Chassagnieux, part à la rencontre de ces parents et enfants victimes d'un système abusif.

Des dizaines de milliers de familles brisées. Des enfants arrachés à leurs parents. C'est la triste réalité en Angleterre, où un grand nombre d'enfants sont séparés de leurs parents par les services sociaux, souvent pour de faux prétextes.

Dans l'émission *Le Monde en Face*, présentée par Marina Carrère d'Encausse sur France 5, le 16 avril à 20H50, le documentaire *Les enfants perdus d'Angleterre*, réalisé par Stéphanie Thomas et Pierre Chassagnieux, fait la lumière sur ces injustices qui gangrènent la société anglaise.

Depuis la mise en application du "Children Act", en 1989, au Royaume-Uni, un texte de loi qui place la protection de l'enfance au-dessus de tout et donne les pleins pouvoirs aux travailleurs sociaux, la probabilité de "maltraitance dans le futur" est évoquée.

Ainsi, même lorsque la justice ne possède aucune preuve pour condamner les parents, ceux-ci peuvent se voir retirer leurs enfants, qui sont ensuite confiés à l'adoption ou placés dans des foyers d'accueil.

Certaines futures mères sont même menacées par les travailleurs sociaux avant même leur accouchement et sont soupçonnées "de maltraitance future" en raison des antécédents de leurs propres parents ou d'une situation économique délétère par exemple.

Ce système abusif a fait des milliers de victimes, dont certaines ont tragiquement trouvé la mort. C'est le cas de Rebecca, qui **s'est pendue à 16 ans**, opprimée par la solitude et le manque de sa famille. La question des **violences sexuelles en foyer d'accueil** est également abordée, à travers des témoignages glaçants.

Source : *Le Journal des femmes*

Le report du Brexit évite une "issue terrible", affirme Lagarde (FMI)

11 avril 2019

Le report de six mois de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne évite "l'issue terrible" d'un divorce sans accord qui aurait encore aggravé les difficultés d'une économie mondiale en voie de ralentissement, a affirmé jeudi la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI).

Pour autant, cet arrangement va prolonger les incertitudes et ne résoudra pas les problèmes entre Londres et l'UE, a souligné Christine Lagarde lors d'une conférence de presse à Washington à l'occasion des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

Les chefs d'Etat et de gouvernements européens ont convenu dans la nuit de mercredi à jeudi de reporter au 31 octobre la date du Brexit, mais sans livrer de certitudes sur ses modalités ni même sur une date précise.

"Au moins le Royaume-Uni ne part pas le 12 avril sans accord. Cela laisse du temps pour la poursuite des discussions entre les différentes parties impliquées au Royaume-Uni. Cela permet probablement aux agents économiques de mieux se préparer à toutes les éventualités (...) pour tenter d'assurer leur avenir", a déclaré la patronne du FMI.

Le Brexit est l'un des nombreux risques économiques qui a amené le FMI à abaisser cette semaine sa prévision de croissance mondiale à 3,3% pour cette année, le niveau le plus bas depuis 2016, avant une légère accélération attendue à 3,6% en 2020.

Source : Reuters

Des Hongrois lancent à Londres une agence de presse pro-Orban

9 avril 2019

Un groupe d'hommes d'affaires et d'hommes politiques hongrois proches du Premier ministre Viktor Orban a déposé à Londres les statuts d'une agence de presse qui couvrira principalement l'actualité des pays d'Europe centrale et orientale et donnera un point de vue "conservateur et de droite" sur l'actualité.

Cette nouvelle société, baptisée V4NA, a été enregistrée dans la capitale britannique le 31 décembre 2018 par l'ambassadeur de Hongrie à Londres, Kristof Szalay-Bobrovniczky, montrent les statuts.

L'essentiel de son contenu, diffusé en anglais et hongrois dans un premier temps, est payant. Mais les titres consultables gratuitement en donnent une idée : "Un migrant tue sa femme convertie au christianisme" ou "L'immigration est une guerre de cultures et de civilisations".

Les associés d'Orban ont pris le contrôle d'un grand nombre de médias au cours des dernières années et son parti de droite conservatrice et nationaliste, le Fidesz, a pris le contrôle total des médias publics en Hongrie.

Source : Reuters

Le crime organisé, principale menace pour la sécurité en Europe

17 avril 2019

Le crime organisé constitue la principale menace pour la sécurité de l'Europe, loin devant le terrorisme et la migration. C'est l'une des conclusions de la conférence qui s'est tenue ce mardi 16 avril à La Haye, organisée conjointement par Europol, l'agence européenne de coopération entre les polices criminelles et l'agence italienne anti-mafia.

La vague d'attaques terroristes et l'importante crise migratoire en Europe avaient éclipsé ces dernières années le crime organisé, qui constitue pourtant la plus grande menace sécuritaire en Europe.

En premières lignes parmi les plus puissantes et les plus violentes, on retrouve les mafias italiennes, la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta, et la Camorra, les mafias albanaises et d'Europe de l'Est, ainsi que les gangs de motards.

Mais les agences européennes notent également une présence de plus en plus importante de groupes asiatiques, africains et sud-américains qui brassent chaque année pas moins de 110 milliards d'euros.

Un réseau opérationnel baptisé Onnet, lancé en novembre dernier, devrait permettre une meilleure coopération entre les polices ainsi que le déploiement d'unités d'enquêtes spécialisées dans les pays membres d'Europol.

Source : RFI

Salvini : le chaos en Libye accentue le risque d'"infiltration terroriste"

17 avril 2019

Le chaos en Libye consécutif à l'offensive lancée par les forces du maréchal Khalifa Haftar sur Tripoli a accentué le risque d'"infiltration terroriste" à bord des bateaux utilisés par des migrants pour tenter de rallier l'Italie, a déclaré mercredi le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini.

"L'infiltration terroriste islamiste n'est plus un risque, c'est devenu une certitude : il est par conséquent de mon devoir de réaffirmer qu'aucun accostage ne sera autorisé sur les côtes italiennes", a dit à la radio le co-vice-président du Conseil et dirigeant de la Ligue.

D'autre part, craignant de nouvelles vagues de réfugiés, le président du Conseil, Giuseppe Conte, a reçu le bras droit du chef du gouvernement libyen officiel et le ministre des Affaires étrangères du Qatar, qui soutient ce dernier. Objectif : faire jouer à l'Italie un rôle de médiateur pour trouver une solution « non militaire », en mesure d'éviter une guerre civile totale.

Sources : Reuters, RFI

Comment le Qatar finance l'islam de France

17 avril 2019

C'est un document exceptionnel. Les deux journalistes Christian Chesnot (France Inter) et Georges Malbrunot (Le Figaro) ont mis la main sur les comptes détaillés d'une ONG qatarienne, Qatar Charity, dont l'une des missions est d'aider les communautés musulmanes sur le Vieux Continent.

Leur livre, « Qatar Papers », qui fourmille de documents comptables, recense d'innombrables projets sur le sol français (mosquées, écoles, associations, etc.) directement financés par cette ONG liée à l'émir.

Tels des détectives, les auteurs racontent comment le richissime émirat participe à la bataille d'influence religieuse qui se joue en Europe entre les pays du Maghreb, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Koweït.

Ils insistent aussi sur l'« idéologie » diffusée par le Qatar, qui encourage depuis toujours les Frères musulmans, cette confrérie islamique aux conceptions conservatrices qui renforce le communautarisme.

« Forts d'à peine mille membres, ils ne vont pas prendre le pouvoir en France. Ils ne sont pas non plus impliqués dans des activités terroristes, et ils coopèrent au contraire souvent avec les services du ministère de l'Intérieur pour démasquer les dérives radicales. Mais leur objectif à terme est clair : adapter le droit commun à leur conception de l'islam. »

Source : Le Point, Romain Gubert

Notre-Dame de Paris ravagée par un incendie, émotion planétaire

15 avril 2019

La flèche et la toiture de la cathédrale Notre-Dame de Paris, joyau de l'art gothique et emblème de la capitale française, se sont effondrées lundi soir sous l'effet d'un violent incendie, soulevant une vague d'émotion dans le monde entier.

Le sinistre, dont la cause n'était pas connue dans l'immédiat, a poussé le président Emmanuel Macron à reporter une intervention télévisée très attendue prévue à 20h00. Il s'est rendu sur place, sur l'île de la Cité, en compagnie de son épouse et du Premier ministre, Edouard Philippe.

Visitée par plus de 13 millions de personnes chaque année, ce monument dont la construction remonte au XIIe siècle était en réfection, un de ses flancs étant en particulier couvert d'échafaudages.

Le feu s'est déclaré peu avant 19h dans les combles. Quelque 400 pompiers ont été mobilisés, de même que des hélicoptères et deux vedettes chargées d'alimenter les engins avec l'eau de la Seine. Un pompier a été légèrement blessé, selon un porte-parole.

Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour déterminer les causes de la catastrophe.

Des centaines de personnes ont assisté à cette scène inédite dans l'histoire de Paris depuis les ponts et les rues proches de la Seine qui coule au pied de la cathédrale, héroïne d'un roman éponyme de Victor Hugo (1832) et classée au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1991.

L'incendie a provoqué "choc et tristesse" au Vatican, a dit son porte-parole, Alessandro Gisotti. L'émotion était également forte dans les messages postés sur les réseaux sociaux, en provenance du monde entier.

Source : Reuters

La France doit agir vite pour résoudre la crise du logement et des sans-abris, alerte une experte de l'ONU

12 avril 2019

Connue comme le berceau des droits de l'homme, la France révèle toute une série de contradictions dans la mise en œuvre du droit au logement, du droit à une vie exempte de sans-abrisme et d'expulsions forcées. C'est ce qu'affirme une experte de l'ONU en matière de droits de l'homme.

« Je suis impressionnée par le fait que la France ait repris dans son droit interne le droit au logement, ce qui constitue un exemple en Europe. Malheureusement, le système ne fonctionne pas aussi efficacement qu'il le devrait, » a affirmé Leilani Farha, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit au logement.

Les juges peuvent ordonner l'octroi d'un logement dans les six mois mais dans la plupart des grandes villes, beaucoup de décisions judiciaires ne peuvent être mises en œuvre faute d'un stock suffisant de logements sociaux disponibles.

« La France étant la sixième économie mondiale, il est inacceptable que le sans-abrisme soit parvenu à une telle situation de crise et que beaucoup de gens meurent dans la rue », a affirmé l'experte de l'ONU.

Le gouvernement français a fait part de son engagement de changer cette situation et a indiqué que 70 000 personnes avaient pu être relogées de manière permanente cette année. Les associations estiment qu'actuellement, 200 000 personnes sont sans abris dans le pays.

Mme Farha a mentionné qu'une ligne téléphonique d'urgence, disponible sept jours sur sept, 24 heures sur 24, mise en place par le gouvernement français permet d'octroyer un abri d'urgence aux sans-abris mais il est débordé d'appels. A l'heure actuelle, des chambres d'hôtel sont utilisées pour accueillir des familles sans abri.

Même si ces chambres sont conçues comme des abris d'urgence, les familles finissent par y vivre pendant des mois, parfois des années sans perspective d'accès à un logement permanent. Bien souvent ces chambres sont dépourvues de toilettes individuelles, de cuisine, de buanderie et de salle de jeux pour les enfants.

Elles sont très humides, présentent des moisissures et sont infestées d'insectes ; de telles conditions de vie sont entièrement incompatibles avec les normes relatives aux droits de

l'homme. Leilani Farha s'est également dit « profondément préoccupée » par les conditions de vie difficiles dans les bidonvilles, les campements et les squats.

« A Toulouse, j'ai visité un bâtiment de bureaux vacants où vivent près de 300 migrants, dont de nombreux enfants. Ce bâtiment est surpeuplé, ne dispose d'aucune cuisine et le système d'assainissement y est congestionné. Les insectes y pullulent ».

Source : ONU

Paris envoie une délégation en Chine pour reconquérir les touristes inquiets

12 avril 2019

Les touristes les plus dépensiers sont en recul dans la capitale française, dû au ralentissement de la Chine et au mouvement des « gilets jaunes ». Mais une délégation de professionnels du secteur et de la mairie de Paris a tenté de séduire les tour-opérateurs chinois lors d'un déplacement dans l'Empire du Milieu.

Plus d'une vingtaine d'opérateurs touristiques français sont en tournée dans trois mégapoles chinoises - Shanghai, Chengdu et Pékin -, avec l'objectif de rassurer leurs partenaires commerciaux sur la qualité de l'accueil à Paris. Car en février 2019, la capitale française a enregistré une baisse de 21% des arrivées chinoises aux aéroports.

Les touristes chinois s'interrogent aussi sur les paiements avec "we chat" dans les magasins. Ces paiements électroniques à partir des téléphones portables sont généralisés en Chine. Ils seraient un plus non seulement en matière de sécurité, assurent les professionnels du secteur, mais également en termes d'attrait pour la clientèle chinoise.

Source : RFI

Feu vert de Strasbourg à la protection des lanceurs d'alerte

16 avril 2019

Le Parlement européen a définitivement adopté mardi un projet de directive sur la protection des lanceurs d'alerte qui ne pourront être condamnés ou sanctionnés lorsqu'ils dénoncent les activités illégales ou dangereuses d'une entité publique ou privée.

Le texte, qui s'applique tant aux lanceurs d'alerte qu'à ceux qui les informent, a déjà fait l'objet d'un accord de principe entre le Parlement et le Conseil européen – les gouvernements - et doit encore être adopté formellement par ce dernier. Il entrera en vigueur d'ici deux ans.

La directive sur les lanceurs d'alerte contrebalance celle sur le secret des affaires, adoptée en 2016, qui protège les entreprises contre le vol ou la divulgation de leurs données lorsqu'aucun motif d'intérêt public ne le justifie.

Parmi les événements qui ont conduit le Parlement européen à demander à la Commission européenne de légiférer sur les lanceurs d'alerte figure le scandale Luxleaks, qui a révélé en 2014 les accords confidentiels conclus entre des multinationales et des Etats membres de l'UE, dont le Luxembourg, pour réduire leurs impôts.

Raphaël Halet et Antoine Deltour, deux anciens employés du cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers qui étaient à l'origine de ces fuites dans la presse, ont été condamnés par la justice luxembourgeoise. Seul le second a vu cette condamnation annulée en cassation.

Source : Reuters

Le Parlement européen valide la baisse de 30% du CO2 pour les camions

18 avril 2019

Le Parlement européen a définitivement adopté jeudi le projet de règlement qui imposera une réduction de 30% des émissions de dioxyde de carbone (CO2) pour les camions et les autocars neufs d'ici à 2030.

Un objectif intermédiaire de moins 15% est fixé pour 2025.

Il s'agit de la première réglementation européenne relative aux émissions de CO2 des véhicules lourds. Le trafic des poids lourds représente environ 6% des émissions de CO2 dans l'Union européenne et 27% des émissions dues au trafic routier, selon les chiffres de la Commission européenne.

Source : Reuters

Pays-Bas : Shell devant un tribunal pour « inaction climatique »

17 avril 2019

Shell comparait mercredi 17 avril devant un tribunal néerlandais. Début avril, une demi-douzaine d'ONG de défense de l'environnement a déposé une action de groupe contre le pétrolier pour « *inaction climatique* », et non-respect de l'Accord de Paris sur le climat. Aux côtés de ces associations, 17 000 Néerlandais se sont portés partie civile.

Parmi les ONG, l'antenne néerlandaise des Amis de la terre, et Greenpeace. « *Actuellement, il y a un vide juridique. Les États ont l'obligation de réduire leurs émissions, mais les compagnies mondiales, qui peuvent être plus grosses que certains États, n'ont aucune obligation.*

Nous attendons de la justice qu'elle comble ce vide juridique en condamnant Shell à adapter sa politique économique aux accords de Paris sur le climat », explique Kees Kobbe, chargé de campagne sur les questions climatiques et énergétiques de Greenpeace dans le pays.

Il espère qu'avec cette assignation à comparaître, Shell sera légalement contraint de réduire ses investissements dans l'énergie fossile. « *Nous poursuivons Shell aux Pays-Bas car c'est une entreprise anglo-néerlandaise, et parce qu'il y a un précédent important aux Pays-Bas.*

Dans une affaire précédente, la justice a ordonné au gouvernement de réduire ses émissions de CO2. Par conséquent, nous espérons qu'elle va aussi ordonner à Shell de réduire ses émissions », poursuit l'humanitaire.

Il assure : « *Les conséquences de cette affaire seraient énormes ! Shell a des activités partout dans le monde. Cela signifierait que toutes les compagnies pétrolières doivent réduire leurs émissions.* »

Le géant pétrolier est responsable de 1,7% de toutes les émissions de gaz à effet de serre entre 1988 et 2015, selon une étude publiée il y a deux ans sur les 100 entreprises les plus polluantes. Shell fait également partie des cinq grandes sociétés pétrolières et gazières qui ont dépensé plus d'un milliard de dollars en lobbying contre la législation sur le climat depuis l'Accord de Paris.

Source : RFI

Dieselgate : l'ex-PDG de Volkswagen inculpé de fraude en Allemagne

15 avril 2019

L'Allemagne a fait un pas de plus en direction d'un procès pénal sur le scandale VW. L'ancien PDG du groupe, Martin Winterkorn, a été inculpé, lundi 15 avril, à Braunschweig pour fraude grave, violation de la loi contre la concurrence déloyale et abus de confiance.

Cinq personnes ont été mises en accusation. L'ancien PDG Martin Winterkorn est accusé de ne pas avoir divulgué aux autorités et **clients en Europe** et aux États-Unis les manipulations des moteurs diesel dont il était au courant depuis, au plus tard, mai 2014. Les quatre autres accusés sont d'anciens membres de la direction du groupe.

Le procureur de Braunschweig a enquêté pendant des années pour en arriver là. L'acte d'accusation cherche à démontrer sur 692 pages que Winterkorn et ses coaccusés auraient décidé de ne pas dénoncer les irrégularités dont ils étaient informés.

Les faits portent sur la période 2006-2015. Les cinq hommes auraient agi délibérément afin ne pas nuire aux résultats du groupe et donc à leur bonus.

C'est la première fois que des dirigeants de VW sont inculpés en Allemagne. Mi-mars, les autorités boursières allemandes avaient, elles, porté plainte contre Winterkorn aux États-Unis.

Source : RFI

Daimler à nouveau soupçonné d'avoir truqué des tests d'émissions de CO2

14 avril 2019

Le constructeur automobile est visé par une enquête des autorités de régulation allemandes, qui le soupçonnent d'avoir installé un logiciel de trucage sur son modèle Mercedes-Benz GLK 220 CDI.

Le journal allemand *Bild am Sonntag* a dévoilé dimanche 14 avril le lancement d'une enquête de la part de l'agence allemande de l'automobile, KBA. L'entreprise aurait installé un logiciel de trucage des émissions de CO2 sur des automobiles. Le logiciel incriminé réduit les émissions de particules nocives des véhicules durant la période des tests.

Mais une fois sur la route, quantité d'émissions nocives au-dessus des limites réglementaires sont dégagées.

L'autorité allemande avait déjà ordonné en 2018 à Daimler de rappeler 700 000 véhicules dans le monde, dont 280 000 en Allemagne pour l'installation de logiciels illégaux.

Le constructeur, qui a fait appel de cette décision, est en outre menacé depuis février de sanctions financières dans le cadre du scandale du « dieselgate ».

Ces enquêtes font suite à l'admission par Volkswagen, en 2015, du trucage de 11 millions de ses véhicules, dont 2,4 millions vendus en Allemagne.

Source : RFI

Réchauffement climatique et mondialisation font le lit des maladies tropicales en Europe

15 avril 2019

Chikungunya en Italie, dengue sur la Côte d'Azur... Et un jour en Scandinavie ? L'Europe doit se préparer à des épidémies jusqu'ici réservées aux régions tropicales, préviennent des chercheurs, même si le rythme et l'ampleur de cette expansion restent difficile à prévoir.

"Encouragées par le changement climatique, les voyages et le commerce international, les épidémies de maladies vectorielles (transmises par des insectes tels que les moustiques ou les tiques, NDLR) vont se développer pour toucher une grande partie de l'Europe dans les décennies à venir", soulignent-ils, à l'occasion d'un Congrès à Amsterdam.

Tous les pays du pourtour méditerranéen sont déjà concernés, note Giovanni Rezza, directeur du département maladies infectieuses à l'Institut supérieur de la santé à Rome, interrogé par l'AFP.

L'événement récent le plus préoccupant est l'épidémie de chikungunya qui a frappé l'Italie à l'été 2017, avec "plus de 400 cas", et "une défaillance dans le diagnostic précoce", puisque la maladie n'a été identifiée par les pouvoirs publics qu'au bout de plusieurs semaines, favorisant l'infection de nouvelles personnes, souligne le chercheur.

Les travaux présentés par Jan Semenza, du Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (CEPCM), montrent également une extension du territoire des tiques, responsables de certaines encéphalites virales et de la maladie de Lyme.

De même, la mouche des sables ou phlébotome, principal vecteur de la maladie parasitaire leishmaniose, pourrait trouver des conditions climatiques favorables à son installation en France, en Allemagne et dans le sud du Royaume-Uni d'ici 2060.

Source : AFP

La Grèce s'affranchit en remboursant le FMI par anticipation

15 avril 2019

Un remboursement anticipé des prêts du Fonds monétaire international (FMI) est un important pas en avant pour la Grèce, qui va créer des conditions favorables à son économie, a déclaré lundi le Premier ministre Alexis Tsipras.

Selon une source proche du dossier, Athènes compte demander cette semaine au Mécanisme européen de stabilité (MES) l'autorisation de rembourser par anticipation des prêts du FMI qu'elle juge trop coûteux.

Athènes veut rembourser 3,7 milliards d'euros au FMI, a ajouté la source. Le MES, fonds d'aide de la zone euro, devrait être remboursé d'un montant équivalent, conformément aux conditions de l'aide versée à la Grèce, mais il est probable qu'il renoncera à ce droit.

Les prêts du FMI concernés arrivent à échéance cette année et en 2020, a dit une deuxième source à Reuters. "Cela veut dire que le FMI restera observateur du programme de surveillance post-renflouement de la Grèce", a expliqué celle-ci.

La Grèce, le pays le plus lourdement endetté de la zone euro au regard de la taille de son économie avec une dette équivalente à 180% du produit intérieur brut (PIB) annuel, doit rembourser un total de 9,3 milliards d'euros de prêts au FMI d'ici 2024.

La Grèce a fait l'objet de trois programmes d'aide internationaux depuis 2010, d'un montant total combiné de 280 milliards d'euros. Le dernier de ces programmes a pris fin en août 2018 et Athènes a lancé depuis deux appels au marché couronnés de succès.

La Bourse d'Athènes a fini en hausse de plus de 1%.

Source : Reuters

Fraude aux fonds européens : le Premier ministre tchèque dans le collimateur

17 avril 2019

La police tchèque recommande la mise en accusation du Premier ministre, le milliardaire Andrej Babis, pour son implication dans une fraude aux subventions européennes d'un montant de deux millions d'euros, a annoncé mercredi un porte-parole.

"L'enquête est terminée et le dossier complet a été soumis au procureur de la République avec une proposition de mise en accusation", a déclaré à l'AFP Ales Cimbala, porte-parole du parquet de Prague.

Deuxième homme le plus riche du pays, M. Babis, 64 ans, a été inculpé en 2017 dans une affaire de détournement présumé de fonds européens remontant à 2007-2008 et liée à son complexe hôtelier Nid de Cigogne. Il risque entre cinq et dix ans de prison, selon M. Cimbala.

Son mouvement populiste ANO dirige un gouvernement de coalition minoritaire avec les sociaux-démocrates. Il bénéficie également du soutien tacite des communistes, une première dans l'histoire du pays post-communiste.

L'an dernier, le gouvernement avait survécu à un vote de confiance demandé par l'opposition, après que les médias eurent déclaré que les assistants de M. Babis avaient emmené son fils, Andrej Babis Jr., en Crimée, annexée par la Russie, pour l'écartier de l'enquête sur cette affaire.

M. Babis, propriétaire d'un holding Agrofert, dirige également deux grands quotidiens et la principale radio du pays.
Malgré tout, son parti ANO est largement en tête dans les sondages.

Source : AFP

Serbie : la contestation contre le président Vucic se poursuit à Belgrade

13 avril 2019

Des dizaines de milliers de personnes étaient dans la rue à Belgrade, samedi 13 avril, pour une manifestation organisée par l'opposition au président Aleksandar Vucic. Le rassemblement a eu lieu entre le Parlement et la mairie de Belgrade, bâtiments dans lesquels les députés et l'équipe municipale étaient présents.

Depuis 20 semaines consécutives ont lieu dans toute la Serbie des manifestations contre le régime du président Aleksandar Vucic. Mais cette fois la mobilisation prend une autre forme, puisque l'opposition avait appelé à un unique grand rassemblement dans la capitale.

Novi Sad, Požega, Bor ou Kragujevac, c'est en effet de toute la Serbie que sont venus plus de 50 000 manifestants pour dénoncer la dérive autoritaire du président Aleksandar Vučić, rapporte notre correspondant à Belgrade Simon Rico.

Le mot d'ordre reste le même : le respect des principes démocratiques, avec des élections non truquées et des médias libres, comme l'explique Srdjan, l'un des membres du collectif citoyen 1 sur 5 millions à l'origine du mouvement.

Source : RFI

RELATIONS INTERNATIONALES

Commerce : Feu vert des membres de l'UE aux négociations avec les USA

15 avril 2019

Les Etats membres de l'Union européenne ont donné leur accord définitif à l'ouverture de négociations commerciales avec les Etats-Unis, lundi, malgré l'opposition de la France à cette initiative.

La commissaire à la Concurrence, Cecilia Malmström, s'est dite convaincue de pouvoir parvenir à un accord avec Washington avant la fin du mandat du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, le 31 octobre prochain.

La Commission, qui coordonne la politique commerciale des Vingt-Huit, veut entamer des négociations avec l'administration Trump avec deux objectifs : obtenir une baisse des droits de douane sur les produits industriels, et faciliter la tâche des entreprises qui doivent démontrer que leurs produits respectent les normes européennes ou américaines.

Emmanuel Macron avait fait savoir lors du sommet européen qui s'est tenu mercredi à Bruxelles que Paris refuserait l'ouverture de ces négociations, en invoquant le chantage exercé par Donald Trump et sa décision de retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat.

Selon des diplomates, l'Allemagne est à l'inverse pressée de voir les négociations démarrer pour tenter de mettre ses constructeurs automobiles à l'abri d'une hausse des droits de douane aux Etats-Unis, dont Donald Trump a plusieurs fois brandi la menace.

Jean-Claude Juncker a réussi à conclure une trêve avec le président américain à ce sujet en juillet dernier, mais Donald Trump a récemment montré de nouveaux signes d'impatience. Les exportations de voitures et de pièces détachées par les constructeurs allemands représentent plus de la moitié de l'ensemble des exportations européennes dans ce secteur.

La Commission a en revanche assuré qu'elle ne discuterait pas des droits de douane et autres barrières commerciales dans le domaine de l'agriculture, un chiffon rouge pour la France et d'autres pays européens mais une exigence de l'administration Trump qui voudrait ouvrir davantage le marché communautaire à sa production.

Source : Reuters

La Chine courtise les pays d'Europe de l'est, et cherche à rassurer l'UE

12 avril 2019

Le Premier ministre chinois a rencontré vendredi en Croatie les dirigeants d'Europe centrale et orientale dans l'objectif de développer les échanges, tout en assurant que son pays était prêt à ouvrir davantage son économie, un sujet sensible pour Bruxelles.

La ville côtière de Dubrovnik, la "perle de l'Adriatique", accueillait le 8^e sommet des "16"1", devenu "17"1" car la Grèce a décidé de rejoindre cette plateforme pour les investissements de Pékin dans 17 pays d'Europe de l'est et centrale.

Ce groupement est regardé avec inquiétude par l'Europe de l'ouest, qui redoute une tentative chinoise pour diviser l'Union, ce qu'a démenti le Premier ministre chinois Li Keqiang. L'Europe orientale est une composante essentielle du projet chinois de "nouvelles routes de la soie".

Ce projet pharaonique lancé par Pékin en 2013 prévoit des investissements mondiaux de plus de 1.000 milliards de dollars dans des infrastructures routières, ferroviaires et maritimes pour permettre l'acheminement des exportations chinoises.

La Chine a par le passé annoncé une ligne de crédit de 10 milliards de dollars et un fonds de trois milliards de dollars d'investissements en Europe centrale et orientale. Jusque-là, le bilan est mitigé : certains grands projets sont en cours de construction, mais des investissements promis ont été reportés ou annulés.

Le sommet de cette année survient quelques jours seulement après une rencontre importante entre le Premier ministre chinois et l'UE, qui réclame des relations commerciales plus équilibrées avec le géant asiatique, désormais qualifié de "rival systémique".

Mardi à Bruxelles, la Chine a promis d'ouvrir un peu plus son économie dans une déclaration commune avec l'Union saluée comme "une percée" par les Européens, qui restent cependant prudents.

Certains pays européens, comme la France et l'Allemagne, s'inquiètent de plus en plus du projet de "nouvelles routes de la soie", particulièrement depuis que le gouvernement populiste italien est devenu le premier membre du G7 à le rallier.

La Chine était en 2018 le premier importateur dans l'UE et la deuxième destination des produits européens à l'exportation. La balance commerciale est largement bénéficiaire aux Chinois : "184 milliards d'euros, selon les chiffres de la Commission.

Source : AFP

Pékin promet un "traitement équitable" aux entreprises européennes

5 avril 2019

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a promis à l'Union européenne que les compagnies étrangères en Chine ne seraient plus contraintes de partager leurs savoir-faire sensibles pour s'implanter dans le pays et il s'est déclaré prêt à s'attaquer au dossier des subventions publiques à l'industrie.

Ces engagements, formulés par le chef du gouvernement chinois à l'occasion du sommet annuel UE-Chine à Bruxelles, ressemblent à ceux que Pékin a déjà fournis aux Etats-Unis. Ils signalent une possible ouverture du marché chinois que convoitent depuis longtemps les entreprises européennes.

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, s'est réjoui de ces promesses, y voyant un tournant dans les relations. Il a souligné que pour la première fois, la Chine avait accepté

d'entamer des discussions sur la réforme des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), "une priorité pour l'Europe".

La Chine a également convenu de répondre aux inquiétudes de l'UE concernant les subventions publiques chinoises à l'industrie. "Les deux parties vont intensifier leurs discussions avec l'objectif de renforcer les règles internationales sur les subventions à l'industrie", ont déclaré les deux parties dans la déclaration de clôture du sommet.

L'UE est le premier partenaire commercial de la Chine et elle-même est le second marché des biens et services européens, après les Etats-Unis. Mais Bruxelles est exaspérée de la lenteur avec laquelle la Chine ouvre son marché aux entreprises étrangères, voit d'un mauvais œil une multiplication des OPA chinoises dans des secteurs économiques vitaux.

Le mois dernier, la Commission européenne a défini un plan d'action en dix points, qui devrait permettre une coopération accrue dans des domaines tels que le changement climatique, mais qui exige une meilleure réciprocité, notamment sur l'accès des entreprises de l'UE aux marchés publics chinois.

Source : Reuters

Mnuchin dit espérer que les négociations USA-Chine touchent à leur fin

14 avril 2019

Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a déclaré samedi que les Etats-Unis et la Chine effectuaient des progrès dans leurs négociations commerciales et a dit avoir espoir que les deux camps se rapprochaient de leur ultime cycle de discussions.

Le secrétaire américain au Trésor a précisé que l'accord, composé de sept chapitres, comporterait un "mécanisme d'application pour les deux parties" qui pourrait entraîner des sanctions pour la Chine comme pour les Etats-Unis en cas de manquement.

Négociateurs américains et chinois ont bouclé leur dernière session de discussions en face à face au niveau ministériel il y a huit jours à Washington. Propriété intellectuelle, transferts forcés de technologies, piratage informatique, barrières tarifaires et non-tarifaires, agriculture, secteur des services et mécanisme d'application ont été abordés lors des discussions.

Source : AFP

L'Inde va investir 13 milliards de dollars dans l'énergie en Bolivie

7 avril 2019

Il y a quelques jours le président indien, Ram Nath Kovind, était en visite en Bolivie, où l'Inde va bientôt ouvrir une ambassade, mais surtout pour y faire des affaires : rencontre avec des entrepreneurs, crédits de plusieurs millions de dollars...

Mais ce qui intéresse particulièrement le pays asiatique ce sont les hydrocarbures. La Bolivie possède de véritables trésors souterrains et l'Inde est prête à les acheter.

13 milliards de dollars, c'est la somme qu'aurait promise le président indien à la Bolivie pour investir dans les hydrocarbures du pays andin.

Le sous-sol bolivien attire les convoitises. L'Inde a notamment signé un protocole d'accord avec la Bolivie pour l'achat de gaz naturel et l'industrialisation du lithium.

Jusqu'ici la Bolivie d'Evo Morales fait très attention à ce que ses précieuses ressources ne tombent pas entre des mains étrangères.

La Bolivie veut elle-même pouvoir maîtriser l'extraction et la gestion de ces matériaux. Le chef de l'État est cependant plus enclin à passer des accords avec des puissances émergentes, comme l'Inde par exemple.

Source : RFI

AMERIQUES

Loin du "Game Over", les démocrates jurent de poursuivre la bataille contre Trump

19 avril 2019

Triomphant, Donald Trump a proclamé jeudi la fin d'une "chasse aux sorcières" après la publication des conclusions du dossier russe. Pas si vite, ont rétorqué les démocrates en promettant de continuer à enquêter sur le président républicain, à la conduite "malhonnête" et "immorale".

Après 22 mois d'enquête sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016, le procureur spécial Robert Mueller a conclu qu'il n'y avait pas eu entente entre l'équipe du républicain Donald Trump et Moscou, dans son rapport publié jeudi.

Mais si M. Trump a crié victoire, s'estimant totalement exonéré, ces conclusions ne l'ont en revanche pas blanchi des soupçons d'entrave à la justice. Un point que les démocrates se sont empressés de saisir.

Forts de leur majorité à la Chambre des représentants, les démocrates disposent du pouvoir de lancer des enquêtes parlementaires, d'assigner des témoins à comparaître et de réclamer des documents.

"Le rapport Mueller met en évidence des preuves inquiétantes montrant que le président Trump a fait entrave à la justice", a renchéri Jerry Nadler, chef de la commission judiciaire. Selon le sénateur et candidat démocrate à la présidentielle, Bernie Sanders, "Le Congrès doit continuer à enquêter sur la conduite de Trump et toute tentative étrangère d'influencer nos élections".

Dans le cadre de ces enquêtes, les démocrates ont demandé au procureur Mueller de témoigner devant la Chambre des représentants d'ici le 23 mai. L'administration Trump a déclaré qu'elle ne s'y opposerait pas.

Objet de toutes les critiques des démocrates pour sa gestion de la publication du rapport, le ministre de la Justice, Bill Barr, se retrouvera sur le gril du Congrès le 2 mai.

La tentaculaire enquête russe a empoisonné plus de la moitié du mandat de Donald Trump sans toutefois faire basculer l'opinion des électeurs.

Candidat à sa réélection en novembre 2020, le président jouit d'un taux de popularité de quelque 90% chez les républicains.

En face, près d'une vingtaine de candidats se disputent l'investiture démocrate.

Source : AFP

Lire aussi mon article :

<https://infosplanetaires.com/themes-mondiaux/les-actions-contre-donald-trump-se-poursuivent-aux-usa.html>

L'Equateur accuse Assange d'avoir voulu créer un centre d'espionnage

15 avril 2019

Le président équatorien Lenin Moreno accuse le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, d'avoir cherché à transformer l'ambassade d'Equateur à Londres en centre d'espionnage. Le dirigeant équatorien justifie la révocation du droit d'asile accordé il y a sept ans à Julian Assange par des violations répétées de ses conditions de séjour à l'ambassade.

Le lanceur d'alertes australien a été arrêté la semaine dernière par la police britannique, ce qui pourrait ouvrir la voie à son extradition vers les Etats-Unis, où il est poursuivi pour la publication de documents confidentiels du gouvernement américain par WikiLeaks en 2010.

A noter qu'en février l'Équateur a obtenu 10,2 milliards de dollars du FMI et de la Banque mondiale, organismes internationaux avec lesquels le gouvernement précédent avait rompu. Il s'agit donc d'un rapprochement avec les USA.

Après son élection en 2017, M. Moreno avait renoué les relations avec le FMI, avec lequel son prédécesseur socialiste Rafael Correa (2007-2017) avait rompu. M. Moreno accuse M. Correa, réclamé par la justice équatorienne et qui se trouve actuellement en Belgique, d'avoir plongé le pays dans une grave crise économique et financière.

Pour réduire les dépenses de l'État, le gouvernement actuel a décidé de supprimer 25 000 postes restés vacants dans la fonction publique et de réduire de 5 % la rémunération des fonctionnaires les mieux payés.

Sources : Reuters, lapresse.ca

La bataille contre l'extradition commence pour Julian Assange

12 avril 2019

C'est le début d'une longue bataille judiciaire pour le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui risque d'être extradé vers les Etats-Unis qui le considèrent comme une menace pour leur sécurité et veulent le juger.

Il a été arrêté jeudi matin et extirpé par la police de l'ambassade d'Equateur où il avait trouvé refuge il y a sept ans pour échapper à un mandat d'arrêt britannique pour des accusations de viol et d'agression sexuelle en Suède.

Assange fait face à une demande d'extradition américaine pour "piratage informatique". Son avocate Jennifer Robinson a annoncé qu'il allait "contester et combattre" la demande d'extradition américaine. Son arrestation, autorisée par Quito, "crée un dangereux précédent pour les organes de presse et les journalistes" dans le monde, a-t-elle ajouté.

La bataille judiciaire pourrait durer entre 18 mois et deux ans, selon Ben Keith, avocat britannique spécialisé dans les affaires d'extradition. Et "les chances de gagner sont faibles", a-t-il dit à l'AFP, expliquant que le Royaume-Uni répondait la plupart du temps positivement aux demandes d'extradition américaines.

Accusé d'avoir aidé l'ex-analyste du renseignement américain Chelsea Manning à obtenir un mot de passe pour accéder à des milliers de documents classés secret-défense, Julian Assange encourt jusqu'à cinq années de prison aux Etats-Unis selon le ministère américain de la Justice.

En Suède, l'accusatrice de M. Assange compte demander la réouverture de l'enquête qui avait été classée, a déclaré jeudi son avocate à l'AFP. "Nous allons tout faire pour que les procureurs rouvrent l'enquête suédoise et qu'Assange soit remis à la Suède et traduit en justice pour viol", a dit Me Elisabeth Massi Fritz.

Moscou n'a jamais caché sa sympathie pour le fondateur de WikiLeaks, mais la Russie affirme ne défendre Julian Assange qu'en tant que lanceur d'alerte, au même titre qu'Edward Snowden, qui s'est réfugié à Moscou pour échapper à la justice américaine.

Cependant, les détracteurs de Julian Assange lui reprochent d'avoir été à plusieurs reprises instrumentalisé par la Russie, en particulier lors de la campagne présidentielle de 2016 aux Etats-Unis... Accusations formellement démenties par les autorités russes.

Sources : AFP, RFI

Chelsea Manning n'a pas fini de payer ses fuites vers WikiLeaks

12 avril 2019

L'ancienne analyste de l'armée américaine Chelsea Manning a rendu Julian Assange célèbre en lui transmettant des centaines de milliers de documents confidentiels et le paie au prix fort : après sept ans en prison, cette icône transgenre est de nouveau incarcérée.

Le 8 mars, elle a été renvoyée derrière les barreaux parce qu'elle refusait de témoigner devant un grand jury chargé d'enquêter sur WikiLeaks et son fondateur.

"Je ne participerai pas à un processus secret que je désapprouve moralement", avait-elle justifié.

Chelsea Manning, née garçon sous le prénom de Bradley il y a 31 ans et devenue femme en prison, avait ajouté avoir tout dit lors de son procès devant une cour martiale. Celui-ci s'était conclu en 2013 par une peine de 35 ans de prison, ensuite commuée par le président démocrate Barack Obama.

Après l'arrestation de Julian Assange jeudi à Londres à la demande des Etats-Unis, ses soutiens ont appelé à sa remise en liberté immédiate, la disant victime d'une mesure "répressive, cruelle et inutile".

Si certains Américains, à l'instar du président Donald Trump, la qualifient de "traîtresse", elle est considérée par d'autres comme une martyre de l'information, qui a toujours assumé ses choix contrairement aux ambiguïtés de Julian Assange.

En 2010, le soldat Manning a contacté WikiLeaks et lui a transmis plus de 250.000 câbles diplomatiques et près d'un demi-million de documents classés secret sur les actions militaires des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan.

Leur publication par WikiLeaks avait plongé Washington dans l'embarras et avait braqué les projecteurs sur cette organisation fondée quatre ans plus tôt par Julian Assange sur un principe de transparence totale.

Assange et Manning avaient réfléchi aux moyens de décoder un mot de passe du ministère de la Défense. Et c'est ce qui vaut aujourd'hui à Julian Assange d'être inculpé aux Etats-Unis pour "association de malfaiteurs en vue de commettre un acte de piratage informatique".

Il faudra sans doute de longs mois avant que le processus d'extradition n'aboutisse. Les avocats de Chelsea Manning espèrent qu'elle sera libérée bien avant et ne revivra pas les tourments rencontrés lors de sa première détention.

Détenue dans la prison militaire pour hommes de Fort Leavenworth (Kansas), elle avait dû se battre pour obtenir les traitements hormonaux nécessaires à sa transition et avait fait deux tentatives de suicide. Elle a été libérée en mai 2017.

Cette fois, elle a été placée dans une prison mixte de Virginie. Après une vingtaine de jours sous un régime de confinement spécial, elle a obtenu le droit de rejoindre les autres détenus, ce qui lui donne davantage de liberté de mouvement. "Mais ça reste très dur", confient ses défenseurs.

Source : AFP

La Maison Blanche défend le président accusé d'incitation à la violence contre une élue musulmane

15 avril 2019

La Maison Blanche a assuré dimanche que le président américain "n'incitait pas à la violence" contre une élue musulmane du Congrès, Donald Trump ayant tweeté une vidéo liant des propos d'Ihlan Omar aux attentats du 11-Septembre, une association jugée scandaleuse par plusieurs élus démocrates.

S'exprimant en mars dernier devant le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR), Ihlan Omar avait estimé que l'organisation avait été fondée après les attentats du 11-Septembre "parce qu'ils reconnaissent que certaines personnes avaient fait quelque chose et que chacun d'entre nous commençait à perdre accès à nos libertés civiles".

Ses propos ont fait polémique et le locataire de la Maison Blanche a publié vendredi sur son compte Twitter une vidéo de 43 secondes où les mots de l'élue démocrate sont accompagnés des images des tours jumelles de New York en feu.

La vidéo, visionnée près de 9 millions de fois dimanche à la mi-journée, a suscité un torrent de réprobations du côté démocrate.

Ihlan Omar a déclaré dimanche sur Twitter qu'un grand nombre des menaces qu'elle a reçues faisaient "directement référence à la vidéo du Président ou y répondaient".

"Les crimes violents et les actes de haines commis par l'extrême droite et des nationalistes blancs sont en hausse dans ce pays et à travers le monde", a-t-elle affirmé. "Nous ne pouvons plus ignorer qu'ils ont été encouragés par celui qui occupe la plus haute fonction dans ce pays".

La Maison Blanche a fermement défendu le président américain dimanche. Donald Trump "n'essaie pas d'inciter à la violence contre quiconque", a justifié sa porte-parole Sarah Sanders, sur la chaîne Fox News.

"Le président ne souhaite assurément aucun mal ni aucune violence contre personne, mais (il) doit absolument rappeler à l'ordre la membre du Congrès pour, non pas un seul, mais de nombreux commentaires antisémites", a-t-elle dit sur ABC.

CAIR a été fondée en 1994 et non après les attaques du 11 septembre 2001 comme indiqué par Ilhan Omar. Cité par le Washington Post, son porte-parole explique qu'elle s'est mal exprimée et voulait dire que l'organisation avait vu ses effectifs doubler après le 11-Septembre.

Source : AFP

Québec : des manifestations contre le projet de loi sur la laïcité

15 avril 2019

Des manifestations ont eu lieu à Montréal dimanche 14 avril pour protester contre le projet de loi 21 sur la laïcité, proposé par le gouvernement du Québec. Cette législation vise à interdire le port de signes religieux pour les personnes en poste d'autorité, comme les enseignants, les policiers ou les gardiens de prison.

De nombreux groupes s'opposent à ces mesures dont certains élus canadiens.

Ils qualifient cette législation de discriminatoire et d'inconstitutionnelle.

Elle oblige en effet certains professionnels au Québec à ne pas porter de signes religieux comme un *hijab*, une *kippa*, ou une croix catholique.

Une mesure qui va à l'encontre des droits humains, selon Charles Taylor. Ce philosophe respecté avait cosigné un rapport il y a une dizaine d'années pour suggérer au gouvernement des moyens pour favoriser la laïcité de l'état.

Il juge que le projet de loi 21 actuel va beaucoup trop loin. Un avis que partage le Premier ministre canadien, dont plusieurs députés et même le ministre de la Défense d'origine sikh, portent un turban pour des raisons religieuses.

Source : RFI

Haïti : l'ONU prolonge une dernière fois sa mission de police, alors que le climat reste instable

13 avril 2019

La Minujusth, la mission de police de l'ONU en Haïti, va quitter progressivement le pays dans les six prochains mois. À partir du 15 octobre prochain, l'île des Caraïbes ne devrait plus accueillir qu'une mission politique alors que les défis sont encore très nombreux.

Le gouvernement haïtien considère que ses forces de sécurité sont désormais aptes à prendre la relève. Haïti a désormais 15 000 policiers.

Selon l'ONU, c'est suffisant pour assurer la sécurité de l'île. Les dix jours d'émeutes de février dernier auraient démontré sa capacité à réagir.

Les défis restent toutefois nombreux, soulignent les diplomates. Ils s'inquiètent de la montée en puissance des gangs et des violations des droits de l'homme. La République dominicaine, pays frontalier d'Haïti, avait demandé en vain à prolonger la mission jusqu'en 2020 pour éviter que son départ ne coïncide avec des élections qui pourraient se révéler violentes.

Et début avril, les rares stations-service de Haïti disposant encore d'essence avaient été prises d'assaut par des automobilistes en colère, une compagnie pétrolière refusant de décharger sa cargaison pour cause de factures impayées par les pouvoirs publics.

L'approvisionnement et le coût des carburants constituent un point très sensible dans l'économie haïtienne où, à cause de l'extrême pauvreté, la grande majorité des habitants survit au jour le jour.

Sources : RFI, AFP

Un millier de migrants cubains sont arrivés à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis

19 avril 2019

Un millier de migrants cubains sont arrivés dans la ville mexicaine de Ciudad Juarez, à la frontière avec les Etats-Unis, et 400 autres ont rejoint une importante caravane de Centraméricains qui avance vers le territoire américain dans le sud-est du Mexique, ont rapporté des sources officielles, jeudi 18 avril.

Parallèlement, dans l'extrême sud du Mexique, environ 5 000 migrants de diverses nationalités ont formé plusieurs caravanes et traversent l'Etat du Chiapas, à la frontière avec le Guatemala, vers le territoire américain, selon l'Institut national des migrations.

Jeudi, environ 400 Cubains ont rejoint l'une de ces caravanes, composée de Honduriens, de Salvadoriens, de Nicaraguayens et de Guatémaltèques, dans la municipalité de Tuzantan, après que la police les a empêchés de continuer leur voyage vers le nord à bord d'autobus.

Des centaines de milliers de migrants, notamment d'Amérique centrale, franchissent chaque année la frontière sud du Mexique avec pour but de parvenir aux Etats-Unis à la recherche d'une vie meilleure.

Le gouvernement mexicain a annoncé, mercredi, qu'il allait commencer à distribuer des titres de séjour "*régionaux*" pour limiter les déplacements de ces personnes aux Etats du sud du pays, avec pour objectif d'empêcher leur marche vers les Etats-Unis.

Donald Trump, qui a déployé des militaires à la frontière avec le Mexique et veut construire un mur pour tenir à distance les migrants, exhorte régulièrement le Mexique à arrêter les clandestins sur son sol. Le président américain a aussi menacé à de multiples reprises de fermer la frontière entre les deux pays.

Source : FranceInfo

Honduras : manifestation contre le président Hernandez

6 avril 2019

Quelque 5.000 personnes ont défilé vendredi soir dans la capitale hondurienne Tegucigalpa aux cris de "JOH Dehors", en référence au président Juan Orlando Hernandez, que ses détracteurs accusent d'être liés à des personnalités accusées de corruption et trafic de drogue.

Les manifestants ont réclamé "la destitution immédiate de Juan Orlando Hernandez, ainsi que l'ouverture d'une enquête sur ses relations avec son cercle familial et ses alliés politiques", selon un communiqué du collectif Mouvement des Indignés, organisateur de la manifestation.

"Hernandez entretient des relations avec des personnes impliquées dans des actes de corruption et dans le narcotrafic. Son propre frère Antonio (Tony) Hernandez est en procès à New York où il est accusé de trafic de drogue à grande échelle", ajoute le communiqué des Indignés.

Les Indignés avaient déjà exigé le départ du président Hernandez en 2015, lors de son premier mandat (2014-18).

L'opposition lui reproche également d'avoir été réélu pour un second mandat (2018-22) à travers une série de fraudes réalisées grâce au contrôle de certaines organismes électoraux.

Source : AFP

Moscou veut aider Cuba et Caracas face aux sanctions américaines

18 avril 2019

La Russie considère comme illégales les nouvelles sanctions américaines à l'encontre du Venezuela et de Cuba et compte faire tout son possible pour soutenir ces deux pays alliés de Moscou, a déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Riabkov, cité jeudi par l'agence de presse RIA.

Le conseiller américain à la sécurité nationale, John Bolton, a dévoilé mercredi une nouvelle série de sanctions contre Cuba et le Venezuela, l'administration Trump cherchant à accentuer la pression sur le régime de Nicolas Maduro et les pays qui lui apportent un soutien.

Dans un discours prononcé devant des vétérans de l'opération de la Baie des cochons de 1961, John Bolton a annoncé que cinq noms cubains avaient été ajoutés à la liste noire américaine, dont celui de la compagnie aérienne Aerogaviota, qui appartient à l'armée cubaine.

Washington entend également instaurer de nouvelles restrictions aux transferts de fonds vers Cuba et mettre fin aux dispositifs qui permettent à La Havane de se procurer des devises. Il souhaite enfin interdire à la banque centrale cubaine d'accéder au dollar.

Source : Reuters

Trump augmente la pression sur Cuba, aux dépens de l'Union européenne

18 avril 2019

Donald Trump a nettement accentué mercredi la pression économique sur Cuba en limitant les voyages et les transferts d'argent américains, tout en ouvrant la voie à des milliers d'actions en justice contre des entreprises étrangères présentes sur l'île socialiste, une décision jugée "regrettable" par l'Union européenne et le Canada.

La Maison Blanche a du même coup déployé une batterie de sanctions à l'encontre du Venezuela et du Nicaragua, affirmant que Donald Trump prenait, en agissant contre ces gouvernements, "la défense de la démocratie et des droits humains" en Amérique latine. Il faut préciser que les régimes de ces 3 pays sont alliés à l'Iran, principal ennemi des USA.

Faisant fi des menaces de représailles commerciales lancées par l'Union européenne, premier partenaire économique de La Havane, Washington a encore plus nettement tourné le dos au rapprochement entamé sous le mandat du président démocrate Barack Obama.

Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a annoncé que les Etats-Unis appliqueraient, à partir du 2 mai, le chapitre III de la loi Helms-Burton, datant de 1996. L'UE, premier investisseur étranger sur l'île, et le Canada, ont jugé la décision américaine "regrettable".

Suspendue depuis plus de deux décennies par les présidents américains, cette loi doit permettre, notamment aux exilés cubains, de poursuivre devant les tribunaux fédéraux américains les entreprises qui ont réalisé des gains grâce à des sociétés nationalisées après la révolution de 1959.

Elle aura un "impact important" sur leurs entreprises, ont déploré la commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström, la chef de la diplomatie de l'UE Federica Mogherini et la ministre canadienne des Affaires étrangères Chrystia Freeland.

Selon le Conseil économique et commercial des Etats-Unis et de Cuba, les plaintes pourraient possiblement viser les compagnies aériennes américaines Delta, American Airlines et United, des chaînes hôtelières comme Marriott et Accor et d'autres firmes comme Pernod Ricard et Huawei. Le conflit pourrait atterrir devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

John Bolton a aussi annoncé que Washington allait "restreindre les voyages non-familiaux vers Cuba" et limiter le montant des transferts d'argent envoyés depuis les Etats-Unis à 1.000 dollars par personne, par trimestre. Dans un pays où le salaire moyen est de 30 dollars par mois, ces transferts soutiennent une partie importante de l'économie des foyers.

Washington a également ajouté mercredi plusieurs sociétés cubaines sur sa liste noire d'entreprises qui ne peuvent pas bénéficier de transactions financières américaines directes, dont Gaviota, branche de l'armée cubaine dédiée au tourisme.

Les Etats-Unis, qui accusent les autorités cubaines de soutenir le régime socialiste de Nicolas Maduro au Venezuela, ont dans la foulée imposé des sanctions contre la Banque centrale vénézuélienne.

Déjà en campagne pour décrocher un deuxième mandat, en 2020, Donald Trump n'a de cesse de dénoncer le "socialisme" et d'accuser ses opposants démocrates d'être liés à certains régimes latino-américains.

Venezuela : Maduro juge "illégal" les sanctions américaines contre la Banque centrale

18 avril 2019

Le président Nicolas Maduro a qualifié d'"illégal et immoral" les sanctions imposées mercredi par Washington contre la Banque centrale du Venezuela et destinées à renforcer la pression sur le gouvernement de Caracas.

Les sanctions contre la Banque centrale et sa directrice, Iliana Josefa Ruzza Teran visent à empêcher que la banque centrale soit "utilisée par le régime illégitime de Maduro, qui continue à piller les biens vénézuéliens et à exploiter les institutions gouvernementales pour enrichir des initiés corrompus", a déclaré le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin.

Le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison Blanche, John Bolton, avait annoncé ces nouvelles sanctions peu avant, lors d'un discours à Miami, parmi une batterie de mesures visant également Cuba et le Nicaragua.

"Laissez-moi vous dire, Monsieur l'impérialiste John Bolton, que vos sanctions vont nous donner encore plus de force", a lancé le dirigeant socialiste, dont le gouvernement souffre d'un manque de liquidités en raison d'une série de sanctions infligées par l'administration de Donald Trump.

Le gouvernement vénézuélien est également soumis à des restrictions pour accéder à des fonds vénézuéliens dans des banques européennes. A partir du 28 avril, il devra aussi faire face à un embargo des Etats-Unis sur son pétrole.

Dans les sanctions annoncées mercredi, les Etats-Unis se sont toutefois assurés "que les transactions courantes par cartes de débit et de crédit puissent continuer et que les transferts d'argent personnels et l'aide humanitaire continuent sans frein pour ceux qui souffrent sous la répression du régime de Maduro".

Le Venezuela traverse une profonde crise. Plus de 2,7 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays depuis 2015, selon l'ONU, fuyant les pénuries, aggravées par des pannes d'électricité à répétition. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une chute du PIB de 25% cette année au Venezuela, ainsi qu'une hyper-inflation de 10.000.000% et un taux de chômage de 44,3%.

Source : AFP

Une enquête de CNN évoque le poids grandissant de la cocaïne au Venezuela

18 avril 2019

Alors que tout s'effondre au Venezuela, le trafic de cocaïne prospère. Une enquête de la chaîne de télévision américaine CNN révèle qu'il a explosé en 2018. Le trafic en direction des États-Unis a augmenté de plus de moitié par rapport à l'année précédente, et 240 tonnes ont traversé la longue et poreuse frontière entre la Colombie et le Venezuela.

Le tout avec la complicité des forces armées et de l'élite politique du pays, selon plusieurs sources citées dans l'enquête.

Selon l'enquête de CNN, les narcotrafiquants utilisent le chaos ambiant au Venezuela et la complicité des autorités pour exporter leur cocaïne à l'étranger.

La poudre blanche ne pouvant plus s'envoler de son lieu de production trop surveillé, la Colombie, elle est envoyée de l'autre côté de la frontière par l'un de nombreux passages clandestins.

Sur place, elle est prise en charge directement par les militaires vénézuéliens, à en croire plusieurs déserteurs réfugiés en Colombie. La cargaison est ensuite chargée dans des avions qui décollent la nuit, le transpondeur éteint, pour ne pas être vus par les radars.

Les pilotes sont d'anciens professionnels qui ont tout perdu avec la crise. Ils livrent la cocaïne soit au Honduras, soit en plein milieu des Caraïbes pour qu'elle soit ensuite acheminée jusqu'aux États-Unis.

Selon l'enquête, les pistes de fortune, autrefois confinées aux zones de jungle, se multiplient dans tout le nord-ouest du Venezuela, témoin de l'impunité des trafiquants.

Ce n'est pas la première fois que les autorités vénézuéliennes sont pointées du doigt dans ce genre d'affaires.

Source : RFI

Venezuela : l'opposition craint le détournement de l'aide humanitaire

17 avril 2019

Le Venezuela traverse une profonde crise politique et économique. Plus de 2,7 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays depuis 2015, selon l'ONU, fuyant les pénuries, aggravées par des pannes d'électricité à répétition.

Un premier avion transportant de l'aide humanitaire s'est posé mardi à Caracas. Une cargaison qui comporte notamment des médicaments et des groupes électrogènes.

C'est la Croix-Rouge qui fournit et coordonne la distribution de cette aide qui doit atteindre 650 000 personnes.

Une distribution avec l'accord du gouvernement qui refusait jusqu'ici toute entrée d'aide humanitaire au Venezuela. Et même si l'aide est accueillie avec soulagement dans le pays, cette alliance de circonstance inquiète, en particulier dans l'opposition.

Le président de la Croix-Rouge vénézuélienne, Mario Villaroel, s'est félicité en rappelant le caractère non-partisan de son organisation. Mais pour de nombreux partisans de l'opposition, Mario Villaroel est proche du pouvoir et sert les intérêts des chavistes. Ils s'inquiètent que les autorités détournent cette aide au profit de leurs partisans.

De leur côté les autorités refusent toujours de parler de crise humanitaire, et expliquent la situation par un « blocus impérialiste » contre les médicaments et la nourriture. Quoi qu'il en soit, l'arrivée de cette aide est un premier pas positif pour le pays. Selon l'ONU, un quart des 30 millions de Vénézuéliens ont besoin d'une aide urgente.

Source : RFI

Sanctions canadiennes : le Venezuela accuse Ottawa de suivre "l'aventure belliciste" de Trump

16 avril 2019

Le Venezuela a accusé lundi Ottawa d'accompagner l'"aventure belliciste" du président américain Donald Trump, après que le Canada, qui reconnaît l'opposant Juan Guaido comme président par intérim, a annoncé de nouvelles sanctions contre de hauts responsables du gouvernement de Nicolas Maduro.

"En accompagnant l'aventure belliciste et criminelle de Donald Trump contre le Venezuela, le Premier ministre (Justin) Trudeau retire au Canada sa nature d'acteur fiable dans le dialogue", a estimé le ministre des Affaires étrangères vénézuélien.

Le gouvernement de Nicolas Maduro rejette "catégoriquement" cette nouvelle salve de sanctions d'Ottawa et accuse le Canada d'avoir "jeté le masque".

Ces nouvelles sanctions visent 43 personnalités "responsables de la détérioration de la situation au Venezuela", sanctions justifiées par les "actions antidémocratiques du régime Maduro".

Les sanctions consistent en un gel des avoirs des personnes visées et une interdiction d'effectuer des transactions avec le Canada. Elles s'ajoutent à des mesures déjà prises par Ottawa à l'encontre de 70 autres responsables vénézuéliens.

Le Canada, tout comme les Etats-Unis et une cinquantaine de pays, a reconnu le chef de file de l'opposition Juan Guaido comme président par intérim du pays latino-américain. Le gouvernement de Nicolas Maduro voit dans le geste de Juan Guaido une tentative de coup d'Etat soutenue par Washington.

Le Canada fait partie avec 13 pays latino-américains du Groupe de Lima créé pour promouvoir une issue à la crise au Venezuela. Ces pays ne reconnaissent pas le deuxième mandat de Nicolas Maduro entamé le 10 janvier.

Source : AFP

Au Venezuela, la situation humanitaire s'est aggravée ces dernières semaines (ONU)

10 avril 2019

Deux hauts responsables des Nations Unies ont appelé mercredi le Conseil de sécurité et la communauté internationale à faire davantage pour aider les millions de Vénézuéliens vulnérables à l'intérieur et à l'extérieur de leur pays.

« Il y a un problème humanitaire bien réel au Venezuela », a déclaré Mark Lowcock, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires lors d'une réunion du Conseil de sécurité à laquelle participait le Vice-Président des Etats-Unis, Mike Pence.

Des coupures d'électricité touchent l'ensemble du pays, affectant le fonctionnement vital des hôpitaux. De nombreux réseaux d'eaux et d'assainissement sont hors service. Plus d'un million d'enfants sont déscolarisés. La crise économique et la baisse du pouvoir d'achat des gens ordinaires rendent inabordable la nourriture pour de nombreuses familles.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), **7 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire au Venezuela**, soit environ 25% de la population. La malnutrition a fortement augmenté au Venezuela, en particulier dans les régions où les taux de pauvreté sont les plus élevés.

La crise qui touche le Venezuela a entraîné un « exode de population dont l'ampleur est sans précédent dans l'histoire moderne de la région », a pour sa part souligné Eduardo Stein, l'envoyé de l'ONU pour les réfugiés et migrants vénézuéliens.

« À l'heure actuelle, nous estimons à 3,7 millions le nombre de Vénézuéliens se trouvant à l'extérieur de leur pays », a-t-il ajouté, précisant que 80% d'entre eux sont partis depuis 2015. « Si les tendances se poursuivent en 2019, nous estimons que le nombre total de Vénézuéliens à l'extérieur du pays sera de plus de 5 millions d'ici la fin de l'année ».

Plusieurs témoignages et réactions des Vénézuéliens ayant quitté leur pays permettent de comprendre les raisons de leur exode : l'insécurité et les violences ; le manque d'accès à la nourriture, aux médicaments, à l'eau et à l'assainissement ; la perte de revenus et l'absence de protection nationale.

Une majorité de personnes a quitté le Venezuela dans des conditions irrégulières et dangereuses au risque de tomber dans les mains de passeurs, d'organisations criminelles impliquées dans la traite d'êtres humains et de groupes armés non-étatiques.

Source : ONU

Nicaragua : les espoirs s'amenuisent après une année de crise

19 avril 2019

Depuis un an, le Nicaragua est secoué par une crise sans précédent, provoquée par une réforme impopulaire de la sécurité sociale. Les Nicaraguayens sont descendus dans les rues pour protester contre le régime du président Ortega, qui a répondu par une violente répression contre les manifestants.

Un an après le début de la protestation, le bilan est sombre et la situation politico-économique ne semble pas près de s'améliorer. Entre 300 et 500 manifestants ont été tués, quelque 800 opposants ont été emprisonnés et plus de 60 000 personnes ont pris le chemin de l'exil. Une grande partie de la société a été bâillonnée.

Une société qui, si elle vit dans la peur, continue à descendre dans les rues pour demander le départ d'Ortega, comme ça été encore le cas ce mercredi : plusieurs centaines d'opposants ont défié l'interdiction de manifester à Managua malgré l'impressionnant déploiement de policiers armés dans la capitale.

Pourtant, il y eût des négociations entre le gouvernement et l'opposition. A deux reprises déjà.

Mais à chaque fois, elles ont été rompues ou suspendues, car Daniel Ortega n'est pas prêt à accepter les revendications de l'opposition, notamment l'organisation d'élections anticipées.

Et même si les négociations de mars dernier ont permis d'aboutir à des accords, le gouvernement ne les a toujours pas mis en œuvre.

C'est notamment le cas de l'accord sur la libération de tous les prisonniers politiques et sur le droit de manifester.

Dans ces conditions, le pays risque bien de s'enfoncer encore plus dans la crise économique dans laquelle il se débat actuellement.

Alors que le Nicaragua connaissait une croissance annuelle de 5%, il se trouve aujourd'hui en pleine récession.

Le PIB a reculé de 4%. Le tourisme, qui était un secteur florissant, a été sévèrement affecté. Et le pays aurait perdu au moins 300 000 emplois. L'économie est en chute libre.

Aujourd'hui, il est difficile d'entrevoir une sortie de crise, car Daniel Ortega veut se maintenir à tout prix au pouvoir jusqu'en 2021.

Sa stratégie, c'est de négocier et lâcher un peu de lest. Cela lui permet de gagner du temps et d'essayer de persuader la communauté internationale de sa bonne volonté.

Car il veut éviter à tout prix les sanctions économiques des Etats-Unis et de l'Union européenne qui affecteraient directement ses intérêts personnels et ceux de son entourage.

Malgré cela, les USA viennent de déclencher des mesures contre le Nicaragua : le Trésor US va notamment sanctionner le fils et la femme du président du Nicaragua, ainsi que la banque Banco Corporativo SA (BanCorp).

Ces derniers "soutiennent un régime qui, depuis avril 2018, a réprimé l'opposition politique, menant à la mort de 325 personnes, plus de 2.000 blessés, l'incarcération de centaines de membres de la société politique et civile, et a poussé plus de 42.000 habitants du Nicaragua à chercher refuge au Costa Rica", relève un communiqué du Trésor américain.

L'opposition du Nicaragua accuse Daniel Ortega, ex-guérillero sandiniste de 73 ans, d'avoir instauré une dictature. Elle réclame son départ et celui de la vice-présidente, son épouse Rosario Murillo. Le chef de l'Etat dénonce de son côté une tentative de putsch de l'opposition avec le soutien de l'Eglise catholique et de Washington.

Sources : RFI, AFP

Sous pression des Etats-Unis, Cuba défend sa Constitution socialiste

10 avril 2019

L'Assemblée nationale cubaine a proclamé mercredi la nouvelle Constitution du pays, qui reconnaît le marché sans renoncer au socialisme, à un moment où l'île est sous pression des Etats-Unis pour son soutien au Venezuela de Nicolas Maduro.

Quoi de nouveau dans ce texte ? La reconnaissance du marché, de la propriété privée et des investissements étrangers comme nécessaires pour relancer la croissance d'un pays miné par les pénuries.

Une manière d'intégrer des changements qui font déjà partie de la réalité de l'île : depuis 2008 les Cubains peuvent exercer une activité privée et ils sont désormais 13% des travailleurs à le faire. Et de nombreux projets, surtout dans le tourisme, ont vu le jour grâce à l'apport de fonds étrangers au sein de sociétés mixtes.

Mais la teneur politique de la Constitution, par rapport à celle en vigueur depuis 1976, ne change guère. Le texte réaffirme le rôle unique du Parti communiste et insiste sur le caractère "irrévocable" du socialisme, en vigueur à Cuba depuis la révolution de 1959 et devenu l'ennemi juré de Donald Trump sur le continent américain.

Le président américain a affirmé que "les jours du communisme étaient comptés au Venezuela, mais aussi au Nicaragua et à Cuba", et promis que les Etats-Unis ne seraient "jamais un pays socialiste".

Le temps du réchauffement diplomatique entre les deux ex-ennemis de la Guerre froide, initié fin 2014, semble bien loin : depuis des mois, La Havane est devenue la cible de Washington, qui lui reproche son soutien au gouvernement vénézuélien de Nicolas Maduro.

Les Etats-Unis, qui maintiennent un embargo contre Cuba depuis 1962, menacent d'appliquer à partir du 1^{er} mai le chapitre III de la loi Helms-Burton, autorisant des poursuites judiciaires pour réclamer les propriétés saisies lors de la révolution.

Ils ont aussi sanctionné des navires accusés de transporter du pétrole du Venezuela vers Cuba, et annulé l'accord historique permettant aux joueurs cubains de baseball d'être recrutés par des équipes de la Ligue nord-américaine (MLB) sans avoir à faire défection. Et ils menacent d'inclure à nouveau l'île dans la liste des pays soutenant le terrorisme.

Source : AFP

Cuba : dans les magasins, les habitants affrontent de nouvelles pénuries

9 avril 2019

Cuba affronte de nouveau des pénuries. Les journaux officiels vont réduire leur tirage tandis que le manque de certains aliments oblige le gouvernement à rationner leur vente et les habitants à patienter des heures devant les magasins.

Faire la file pour acheter des aliments est une habitude pour les Cubains. Mais depuis quelques semaines, les difficultés s'accroissent pour trouver certains produits.

L'ouverture de Cuba au tourisme, aux capitaux étrangers et à l'initiative privée, compense difficilement la réduction des échanges commerciaux avec les pays alliés comme le Venezuela.

Source : RFI

Guatemala : un candidat à la présidentielle arrêté pour complot avec un cartel

18 avril 2019

Mario Estrada, candidat à l'élection présidentielle guatémaltèque du 16 juin, a été arrêté mercredi à Miami et inculpé de complot en vue d'utiliser les fonds d'un cartel de drogue pour remporter le scrutin et de faire assassiner des rivaux, a-t-on appris auprès de représentants américains.

Le candidat de l'Union nationale du changement (centre-droit), crédité de moins de 3% des intentions de vote selon un récent sondage, est accusé par les autorités américaines d'avoir cherché à obtenir entre 10 et 12 millions de dollars auprès du puissant cartel de drogue mexicain de Sinaloa afin de financer sa campagne électorale.

En retour, en cas de victoire à la présidentielle, Mario Estrada et un complice présumé ont promis d'aider le cartel à transporter de la drogue depuis les aéroports et ports du Guatemala avec l'assistance des services de sécurité.

Estrada, 58 ans, et son complice présumé, Juan Pablo Gonzalez, voulaient aussi ordonner l'assassinat de candidats rivaux, a dit le procureur.

Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans l'immédiat auprès du parti d'Union nationale du changement, fondé par Estrada.

Source : Reuters

Pérou : l'ex-président Alan Garcia se suicide juste avant son arrestation

18 avril 2019

L'ex-président péruvien Alan Garcia s'est suicidé mercredi à Lima juste avant son arrestation dans le cadre du scandale de corruption Odebrecht, dernier rebondissement dramatique de ce dossier tentaculaire éclaboussant la classe politique latino-américaine. La police venait l'arrêter à la demande de la justice dans une affaire de blanchiment d'argent liée au scandale Odebrecht.

Ce géant brésilien du bâtiment a distribué pendant plus d'une décennie un total de 788 millions de dollars dans une dizaine de pays à travers la région pour remporter des contrats, selon le ministère américain de la Justice (DoJ). L'entreprise a reconnu avoir versé 29 millions de dollars de pots-de-vin au Pérou entre 2005 et 2014.

Outre Alan Garcia, trois autres anciens présidents péruviens - Alejandro Toledo (2001-2006), Ollanta Humala (2011-2016) et Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018) sont dans le collimateur de la justice pour cette même affaire Odebrecht. La chef de file de l'opposition Keiko Fujimori a également été placée en détention provisoire le 31 octobre dans cette affaire.

Jeudi, plusieurs milliers de Péruviens se sont rassemblés dans la capitale, Lima, afin de rendre hommage à l'ancien président Alan Garcia.

Le président Martin Vizcarra a demandé que les drapeaux soient mis en berne au Congrès et dans les bâtiments de l'administration.

Sources : AFP, Reuters

Catastrophes en série, incurie de la mairie : Rio à la dérive

17 avril 2019

Haut lieu du tourisme au Brésil avec sa nature exubérante et ses plages de sable fin, Rio de Janeiro a donné ces dernières semaines l'image d'une ville secouée par des catastrophes meurtrières qui ont exposé l'incurie des pouvoirs publics.

Inondations, glissements de terrain, effondrement de constructions illégales : les pluies diluviennes de la semaine dernière ont endeuillé, mais aussi stupéfié, une "Ville Merveilleuse" qui n'avait plus du tout les allures d'une carte postale.

Des problèmes amplifiés par une urbanisation sauvage, dans des quartiers dominés par le crime organisé où les pompiers n'osent parfois pas s'aventurer en raison du niveau de violence. L'Etat de Rio est au bord de la banqueroute, et quatre de ses cinq derniers gouverneurs sont, ou ont été, derrière les barreaux pour des faits de corruption.

"Ce n'est pas la pluie qui tue, c'est l'incompétence des dirigeants de la ville et de notre pays", dénonçait le 10 avril l'éditorialiste Miriam Leitao dans les colonnes du quotidien O Globo, au surlendemain de pluies torrentielles qui ont fait dix morts.

La cible principale des attaques : Marcelo Crivella, maire de Rio.

À mi-mandat, il est déjà sur un siège éjectable : début avril, le conseil municipal a approuvé l'ouverture d'une procédure de destitution qui pourrait aboutir dans les prochains mois.

L'édile est soupçonné d'avoir prolongé illégalement le contrat liant la municipalité à des entreprises de mobilier urbain publicitaire, dont le Français JC Decaux.

Aucun haut responsable de la mairie ne se trouvait au Centre d'opérations des catastrophes au moment où des trombes d'eau -- pourtant annoncées par les météorologues -- se sont abattues sur Rio le 8 avril.

Les racines du problème sont profondes. Depuis des décennies, les autorités se sont montrées incapables de gérer l'expansion sauvage de Rio de Janeiro, avec la prolifération de constructions illégales dans des zones à risques.

Un problème aggravé par l'absence d'un réseau de transports performant dans une ville où certains passent parfois plus de deux heures dans les embouteillages pour se rendre au travail. L'État est aussi absent dans des quartiers qui vivent sous le joug de narcotrafiquants ou de milices para-policières.

C'est ce genre de milices qui sèment la terreur dans le quartier de Muzema, où l'effondrement de deux immeubles a fait au moins 16 morts la semaine dernière, 8 personnes étant encore portées disparues mardi.

La mairie n'est pas parvenue à empêcher la construction de bâtiments sans permis de construire. Le procureur Marcus Leal, qui prépare un rapport sur les problèmes d'urbanisation de Rio, a affirmé au quotidien O Dia que, d'après les informations dont il disposait, la moitié des habitations de la ville avaient été construites de façon illégale.

Source : AFP

Colombie : 25 000 personnes sont privées d'eau après un attentat contre un oléoduc dont le pétrole a contaminé une rivière

17 avril 2019

25000 habitants du nord-est de la Colombie sont soumis à une restriction d'eau après l'attaque d'un oléoduc dont le pétrole a contaminé une rivière.

L'attaque est attribuée à la guérilla de l'ELN.

La municipalité a déclenché un « **plan d'urgence** » afin de prévenir toute pénurie.

La conduite « **est fermée en raison de traces de pétrole brut, mais nous avons recours à des camions-citernes qui vont de maison en maison** », a expliqué à l'AFP le maire de Tibu. Selon lui, le service d'adduction pourra être rétabli d'ici « **une vingtaine de jours** » lorsque la décontamination de la rivière sera achevée.

D'une longueur d'environ 780 kilomètres, l'oléoduc Cano Limon Covenas est le deuxième plus important du pays. Historiquement, l'ELN milite pour la nationalisation du pétrole et pratique l'extorsion contre les entreprises étrangères et locales qui exploitent le brut.

Depuis la fin des pourparlers de paix, après l'attentat meurtrier de Bogota en janvier attribué à cette rébellion, l'ELN est repassée à l'offensive. L'ELN, apparue en 1964 et inspirée du révolutionnaire Ernesto Che Guevara, compte environ 1800 combattants et opère dans une douzaine des 32 départements colombiens.

Elle est considérée comme la dernière guérilla du pays, depuis le désarmement des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) et leur transformation en parti politique à la suite de l'accord de paix de 2016.

Source : Ouest-France

Colombie : l'envoyé de l'ONU encouragé par les efforts pour consolider la paix

12 avril 2019

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Colombie, l'envoyé de l'ONU dans ce pays s'est dit encouragé par les efforts de nombreux Colombiens pour mettre en œuvre l'accord de paix conclu en 2016 entre le gouvernement et les anciens rebelles des FARC.

L'envoyé de l'ONU a rappelé que l'accord de paix était un succès historique qui a mis fin à des décennies de conflit mais que généralement la paix issue de ce type d'accord ne s'enracine véritablement que lors d'un « long et souvent difficile processus de mise en œuvre ».

Source : ONU